



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI. Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 13 juin 1953

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, June, 13th, 1953

RÉCEPTION DES ANNONCES

Avis est par les présentes donné que l'ultime délai pour la réception de toute annonce, pour publication dans la *Gazette officielle de Québec*, est fixé à midi, le mercredi de chaque semaine, durant les mois de juillet et août 1953.

Québec, le 8 juin 1953.

L'Imprimeur de la Reine.
35004-24-12-o RÉDEMPTI PARADIS.

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES

Notice is hereby given that the ultimate delay for receiving any advertising copy, for publication in the *Quebec Official Gazette*, is fixed to noon on Wednesday of each week, during the months of July and August, 1953.

Quebec, this 8th, of June 1953.

REDEMPTI PARADIS,
35004-24-12-o Queen's Printer.

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.:

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre: le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion: le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine.

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
33898 — 1-52

the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning: but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.:

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number: the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion: the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

Queen's Printer.

Government House. — Québec, June 27th, 1940.
33898 — 1-52

Lettres patentes

Anglo-French Carpet Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du onze mai 1953, constituant en corporation: Milton Lowen Klein, avocat, Arthur Daniel Ruby, Lewis Jack Manolson, comptables agréés, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Letters Patent

Anglo-French Carpet Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the eleventh day of May, 1953, incorporating: Milton Lowen Klein, advocate, Arthur Daniel Ruby, Lewis Jack Manolson, chartered accountants, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce et faire le négoce de toutes sortes de carpettes, tapis, revêtements de planchers et décorations, appareils de radio et de télévision, réfrigérateurs, meubles, vêtements, quincaillerie et dispositifs électriques, sous le nom de "Anglo-French Carpet Co. Ltd.", avec un capital de \$75,000, divisé en 350 actions privilégiées de \$100 chacune et 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991 L. DÉSILETS.

Associated Sales Agency, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du huit mai 1953, constituant en corporation: Joseph Helal, avocat et conseil en loi de la Reine, Samuel Berger, avocat, de la cité de Montréal, Royal Werry, avocat et conseil en loi de la Reine, de la cité de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements de toute description, nouveautés, bijouterie, papeterie et quincaillerie, sous le nom de "Associated Sales Agency, Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions privilégiées de \$100 chacune et 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991 L. DÉSILETS.

Au Relais de la Place d'Armes Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du premier mai 1953, constituant en corporation: Yves Pratte, avocat, de Sillery, Paul Normandin, étudiant, Paulette Belleau, secrétaire, fille majeure, de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme restaurateurs, sous le nom de "Au Relais de la Place d'Armes Ltée".

Le capital-actions de la compagnie sera divisé en 7,950 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$5 chacune et 50 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair.

Le siège social de la compagnie sera à 16 rue Ste-Anne, en les cité et district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991 L. DÉSILETS.

Bem Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnie de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

To carry on business and deal in all kinds of carpets, carpeting, floor coverings and decorations, radios, televisions, refrigerators, furniture, clothing, hardware and electrical appliances, under the name of "Anglo-French Carpet Co. Ltd.", with a capital stock of \$75,000, divided into 350 preferred shares of \$100 each and 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of May, 1953.

L. DÉSILETS,
34991-o Deputy Attorney General.

Associated Sales Agency, Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R. S.Q. 1941, bearing date the eighth day of May, 1953, incorporating: Joseph Helal, advocate and Queen's Counsel, Samuel Berger, advocate, of the city of Montreal, Royal Werry, advocate and Queen's Counsel, of the city of Westmount, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel of every description, novelties, jewellery, stationery and hardware, under the name of "Associated Sales Agency, Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 preferred shares of \$100 each and 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of May, 1953.

L. DÉSILETS,
34991 Deputy Attorney General.

Au Relais de la Place d'Armes Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the first day of May, 1953, incorporating: Yves Pratte, advocate, of Sillery, Paul Normandin, student, Paulette Belleau, secretary, spinster, of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "Au Relais de la Place d'Armes Ltée".

The capital stock of the company is to be divided into 7,950 preferred shares of a par value of \$5 each and into 50 common shares having no nominal or par value;

The head office of the company will be at 16 Sté. Anne Street in the city and judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General this first day of May, 1953.

L. DÉSILETS,
34991-o Deputy Attorney General.

Bem Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du onze mai 1953, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, c. r., Hyman Solomon, avocats, Morris Shuter, gérant de Bureau, de la cité de Montréal, et Louis Feigenbaum, avocat, de ville St-Laurent, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers, distributeurs et agents de menus objets, textiles, vêtements, dispositifs électriques, produits alimentaires, meubles, quincaillerie, bijouterie, bois de construction et produits du bois, articles sanitaires, tabac, leurs produits et accessoires, sous le nom de "Bem Company", avec un capital de \$100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34491 L. DÉSILETS.

Burrowes Aluminum Windows (Quebec) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du huit mai 1953, constituant en corporation: Harry Blank, procureur, Raymonde Doyle, secrétaire, fille majeure, Blanka Gyulai, teneuse de livres, veuve, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de fenêtres et moustiquaires, stores, supports, portes et chassis en aluminium, sous le nom de "Burrowes Aluminum Windows (Quebec) Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991 L. DÉSILETS.

Centaur Electric Contractors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du huitième jour de mai 1953, constituant en corporation: John William Long, avocat et Conseil en Loi de la Reine, d'Outremont, George Beverly Puddicombe, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de Westmount et John Owen Phillips, commis, de la ville Greenfield Park, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les commerces d'électriciens, manufacturiers et poseurs d'installations électriques et aussi pourvoir à leur entretien, sous le nom de "Centaur Electric Contractors Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the eleventh day of May, 1953, incorporating: Philip Meyerovitch, Q.C., Hyman Solomon, advocates, Morris Shuter, office manager, of the city of Montreal, and Louis Feigenbaum, advocate, of ville Saint-Laurent, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, distributors and agents of small wares, textiles, clothing, electrical appliances, food products, furniture, hardware, jewellery, lumber and wood products, sanitary wares, tobacco, products and accessories thereof, under the name of "Bem Company", with a capital stock of \$100,000, divided into 5,000 common shares of \$10 each, and 5,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eleventh day of May, 1953.

L. DÉSILETS,
34991-o Deputy Attorney General.

Burrowes Aluminum Windows (Quebec) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the eighth day of May, 1953, incorporating: Harry Blank, barrister, Raymonde Doyle, secretary, spinster, Blanka Gyulai, bookkeeper, widow, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in aluminum windows and screens, blinds, brackets, doors, sashes, under the name of "Burrowes Aluminum Windows (Quebec) Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 300 preferred shares having a par value of \$100 each, and 100 common shares having a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of May, 1953.

L. DÉSILETS,
34991-o Deputy Attorney General.

Centaur Electric Contractors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the eighth day of May, 1953, incorporating: John William Long, advocate and Queen's Counsel, of Outremont, George Beverly Puddicombe, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, and John Owen Phillips, clerk, of the town of Greenfield Park, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of electricians, manufacturers and installers of electrical construction and to provide maintenance therefor, under the name of "Centaur Electric Contractors Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce huitième jour de mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991 L. DÉSILETS.

The head office of the company will be at the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of May, 1953.

L. DÉSILETS,
34991-o Deputy Attorney General.

Clanbrock Realities Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quatrième jour de mai 1953, constituant en corporation: John Seymour Newman, administrateur de Montréal-Ouest, Bernard Lortie, gérant de Montréal, George Whelan, avocat, de Montréal-Est, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir et faire le commerce d'immeubles de toutes descriptions, sous le nom de "Clanbrock Realities Co.", avec un capital de \$100,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 900 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatrième jour de mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991 L. DÉSILETS.

Clanbrock Realities Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the fourth day of May, 1953, incorporating: John Newman, executive, of Montreal West, Bernard Lortie, manager of Montreal, George Whelan, advocate, of Montreal East, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire and deal with real property of any description, under the name of "Clanbrock Realities Co.", with a capital stock of \$100,000, divided into 100 common shares of \$100 each, and 900 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fourth day of May, 1953.

L. DÉSILETS,
34991-o Deputy Attorney General.

Columbia International Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du cinquième jour de mai 1953, constituant en corporation: Moshe Ely Bonim, administrateur Raymonde Doyle, June Kirlin, secrétaires, filles majeures, Blanka Gyulai, teneuse de livres, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, faire le commerce et le négoce de machineries, outils, et accessoires, moteurs électriques, radios, pièces et accessoires électronique, sous le nom de "Columbia International Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce cinquième jour de mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991 L. DÉSILETS.

Columbia International Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the fifth day of May, 1953, incorporating: Moshe Ely Bonim, executive, Raymonde Doyle, June Kirlin, secretaries, spinsters, Blanka Gyulai, bookkeeper, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in or with machinery, machinery tools and accessories, engines, motors, electrical apparatus, radios and electronic parts and accessories, under the name of "Columbia International Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 300 preferred shares having a par value of \$100 each, and 100 common shares having a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fifth day of May, 1953.

L. DÉSILETS,
34991-o Deputy Attorney General.

Commonwealth Securities Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour d'avril 1953, constituant en corporation: Moses Moscovitch, Ben Schecter, avocats et Margaret McMartin, fille majeure, commis, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir ou disposer de valeurs, sous le nom de "Commonwealth Securities Corporation",

Commonwealth Securities Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-fourth day of April, 1953, incorporating: Moses Moscovitch, Ben Schecter, advocates, and Margaret McMartin, spinster, clerk, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire or dispose of securities, under the name of "Commonwealth Securities Corpora-

avec un capital de \$100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, 800 actions privilégiées, série "A" d'une valeur au pair de \$50 chacune et 400 actions privilégiées, série "B" d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-quatrième jour d'avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991 L. DÉSILETS.

Decastelneau Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du deux mai 1953, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi de la Reine, Ethel Yussem, secrétaire, fille majeure, de Montréal, Theodore H. Shapiro, avocat, de Ville Mont-Royal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir et négocier une certaine propriété immobilière, sous le nom de "Decastelneau Corp." avec un capital de \$40,000, divisé en 30 actions ordinaires de \$100 chacune, 200 actions privilégiées de \$100 chacune et 170 actions catégorie A sans droit de vote d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991 L. DÉSILETS.

Eastern Insurance Agencies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du septième jour de mai 1953, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Morris Shuter, gérant de bureau, tous deux de la cité de Montréal, Louis Feigenbaum avocat, de ville St-Laurent, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants.

Exercer les affaires de courtiers d'assurance et agir comme agents d'assurance, sous le nom de "Eastern Insurance Agencies Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 660 ouest, rue Ste-Catherine, chambre 805, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce septième jour de mai-1953.

L'Assistant-procureur général,
34991 L. DÉSILETS.

**Eastern Smelting and Refining
Company Limited
(Libre de responsabilité personnelle)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a

tion", with a capital stock of \$100,000, divided into 2,000 common shares of the par value of \$10 each, 800 Class "A" preferred shares of the par value of \$50 each and 400 Class "B" preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34991-o Deputy Attorney General.

Decastelneau Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the second day of May, 1953, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and Queen's Counsel, Erhel Yussem, secretary, spinster of Montreal, Theodore H. Shapiro, advocate, of the town of Mount-Royal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire and deal with a certain immoveable property, under the name of "Decastelneau Corp.", with a capital stock of \$40,000 divided into 30 common shares of \$100 each, 200 preferred shares of \$100 each and 170 Class A non-voting shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of May, 1953.

L. DÉSILETS,
34991-o Deputy Attorney General.

Eastern Insurance Agencies Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the seventh day of May, 1953, incorporating: Philip Meyerovitch, advocate and Queen's Counsel, Morris Shuter, office manager, both of the city of Montreal, Louis Feigenbaum, advocate, of ville St. Laurent, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of insurance brokers, and to act as insurance agents, under the name of "Eastern Insurance Agencies Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 2,500 common shares of the par value of \$10 each, and 1,500 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 660 St. Catherine Street, West, Room 805, in the city and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this seventh day of May, 1953.

L. DÉSILETS,
34991-o Deputy Attorney General.

**Eastern Smelting and Refining
Company Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the Provisions of the Quebec Mining Companies' Act,

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du sixième jour de mai 1953, constituant en corporation: Antoine Gobeil, Jean Rivard, avocats, Jacques Jolicœur, comptable, Charles Tremblay, étudiant, Pierre Gagnon, Harry Quart, marchands, et Denise Villeneuve, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais et les négocier, sous le nom de "Eastern Smelting and Refining Company Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, ce sixième jour de mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991 L. DÉSILETS.

letter patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the sixth day of May, 1953, incorporating: Antoine Gobeil, Jean Rivard, lawyers, Jacques Jolicœur, accountant, Charles Tremblay, student, Pierre Gagnon, Harry Quart, merchants, and Denise Villeneuve, secretary, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Eastern Smelting and Refining Company Limited" (No Personal Liability), with a capital stock of \$5,000,000, divided into 5,000,000 shares of \$1 each.

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares;

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General this sixth day of May, 1953.

L. DÉSILETS,
34991-o Deputy Attorney General.

Émile Lefrançois & Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du premier mai 1953, constituant en corporation: J.-Émile Lefrançois, contracteur-plombier, Dame Anne-Marie Coté Lefrançois, ménagère, épouse séparée de biens dudit J.-Émile Lefrançois, Roland Lefrançois, ferblantier et plombier, tous de Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Agir comme maîtres-plombiers, sous le nom de "Émile Lefrançois & Fils Limitée", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 560, rue Saint-Dominique, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le premier mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991-o L. DÉSILETS.

Émile Lefrançois & Fils Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the first day of May, 1953, incorporating: J. Emile Lefrançois, contractor-plumber, Dame Anne-Marie Côté Lefrançois, housewife, wife separate as to property of the said J. Emile Lefrançois, Roland Lefrançois, tinsmith and plumber, all of Jonquière, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To operate as master-plumber, under the name of "Émile Lefrançois & Fils Limitée", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 560 Saint-Dominique Street, Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of May, 1953.

L. DÉSILETS,
34991 Deputy Attorney General.

Fielding Ave. Apts Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du huitième jour de mai 1953, constituant en corporation: Samuel Godinsky, avocat, de Westmount, Blanka Gyulai, teneuse de livres, June Kirlin, secrétaire, fille majeure, toutes deux de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir et faire le commerce d'immeubles ou d'intérêts en iceux, sous le nom de "Fielding Ave Apts Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Fielding Ave. Apts Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the eighth day of May, 1953, incorporating: Samuel Godinsky, advocate, of Westmount, Blanka Gyulai, book-keeper, June Kirlin, secretary, spinster, both of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire and deal with real estate or interests therein, under the name of "Fielding Ave; Apts Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 300 preferred shares having a par value of \$100 each, and 100 common shares having a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, ce huitième jour de mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991 L. DÉSILETS.

G. Belisle Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour d'avril 1953, constituant en corporation: Paul Galt Michaud, Maurice Mercier, avocats, Thésèse Servant, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et entrepreneurs généraux, sous le nom de "G. Belisle Limitée".

Le capital-actions de la compagnie sera divisé en 400 actions ordinaires sans valeur au pair et 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-neuvième jour d'avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991 L. DÉSILETS.

Guy Towers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quatrième jour de mai 1953, constituant en corporation: Neil Franklin Phillips, avocat, de la cité de Westmount, Jack Lightstone, avocat, Gertrude Stalport, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir et exploiter une certaine propriété immobilière, sous le nom de "Guy Towers Inc."

Le montant du capital-actions de la compagnie doit être divisé en 3,000 actions sans valeur nominale ou au pair et 600 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatrième jour de mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991 L. DÉSILETS.

Hadrill & Bruce Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du septième jour de mai 1953, constituant en corporation: Raphael Maurice Phillips, ingénieur, Shirley Greenfield, secrétaire, et Samuel J. Smiley, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fleuristes, pépiniéristes, jardiniers-marachers, fructiculteurs et grainetiers, sous le nom de "Hadrill & Bruce Inc.", avec un capital de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Dated at the office of the Attorney General this eighth day of May, 1953.

L. DÉSILETS,
34991-o Deputy Attorney General.

G. Belisle Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-ninth day of April, 1953, incorporating: Paul Galt Michaud, Maurice Mercier, advocates, Thésèse Servant, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general builders and contractors, under the name of "G. Belisle Limitée".

The capital stock of the company shall be constituted of 400 common shares without par value and 400 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-ninth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34991-o Deputy Attorney General.

Guy Towers Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the fourth day of May, 1953, incorporating: Neil Franklin Phillips, advocate, of the city of Westmount, Jack Lightstone, advocate, Gertrude Stalport, secretary, both of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire and deal with a certain immovable property, under the name of "Guy Towers Inc."

The amount of the capital stock of the company is to be divided into 3,000 shares having no nominal or par value and into 600 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fourth day of May, 1953.

L. DÉSILETS,
34991-o Deputy Attorney General.

Hadrill & Bruce Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the seventh day of May, 1953, incorporating: Raphael Maurice Phillips, engineer, Shirley Greenfield, secretary, and Samuel J. Smiley, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of florists, nurserymen, market gardeners, fruit growers and seedsmen, under the name of "Hadrill & Bruce Inc.", with a capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce septième jour de mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991 L. DÉSILETS.

I. Arshinoff & Son Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du onzième jour de mai 1953, constituant en corporation: Charles Wolfson, avocat, Ann Zifkin, sténographe, fille majeure, Alva Phyllis Boyd, sténographe, fille majeure, de la cité de Montréal, Aaron Hyman Mettarlin, notaire, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bouchers, sous le nom de "I. Arshinoff & Son Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce onzième jour de mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991 L. DÉSILETS.

J.-A. Tremblay & Fils, (Inc.)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du sept mai 1953, constituant en corporation: Fleur-Ange Lortie Tremblay, épouse contractuellement séparée de biens de J.-A. Tremblay, Rolland Tremblay, plombier-électricien, Paul-André Tremblay, comptable, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en électricité et en toute entreprise pouvant se rapporter à la transformation et à l'emploi de l'électricité, sous le nom de "J.-A. Tremblay & Fils, (Inc.)", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le sept mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991-o L. DÉSILETS.

J. Eymard Rondeau Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du trente avril 1953, constituant en corporation: Yvon Jasmin, avocat, Lucienne Méreineau, Rita Dufresne, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme commerçants et marchands de mercerie, de vêtements, de nouveautés, d'articles mobiliers, d'accessoires et d'appareils électriques,

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this seventh day of May, 1953.

L. DÉSILETS,
34991-o Deputy Attorney General.

I. Arshinoff & Son Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eleventh day of May, 1953, incorporating: Charles Wolfson, advocate, Ann Zifkin, stenographer, spinster, Alva Phyllis Boyd, stenographer, spinsters, of the city of Montreal, Aaron Hyman Mettarlin, notary of the city of Outremont, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of butchers, under the name of "I. Arshinoff & Son Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each, and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eleventh day of May, 1953.

L. DÉSILETS,
34991-o Deputy Attorney General.

J.-A. Tremblay & Fils, (Inc.)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventh day of May, 1953, incorporating: Fleur-Ange Lortie Tremblay, wife separate as to marriage contract of J. A. Tremblay, Rolland Tremblay, plumber-electrician, Paul-André Tremblay, accountant, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as contractors in electricity and in any enterprise dealing with the transformation and connected to electricity, under the name of "J.-A. Tremblay & Fils, (Inc.)", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of May, 1953.

L. DÉSILETS,
34991 Deputy Attorney General.

J. Eymard Rondeau Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirtieth day of April, 1953, incorporating: Yvon Jasmin, advocate, Lucienne Méreineau, Rita Dufresne, secretaries, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as dealers and merchants in drygoods, clothing, novelties, articles of furniture, electrical appliances and accessories, agricultural ma-

de machines agricoles et d'instruments aratoires, de matériaux de construction, de denrées et provisions, sous le nom de "J. Eymard Rondeau Inc.", avec un capital de \$50,000, divisé en 50,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Marieville, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général le trente avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991-0 L. DÉSILETS.

Jolly Roger Motorcycle Club — Verdun

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quatrième jour de mai 1953, constituant en corporation sans capital-actions: Robert Arnold Leggett, apprenti-mécanicien, de Ville Émard, Herbert E. Whittaker, acheteur, Thomas A. Holmes, chimiste, Robert J. Buck, machinist, John A. Eden, assistant, tous quatre de Verdun et Frank J. T. O'Reilly, avocat de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Grouper ensemble ceux qui sont intéressés à se promener et voyager en motocyclette, sous le nom de "Jolly Roger Motorcycle Club — Verdun".

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est \$25,000.

Le siège social de la compagnie sera à 271 avenue Osborne, en la cité de Verdun, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatrième jour de mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991 L. DÉSILETS.

La Cie de Développement Franmont Limitée Franmont Development Co. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du huit mai 1953, constituant en corporation: Charles-Auguste Francœur, constructeur, Gilberte Fontaine, secrétaire, et Yvon Groulx, notaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Construire des bâtiments, maisons ou structures diverses comme entrepreneur, sous le nom de "La Cie de Développement Franmont Limitée"—"Franmont Development Co. Limited", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 180 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le huit mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991-0 L. DÉSILETS.

La Plomberie Cardinal Incorporée Cardinal Plumbing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

chines and farm implements, building materials, foodstuffs and provisions, under the name of "J. Eymard Rondeau Inc.", with a capital stock of \$50,000, divided into 50,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Marieville, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34991 Deputy Attorney General.

Jolly Roger Motorcycle Club — Verdun

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the fourth day of May, 1953, incorporating without share capital: Robert Arnold Leggett, apprentice machinist, of Ville Émard, Herbert E. Whittaker, purchasing agent, Thomas A. Holmes, chemist, Robert J. Buck machinist, John A. Eden, Helper, all four of Verdun, and Frank J. T. O'Reilly, advocate of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To group together those who are interested in motor-cycle riding and travel, under the name of "Jolly Roger Motorcycle Club — Verdun".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at 271 Osborne Avenue, in the city of Verdun, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fourth day of May, 1953.

L. DÉSILETS,
34991-0 Deputy Attorney General.

La Cie de Développement Franmont Limitée Franmont Development Co. Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighth day of May 1953, incorporating: Charles-Auguste Francœur, builder, Gilberte Fontaine, secretary, and Yvon Groulx, notary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To erect buildings, houses or various structures, as a contractor, under the name of "La Cie de Développement Franmont Limitée"—"Franmont Development Co. Limited", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of a par value of \$10 each and 180 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the eighth day of May 1953.

L. DÉSILETS,
34991 Deputy Attorney General.

La Plomberie Cardinal Incorporée Cardinal Plumbing Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du premier mai 1953, constituant en corporation: Armand Cardinal, Emilien Pelletier, plombiers, et Pierre Laporte, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme plombiers et comme entrepreneurs généraux, sous le nom de "La Plomberie Cardinal Incorporée" — "Cardinal Plumbing Inc.", avec un capital de \$10,000, divisé en 750 actions ordinaires de \$10 chacune et en 250 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le premier mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991-o L. DÉSILETS.

La Radio du Bas St-Laurent Inc.
Lower St. Lawrence Radio Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-huit avril 1953, constituant en corporation: Paul-Émile Gagnon, Gilles Gagnon, J.-Claude Gagnon, avocats, tous de Rimouski, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Etablir et opérer une ou des affaires de radio-diffusion, de télévision et de radio-téléphone, sous le nom de "La Radio du Bas St-Laurent Inc."—"Lower St. Lawrence Radio Inc.",

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de 5,000 actions sans valeur nominale et de 5,000 actions privilégiées de la valeur au pair de \$20 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-huit avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991-o L. DÉSILETS.

Le Colisée de Sorel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du premier mai 1953, constituant en corporation: René Thibodeau, marchand, Olivier Beaudry comptable, Jeanne d'Arc Cournoyer, secrétaire, tous de Sorel, district judiciaire de Richelieu, pour les objets suivants:

Organiser dans les limites de la ville de Sorel, un centre récréatif, sous le nom de "Le Colisée de Sorel Inc."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 1000 actions sans valeur au pair ou nominale et en 3,500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général le premier mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991-o L. DÉSILETS.

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the first day of May, 1953, incorporating: Armand Cardinal, Emilien Pelletier, plumbers, and Pierre Laporte, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as plumbers and as general contractors, under the name of "La Plomberie Cardinal Incorporée"—"Cardinal Plumbing Inc.", with a capital stock of \$10,000, divided into 750 common shares of \$10 each and into 250 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of May, 1953.

L. DÉSILETS,
34991 Deputy Attorney General.

La Radio du Bas St-Laurent Inc.
Lower St. Lawrence Radio Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-eighth day of April 1953, incorporating: Paul-Émile Gagnon, Gilles Gagnon, J.-Claude Gagnon, advocates, all of Rimouski, judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To establish and operate one or many broadcasting, television and radiotelephony concerns, under the name of "La Radio du Bas St-Laurent Inc."—"Lower St. Lawrence Radio Inc.",

The company's capital stock will amount to 5,000 shares without nominal value and 5,000 preferred shares of a par value of \$20 each.

The head office of the company shall be at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-eighth day of April 1953.

L. DÉSILETS,
34991 Deputy Attorney General.

Le Colisée de Sorel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the first day of May 1953, incorporating: René Thibodeau, marchand, Olivier Beaudry, accountant, Jeanne d'Arc Cournoyer, secretary, all of Sorel, judicial district of Richelieu, for the following purposes:

To organize a recreation centre, within the limits of the town of Sorel, under the name of "Le Colisée de Sorel Inc."

The capital stock of the Company is divided into 1000 shares without nominal or par value, and 3,500 preferred shares of \$100 each;

The head office of the company shall be at Sorel, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, the first of May 1953.

L. DÉSILETS,
34991 Deputy Attorney General.

Léo Auger Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du deux mai 1953, constituant en corporation: J.-Elzéar Turcotte, marchand, de Charlesbourg, J.-Émilien Simard, avocat, de Québec, tous deux du district judiciaire de Québec, et Léo-Étienne Auger, industriel, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et vendre toutes sortes d'appareils orthopédiques, sous le nom de "Léo Auger Inc.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le deux mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991-o L. DÉSILETS.

Léo Auger Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the second day of May 1953, incorporating: J.-Elzéar Turcotte, merchant, of Charlesbourg, J.-Émilien Simard, advocate, of Quebec both of the judicial district of Quebec, and Léo-Étienne Auger, industrialist, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and sell all kinds of orthopedic apparatus, under the name of "Leo Auger Inc.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company shall be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, the second day of May 1953.

L. DÉSILETS,
34991 Deputy Attorney General.

Le Platrage du Québec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du sept mai 1953, constituant en corporation: Antoine Gobeil, avocat, Denise Villeneuve, secrétaire, célibataire, Jacques Jolicœur, comptable tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer les opérations de posage, entretien et réparation de tout enduit intérieur ou extérieur dans la construction, réfection, réparation ou entretien d'immeubles, sous le nom de "Le Platrage du Québec Inc.", avec un capital de \$25,000, divisé en 250 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 604 rue Saint-Jean, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le sept mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991-o L. DÉSILETS.

Le Platrage du Québec Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventh day of May, 1953, incorporating: Antoine Gobeil, advocate, Denise Villeneuve, secretary, unmarried, Jacques Jolicœur, accountant, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the operations of installation, maintenance and repairs of all interior or exterior coverings in the construction, restoration, repair or maintenance of immovables, under the name of "Le Platrage du Québec Inc.", with a capital stock of \$25,000, divided into 250 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 604 Saint-John Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General the seventh day of May, 1953.

L. DÉSILETS,
34991 Deputy Attorney General.

Les Entreprises de Construction et d'Immeuble de Rouville Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du cinq mai 1953, constituant en corporation: Paul Langlois, vendeur, Frank O'Reilly, avocat, J.-Claude Nolin, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter et faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de "Les Entreprises de Construction et d'Immeuble de Rouville Ltée", avec un capital de \$100,000, divisé en 500 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est situé à 507, Place d'Armes, Chambre 306, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Les Entreprises de Construction et d'Immeuble de Rouville Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifth day of May 1953, incorporating: Paul Langlois, salesman, Frank O'Reilly, advocate, J.-Claude Nolin, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in, and carry on a business as builders and contractors, under the name of "Les Entreprises de Construction et d'Immeuble de Rouville Ltée", with a capital of \$100,000, divided into 500 preferred shares of a nominal value of \$100 each, and 500 common shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is located at 507, Place d'Armes, Room 306, Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général le cinq mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991-o L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, the fifth day of May 1953.

49991 L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Les Messageries Interprovinciales Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du sept mai 1953, constituant en corporation: Gérard Corbeil, avocat, de Longueuil, Marie-Jeanne Stanton, secrétaire, Léo Davignon, comptable agréé, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'éditeur, sous le nom de "Les Messageries Interprovinciales Inc.", avec un capital de \$50,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune et en 4,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le sept mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991-o L. DÉSILETS.

Les Messageries Interprovinciales Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventh day of May, 1953, incorporating: Gérard Corbeil, advocate of Longueuil, Marie-Jeanne Stanton, secretary, Léo Davignon, chartered accountant, of Montreal, all of the judicial district of Montreal for the following purposes:

To carry on the business of editor, under the name of "Les Messageries Interprovinciales Inc.", with a capital stock of \$50,000, divided into 1,000 shares of \$10 each and into 4,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of May, 1953.

49991 L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

L'Oeuvre des Terrains de Jeux d'Alma

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du douze mai 1953, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Levasseur, agent d'immeubles, Jean Deschênes, commis, et Louis-Patrick Falardeau, avocat, tous trois de Saint-Joseph-d'Alma, district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

"Organisation des loisirs pour les jeunes, sous le nom de "L'Oeuvre des Terrains de Jeux d'Alma".

Le siège social de la corporation sera à Saint-Joseph-d'Alma, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général le douze mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991-o L. DÉSILETS.

L'Oeuvre des Terrains de Jeux d'Alma

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twelfth day of May, 1953, to incorporate as a corporation without share capital: Paul Levasseur, real estate agent, Jean Deschênes, clerk, and Louis-Patrick Falardeau, advocate, all three of Saint-Joseph-d'Alma, judicial district of Roberval, for the following purposes:

The organization of recreational centres for youngsters, under the name of "L'Oeuvre des Terrains de Jeux d'Alma".

The head office of the corporation will be at Saint-Joseph d'Alma, judicial district of Roberval

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May, 1953.

49991 L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Louis A. Gaudreau Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du septième jour de mai 1953, constituant en corporation: Louis-A. Gaudreau, agent d'immeubles, Guy Crépeau et Richard Crépeau, avocats, tous trois de la cité de Sherbrooke, district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

Acquérir et faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Louis A. Gaudreau Inc.", avec un capital de \$100,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 900 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Louis A. Gaudreau Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventh day of May, 1943, incorporating: Louis-A. Gaudreau, real estate agent, Guy Crépeau, and Richard Crépeau, lawyers, all three of the city of Sherbrooke, judicial district of St. Francis, for the following purposes:

To acquire and deal with real property, under the name of "Louis A. Gaudreau Inc.", with a capital stock of \$100,000, divided into 100 common shares of \$100 each, and 900 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Daté dubur reau du Procureur général, ce septième jour de mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991 L. DÉSILETS.

Machine Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du premier jour de mai 1953, constituant en corporation: Max Kaback, manufacturier, de la cité d'Outremont, Joseph Kogan, Benn Charles Lassner, tous deux manufacturiers, Edward Samuel Berger, avocat, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter et vendre de la machinerie, matrices, outils et outillage, sous le nom de "Machine Holdings Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce premier jour de mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991 L. DÉSILETS.

Melrose Packers Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du septième jour de mai 1953, constituant en corporation: Lewis Rosenfeld, propriétaire de salaison, Dame Sylvia Silverheart, épouse séparée de biens dudit Lewis Rosenfeld, Harry Rosenfeld, bourgeois, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'emmagasinage et entreposage frigorifique, et celui de mise en conserves et agir comme bouchers, épiciers, marchands et propriétaire d'abattoir et d'une installation de congélation, sous le nom de "Melrose Packers Corp.", avec un capital de \$250,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et 10,000 actions privilégiées de \$20 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 236 est, avenue Mont-Royal, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce septième jour de mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991 L. DÉSILETS.

Melrose Trading Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes en date du neuvième jour de mai 1953, constituant en corporation: Jean Monette, avocat de Longueuil, Pauline Cabana, sténographe, fille majeure, Rita Angers, sténographe, fille majeure, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Dated at the office of the Attorney General this seventh day of May, 1953.

L. DÉSILETS,
34991-o Deputy Attorney General.

Machine Holdings Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the first day of May, 1953, incorporating: Max Kaback, manufacturer, of the City of Outremont, Joseph Kogan, Benn Charles Lassner, both manufacturers, Edward Samuel Berger, advocate, of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To buy and sell machinery, dies, tools and equipment, under the name of "Machine Holdings Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this first day of May, 1953.

L. DÉSILETS,
34991-o Deputy Attorney General.

Melrose Packers Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the seventh day of May, 1953, incorporating: Lewis Rosenfeld, meat packer, Dame Sylvia Silverheart, wife separate as to property of the said Lewis Rosenfeld, Harry Rosenfeld, gentleman, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of warehousing and cold storage and the business of packers, butchers, grocers, produce merchants and abattoir and refrigeration plant proprietors, under the name of "Melrose Packers Corp.", with a capital stock of \$250,000, divided into 500 common shares of \$100 each, and 10,000 preferred shares of \$20 each.

The head office of the company will be at 236 Mount Royal Avenue, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this seventh day of May, 1953.

L. DÉSILETS,
34991-o Deputy Attorney General.

Melrose Trading Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the ninth day of May 1953, incorporating: Jean Monette, barrister of Longueuil, Pauline Cabana, stenographer, spinster, Rita Angers, stenographer, spinster, of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

Diriger et administrer les commerce et affaires de toute compagnie, firme ou individu et relativement à iceux, passer et exécuter de. contrats et ententes afin de fournir des services de bureaux et de secrétariat et aussi de procureur des services cléricaux et administratifs, sous le nom de "Melrose Trading Ltd." avec un capital de \$40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce neuvième jour de mai 1953.

L'Assistant-procureur général.

34991

L. DÉSILETS.

To manage and administer the business and affairs of any company, firm or individual and in connection therewith to enter into and carry out contracts and agreements to provide offices and secretarial, clerical and administrative services, under the name of "Melrose Trading Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 30,000 common shares of the par value of \$1 each and 2,000 preferred shares of the par value of \$5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this ninth day of May, 1953.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

34991-o

Modern Plumbing & Heating Ltd.
Plomberie et Chauffage Modernes Ltées

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du sept mai 1953, constituant en corporation: Omer Mailloux, Emmanuel Leclere, plombiers, André Deschambault, commis, Rolande Houle Mailloux, épouse séparée de biens dudit Omer Mailloux, ménagère, tous de Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneurs généraux, mécaniciens, forgerons et exercer le commerce de plombiers, de couvreurs, de systèmes et d'accessoires de chauffage, sous le nom de "Modern Plumbing & Heating Ltd."—"Plomberie et chauffage Modernes Ltée", avec un capital de \$75,000, divisé en 750 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général le sept mai 1953.

L'Assistant-procureur général,

34991-o

L. DÉSILETS.

Modern Plumbing & Heating Ltd.
Plomberie et Chauffage Modernes Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventh day of May, 1953, incorporating: Omer Mailloux, Emmanuel Leclere, plumbers, André Deschambault, clerk, Rolande Houle Mailloux, wife separate as to property of the said Omer Mailloux, housewife, all of Val d'Or, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To operate as general contractors, mechanics, blacksmiths, and to carry on the business of plumbers, roofers and to deal in heating systems and appliances under the name of "Modern Plumbing & Heating Ltd."—"Plomberie et Chauffage Modernes Ltée", with a capital stock of \$75,000, divided into 750 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of May, 1953.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

34991

New Rector's Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du septième jour de mai 1953, constituant en corporation: Jack Rudner, Joseph Mendelson, avocats, Celia Cohen, secrétaire, fille majeure, de la cité de Montréal, Moyna Ermshausen, secrétaire, ménagère, épouse séparée de biens de Heing Ermshausen, du village de Ste-Dorothée, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce de restaurant, sous le nom de "New Rector's Incorporated", avec un capital de \$40,000, divisé en 50 actions ordinaires de \$100 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce septième jour de mai 1953.

L'Assistant-procureur général,

34991

L. DÉSILETS.

New Rector's Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity, with section 2 chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the seventh day of May, 1953, incorporating: Jack Rudner, Joseph Mendelson, advocates, Celia Cohen, secretary, spinster, of the city of Montreal, Moyna Ermshausen, secretary, housewife, wife separate as to property of Heing Ermshausen, of the village of Ste. Dorothée, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of restaurant, under the name of "New Rector's Incorporated", with a capital stock of \$40,000 divided into 50 common shares of \$100 each, and into 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of Attorney General this seventh day of May, 1953.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

34991-o

N. R. Bertrand Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

N. R. Bertrand Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du sept mai 1953, constituant en corporation: Norbert Bertrand, Roger Bertrand, ferblantiers, de Montréal, Raoul Laporte, comptable public, de Chambly-Bassin, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, manufacturer, poser et fabriquer tout système d'évacuation ou de ventilation, tout système de chauffage, d'air climatisé et exercer le commerce de ferblanterie, sous le nom de "N. R. Bertrand Inc.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 8532, 9ième avenue, ville Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le sept mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991-o L. DÉSILETS,

O. Ducharme et Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du quatre mai 1953, constituant en corporation: Olympe Ducharme manufacturier, Jean-Jacques Ducharme, ébéniste, tous deux de la cité de Montréal, et Gabriel Ducharme, ébéniste de Montréal-Nord, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tous genres de meubles, sous le nom de "O. Ducharme et Fils Limitée", avec un capital de \$125,000, divisé en 25,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 100,000 actions privilégiées d'une valeur de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quatre mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991-o L. DÉSILETS.

Office Stationers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du trente avril 1953, constituant en corporation: Albert Turcotte, industriel, de Ville Mont-Royal, Laurin Lapointe, avocat, Jean-V. Martineau, agent, Alice Savage, secrétaire, de Montréal, René Chalifoux, agent, de Ste-Dorothée, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de papeterie, d'accessoires, d'articles et de fournitures de bureau; agir comme imprimeur, sous le nom de "Office Stationers Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventh day of May, 1953, incorporating: Norbert Bertrand, Roger Bertrand, tinsmiths, of Montreal, Raoul Laporte, public accountant, of Chambly-Basin, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To purchase, manufacture, install and set-up any exhaust or ventilation system, any heating system, for air conditioning and to carry on the trade of tinsmith, under the name of "N. R. Bertrand Inc.", with a capital of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 8532, 9th Avenue town of St-Michel judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General the seventh day of May, 1953.

L. DÉSILETS,
34991 Deputy Attorney General.

O. Ducharme et Fils Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourth day of May 1953, incorporating: Olympe Ducharme, manufacturer, Jean-Jacques Ducharme, cabinet-maker, both of the city of Montreal, and Gabriel Ducharme, cabinet-maker, of Montreal-North, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of furniture, under the name of "O. Ducharme et Fils Limitée", with a capital stock of \$125,000, divided into 25,000 common shares of a nominal value of \$1 each, and 100,000 preferred shares of a value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the fourth day of May 1953.

L. DÉSILETS,
34991 Deputy Attorney General.

Office Stationers Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirtieth day of April, 1953, incorporating: Albert Turcotte, industrialist of the town of Mount Royal, Laurin Lapointe, advocate, Jean V. Martineau, agent, Alice Savage, secretary, of Montreal, René Chalifoux, agent, of Ste-Dorothée, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in stationery, accessories, articles and office supplies; to operate as a printer, under the name of "Office Stationers Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at the town of Mount Royal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général le trente avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991-o L. DÉSILETS.

Philbin Hardware Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du huit mai 1953, constituant en corporation: Herménégilde Valiquette, marchand, Lucille Lavigreur-Valiquette, ménagère, épouse dudit Herménégilde Valiquette, tous deux d'Outremont, Alexandre Clément, évaluateur, de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de quincaillerie, sous le nom de "Philbin Hardware Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le huit mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991-o L. DÉSILETS.

Plomberie Ducharme Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du onze mai 1953, constituant en corporation: André Ducharme, plombier, Jeannette Rousseau, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit André Ducharme, tous deux de Montréal, et Ulysse Ducharme, plombier, de ville Saint-Pierre, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneurs généraux en plomberie, sous le nom de "Plomberie Ducharme Inc.", avec un capital de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le onze mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991-o L. DÉSILETS.

**Produits Naps Inc.
Naps Products Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quatrième jour de mai 1953, constituant en corporation: Gilles Rouleau, avocat, Maurice Carpentier, commis, Bérange Vignolas, secrétaire, fille majeure, de Baie Comeau, district judiciaire du Saguenay, pour les objets suivants:

Préparer pour le marché et faire le commerce de produits alimentaires, sous le nom de "Produits Naps Inc."—Naps Products Inc., avec un capital de \$75,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34991 Deputy Attorney General.

Philbin Hardware Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighth day of May 1953, incorporating: Herménégilde Valiquette, Lucille Lavigreur-Valiquette, housewife, wife of said Herménégilde Valiquette, both of Outremont, Alexandre Clément, appraiser, of Westmount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the hardware business, under the name of "Philbin Hardware Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the eighth day of May 1953.

L. DÉSILETS,
34991 Deputy Attorney General.

Plomberie Ducharme Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eleventh day of May, 1953, incorporating: André Ducharme, plumber, Jeannette Rousseau, housewife, wife separate as to property by marriage contract of the said André Ducharme, both of Montreal, and Ulysse Ducharme, plumber, of the town of Saint-Pierre, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on as general contractors in plumbing, under the name of "Plomberie Ducharme Inc.", with a capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General the eleventh day of September, 1953.

L. DÉSILETS,
34991 Deputy Attorney General.

**Produits Naps Inc.
Naps Products Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the fourth day of May, 1953, incorporating: Gilles Rouleau, lawyer, Maurice Carpentier, clerk, Bérange Vignolas, secretary, spinster, of Baie Comeau, in the judicial district of Saguenay, for the following purposes:

To prepare for market and to deal in food products, under the name of "Produits Naps Inc."—"Naps Products Inc.", with a capital stock of \$75,000, divided into 500 common shares of \$100 each, and 250 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Baie Comeau, district judiciaire du Saguenay.
Daté du bureau du Procureur général, ce quatrième jour de mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991 L. DÉSILETS.

Professional Uniform Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du six mai 1953, constituant en corporation: Georges Jolicœur, Arthur Groleau, industriels, et Alphonse Cadieux, rentier, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le métier de tailleurs, et de manufacturiers d'uniformes, sous le nom de "Professional Uniform Company Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 800 actions d'une valeur au pair de \$50. chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 6448, rue des Érables, dans les cité et district judiciaire de Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le six mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991-o L. DÉSILETS.

Saint-Ruth Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du quatre mai 1953, constituant en corporation: René Duranleau, c. r., avocat, de l'Ile Bigras, Juliette Mailloux, secrétaire, de Westmount, Jacques Viger, commis de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers, agents de manufacturiers, exportateurs et importateurs de tous produits alimentaires, vestimentaires, de toilette et de parfumerie; d'ameublements, de librairie, de photographie, de pharmacie, de quincaillerie, de bijouterie et d'horlogerie: de matériaux de construction, sous le nom de "Saint-Ruth Inc.", avec un capital de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quatre mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991-o L. DÉSILETS.

Sanbar Amusements Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du deuxième jour de mai 1953, constituant en corporation: Louis Stoll, James Fisher, gérants, John Michael Schlesinger, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at Baie Comeau, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General this fourth day of May 1953.

L. DÉSILETS,
34991-o Deputy Attorney General.

Professional Uniform Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the sixth-day of May, 1953, incorporating: Georges Jolicœur, Arthur Groleau, industrialists, and Alphonse Cadieux, annuitant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade of tailors and manufacturers of uniforms, under the name of "Professional Uniform Company Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 800 shares of a par value of \$50 each.

The head office of the company will be at 6448, Maple Street, in the city and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of May, 1953.

L. DÉSILETS,
34991 Deputy Attorney General.

Saint-Ruth Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourth day of May 1953, incorporating: René Duranleau, Q.C., advocate, of Ile Bigras, Juliette Mailloux, secretary, of Westmount, Jacques Viger, clerk, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as brokers, manufacturers' agents, importers and exporters of all food, wearing apparel, toilet and perfume products; furniture re: bookshop, photography, drug-store, hardware, jewellery, clock and watch making installations; building materials, under the name of "Saint-Ruth Inc.", with a capital stock of \$10,000 divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company shall be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the fourth day of May 1953.

L. DÉSILETS,
34991 Deputy Attorney General.

Sanbar Amusements Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the second day of May, 1953, incorporating: Louis Stoll, James Fisher, managers, John Michael Schlesinger, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce comme distributeurs de phonographes, appareils à diffuser de la musique, sous le nom de "Sanbar Amusements Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce deuxième jour de mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991 L. DÉSILETS.

Shell Construction Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quatrième jour de mai 1953, constituant en corporation: James Dudley Doherty, Howard Roy Doherty, marchands d'acier, Joseph Feldgaier, comptable, Steve Frank, entrepreneur en électricité, Edward Irving Auerback, avocat, David Caplan, constructeur, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Diriger et exploiter le commerce de constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de "Shell Construction Company", avec un capital de \$40,000, divisé en 240 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3760 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatrième jour de mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991 L. DÉSILETS.

St-Hubert Construction Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date, du trente avril 1953, constituant en corporation: Jean-Léon Charlebois, c.r., Robert Pagé, Jean Duchesne, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

De faire affaire comme entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de "St-Hubert Construction Limited", avec un capital de \$100,000, divisé en 300 actions communes de \$100 chacune et en 700 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 333 Craig Est, chambre 204, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le trente avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991-o L. DÉSILETS.

St-Lambert Automobile Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date

To carry on the business of distributors of phonographs, music diffusion machines, under the name of "Sanbar Amusements Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each, and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of May, 1953.

L. DÉSILETS,
34991-o Deputy Attorney General.

Shell Construction Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the fourth day of May, 1953, incorporating: James Dudley Doherty, Howard Roy Doherty, steel merchants, Joseph Feldgaier, accountant, Steve Frank, electrical contractor, Edward Irving Auerback, advocate, David Caplan, builder, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To conduct and carry on the business of builders and contractors, under the name of "Shell Construction Company", with a capital stock of \$40,000, divided into 240 common shares of the par value of \$10. each, and 3760 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of May, 1953.

L. DÉSILETS,
34991-o Deputy Attorney General.

St-Hubert Construction Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirtieth day of April, 1953, incorporating: Jean-Léon Charlebois, Q.C., Robert Pagé, Jean Duchesne, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate as general contractors and builders, under the name of "St-Hubert Construction Limited", with a capital stock of \$100,000 divided into 300 common shares of \$100 each and into 700 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 333 Craig East, Room 204, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34991 Deputy Attorney General.

St-Lambert Automobile Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-ninth

du vingt-neuvième jour d'avril 1953, constituant en corporation: Paul Galt Michaud, Maurice Mercier, avocats, Thérèse Servant, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'automobiles, moteurs, engins, machines, carburateurs, accessoires et pièces, ferronnerie, aussi exploiter et diriger des garages, sous le nom de "St-Lambert Automobile Inc."; le capital-actions de la compagnie sera composé de 400 actions ordinaires sans valeur au pair et 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-neuvième jour d'avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991 L. DÉSILETS.

Télévision de Québec Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du seizième jour d'avril 1953, constituant en corporation: Camil Noël, c. r., Louis Pratte, tous deux avocats, Rose-Aimée Fleury, comptable, Thérèse Tardif et Thérèse des Rivières, sténographes, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'émissions de télévision et/ou de radio, sous le nom de "Télévision de Québec Limitée", avec un capital de \$50,000, divisé en 10,000 actions de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à chambre 609, rue Ste-Anne, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, ce seizième jour d'avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991 L. DÉSILETS.

Trio Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du sixième jour de mai 1953, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat, de la cité d'Outremont, Bernard Diamond, avocat, Larry Smith, comptable, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir et faire le commerce de valeurs, lettres de change, effets de commerce, récépissés d'entrepôts; agir comme courtiers d'assurance; acquérir et faire le commerce de propriétés immobilières ou d'intérêts en icelles, sous le nom de "Trio Holdings Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce sixième jour de mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991 L. DÉSILETS.

day of April, 1953, incorporating: Paul Galt Michaud, Maurice Mercier, advocates, Thérèse Servant, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in automobiles, motors, engines, machines, carburetors, accessories and parts, hardware; to operate and manage garages, under the name of "St. Lambert Automobile Inc."; the capital stock of the Company shall be constituted of 400 common shares without par value and 400 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at St. Lambert, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-ninth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34991-o Deputy Attorney General.

Télévision de Québec Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the sixteenth day of April, 1953, incorporating: Camil Noël, Q.C., Louis Pratte, both advocates, Rose-Aimée Fleury, accountant, Thérèse Tardif, and Thérèse des Rivières, stenographers, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of television and/or radio broadcasting, under the name of "Télévision de Québec Limitée", with a capital stock of \$50,000, divided into 10,000 shares of \$5, each.

The head office of the company will be at Room 609, St. Anne Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General this sixteenth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34991-o Deputy Attorney General.

Trio Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the sixth day of May, 1953, incorporating: Louis Orenstein, advocate, of the city of Outremont, Bernard Diamond, advocate, Larry Smith, accountant, both of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire and deal in securities, bills of exchange, trade acceptance, warehouse and receipts; to act as insurance brokers; to acquire and deal with immoveable property or interest therein, under the name of "Trio Holdings Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each, and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this sixth day of May, 1953.

L. DÉSILETS,
34991-o Deputy Attorney General.

Westhall Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du onzième jour de mai 1953 constituant en corporation: Louis Diner, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Moses Naphtali Diner, notaire, Bessie McLean, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires de propriétaires et agents d'immeubles, sous le nom de "Westhall Holdings Inc."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 300 actions sans valeur nominale ou au pair et 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce onzième jour de mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991 L. DÉSILETS'

Westhall Holdings Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the eleventh day of May, 1953, incorporating: Louis Diner, advocate and Queen's Counsel, Moses Naphtali Diner, notary, Bessie McLean, stenographer, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as real estate owners and operators, under the name of "Westhall Holdings Inc."

The capital stock of the Company is divided into 300 shares having no nominal or par value, and into 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eleventh day of May, 1953.

L. DÉSILETS,
4991-o Deputy Attorney General.

5031 Côte de Liesse Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du septième jour de mai 1953, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat, c. r., Ethel Yussef, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, et Théodore H. Shapiro, avocat, de ville Mont-Royal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir et négocier une certaine propriété immobilière, sous le nom de "5031 Côte de Liesse Corporation", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce septième jour de mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991 L. DÉSILETS.

5031 Côte de Liesse Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the seventh day of May, 1953, incorporating: Joseph Shapiro, advocate, Q.C., Ethel Yussef, secretary, both of the city of Montreal, and Theodore H. Shapiro, advocate, of the town of Mount Royal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire and deal with a certain immovable property, under the name of "5031 Côte de Liesse Corporation", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100. each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this seventh day of May, 1953.

L. DÉSILETS,
34991-o Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

Cartile - Hume Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 16 mai 1953, changeant le nom de la compagnie "Cartile, Casey & Hume Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 21 mars 1952, en celui de "Cartile-Hume Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le 16 mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991 L. DÉSILETS.

Cartile - Hume Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of May, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, changing the name of the company "Cartile, Casey & Hume Limited", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act by letters patent dated March 21, 1952, to that of "Cartile-Hume Limited".

Dated at the office of the Attorney General the 16th day of May, 1953.

L. DÉSILETS,
34991-o Deputy Attorney General.

Ernest Harnois & Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du douze mai 1953, à la compagnie "Ernest Harnois & Fils Limitée", portant son capital-actions de \$12,000 à \$312,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 3,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le 12 mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991-o L. DÉSILETS.

Ernest Harnois & Fils Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twelfth day of May, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, S.R.Q., 1941, chapter 276, to the company "Ernest Harnois & Fils Limitée", carrying its capital stock from \$12,000 to \$312,000 the additional capital stock being divided into 3,000 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, May 12, 1953.

L. DÉSILETS,
34991 Deputy Attorney General.

Fine Made Garment Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 19 mai 1953, à la compagnie "Fine Made Garment Co.", augmentant son capital de \$10,000 à \$50,000: Le capital additionnel étant divisé en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 19 mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991 L. DÉSILETS.

Fine Made Garment Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of May, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, S.R.Q. 1941, chapter 276, to the company "Fine Made Garment Co.", increasing its capital from \$10,000 to \$50,000: the additional capital being divided into 400 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General the 19th day of May, 1953.

L. DÉSILETS,
34991-o Deputy Attorney General.

National Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément aux dispositions de l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du douze mai 1953, changeant le nom de la compagnie "J. A. Duranceau Construction Ltée — J. A. Duranceau Construction Ltd.", constituée en corporation en vertu des dispositions de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 8 août 1951, en celui de "National Construction Inc."

Daté du bureau du Procureur général le 12 mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991-o L. DÉSILETS.

National Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twelfth day of May, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, S.R.Q., 1941, chapter 276, changing the name of the company "J. A. Duranceau Construction Ltée — J. A. Duranceau Construction Ltd.", incorporated by the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated August 8, 1951, into that of "National Construction Inc."

Dated at the office of the Attorney General, May, 12, 1953.

L. DÉSILETS,
34991 Deputy Attorney General.

Nesbitt, Thomson and Company, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du onze mai 1953, à la compagnie "Nesbitt, Thomson and Company, Limited", réduisant son capital-actions de \$2,325,000 à \$2,175,000, par l'annulation de 15,000 "First Preferred Shares" de \$10 chacune, émises et rachetées par la compagnie.

Daté du bureau du Procureur général le 11 mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991-o L. DÉSILETS.

Nesbitt, Thomson and Company, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, of the said Act, S.R.Q. 1941, chapter 276, dated the eleventh of May 1953, to the Company "Nesbitt, Thomson and Company, Limited"; reducing its capital stock from \$2,325,000 to \$2,175,000, by the cancellation of 15,000 "First Preferred Shares" of \$10 each, issued and redeemed by the Company.

Dated at the office of the Attorney General, the 11th of May 1953.

L. DÉSILETS,
34991 Deputy Attorney General.

R. Forget Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du douze mai 1953, à la compagnie "R. Forget Limitée", portant son capital de \$20,000 à \$100,000: le nouveau capital-actions étant divisé en 800 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le 12 mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991-o L. DÉSILETS.

R. Forget Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, dated May twelfth 1953, to the Company "R. Forget Limitée", increasing its capital stock from \$20,000 to \$100,000: the new capital stock being divided into 800 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, the 12th of May 1953.

34991 L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

The Sherbrooke Motors Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 11 mai 1953, à la compagnie "The Sherbrooke Motors Limited", 1^o augmentant son capital de \$22,000 à \$152,000: Le capital-actions additionnel étant divisé en 1300 actions privilégiées de \$100 chacune: 2^o modifiant les droits, restrictions et privilèges des actions privilégiées déjà existantes.

Daté du bureau du Procureur général, le 11 mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991 L. DÉSILETS.

The Sherbrooke Motors Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of May, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "The Sherbrooke Motors Limited", 1. increasing its capital from \$22,000 to \$152,000: the additional capital stock being divided into 1300 preferred shares of \$100 each: 2. modifying the rights, restrictions and privileges of the already existing preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General the 11th day of May, 1953.

34991-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Wm. Malo & Sons Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 12 mai 1953, à la compagnie "Wm. Malo & Sons Inc.", augmentant son capital de \$40,000 à \$80,000: Le capital-actions additionnel étant divisé en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 12 mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34991 L. DÉSILETS.

Wm. Malo & Sons Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of May, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Wm. Malo & Sons Inc.", increasing its capital from \$40,000 to \$80,000: the additional capital stock being divided into 400 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General the 12th day of May, 1953.

34991-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Arrêtés en Conseil

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 642

Québec, le 29 mai 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "D"

CONCERNANT un amendement au règlement de prélèvement du Comité paritaire des métiers de la construction des Trois-Rivières.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

Orders in Council

**ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

Number 642

Quebec, May 29, 1953.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "D"

CONCERNING an amendment of the levy by-law of the Building Trades Joint Committee of Trois-Rivières.

IT IS ORDAINED, on the recommendation of the Honourable Prime Minister,

QUE le règlement de prélèvement du Comité paritaire des métiers de la construction des Trois-Rivières, approuvé par l'arrêté en conseil numéro 620-J du 20 mai 1953, soit amendé comme suit:

1° Les mots "des artisans" sont ajoutés après les mots "des employeurs professionnels", dans l'alinéa "b" du deuxième paragraphe.

2° Le paragraphe "c" suivant est ajouté à l'article 1, intitulé "Cotisation":

"c) Les artisans assujettis au décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération basée sur le taux de salaire établi par le décret pour le salarié dont ils exercent le métier ou l'occupation."

3° Le paragraphe suivant est ajouté à l'article 2, intitulé "Mode de perception":

"Les artisans et les salariés non à l'emploi des employeurs professionnels doivent faire la remise de leur prélèvement, mensuellement, au siège social du Comité paritaire."

C. LARICHELIERE,

35010-o Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 658

Québec, le 29 mai 1953

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT la pêche dans le Parc de la Gaspésie et la Réserve des Shick-Shocks.

ATTENDU Qu'il existe dans le Parc de la Gaspésie et la Réserve des Shick-Shocks plusieurs beaux lacs et qu'il importe de protéger la faune aquatique dans ces lacs.

Vu l'article 65 du chapitre 153 ainsi que l'article 44 du chapitre 156 des Statuts refondus de Québec 1941;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre de la chasse et des pêcheries:

QUE la pêche au ver ou à l'appât vivant soit défendue dans les limites du Parc de la Gaspésie et de la Réserve des Shick-Shocks.

C. LARICHELIERE,

34992-o Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.

THAT the levy by-law of the Building Trades Joint Committee of Trois-Rivières, approved by Order in Council No. 620-J of May 20, 1953, be amended as follows:

1. The word "artisans" is added after the words "professional employers" in paragraph "b" of the second subsection.

2. The following subsection "c" is added to section 1 headed "Assessments":

"c) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration based on the wage rate established in the decree for their trade or occupation."

3. The following subsection is added to section 2 headed "Mode of collection":

"Artisans and employees not employed by professional employers shall forward their assessment every month to the head office of the Parity Committee."

C. LARICHELIERE,

35010-o Acting Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 658

Quebec, May 29, 1953.

Present: The Lieutenant-Governor-in-Council.

CONCERNING fishing in the Gaspesian Park and Shick-Shocks Reserve.

WHEREAS in the Gaspesian Park and Shick-Shocks Reserve there are beautiful lakes and that it is essential that the aquatic fauna be protected therein.

IN VIEW of Section 65, Chapter 153, as well as Section 44, Chapter 156 of the Revised Statutes of Quebec, 1941:

IT IS ORDAINED upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT fishing with worms or live bait be prohibited within the limits of the Gaspesian Park and Shick-Shocks Reserve.

C. LARICHELIERE,

34992 Acting Clerk of the Executive Council.

Actions en séparation de biens

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 334482. Annette Brunet, de la cité de Verdun, district de Montréal, épouse commune en biens de Roger Barré, marchand, des mêmes lieux, demanderesse vs Roger Barré, marchand, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 9ième jour de juin 1953.

Montréal, ce 9ième jour de juin 1953.

Les Procureurs de la demanderesse,
35017-o BLAIN et DAGENAI.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 333945. Dame Cécile-Aline Emery, épouse commune en biens de Robert Leclerc, des cité et district de Montréal, demanderesse vs ledit Robert Leclerc, défendeur.

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 334482. Annette Brunet, of the city of Verdun, district of Montreal, wife common as to property of Roger Barré, merchant, of the same place, plaintiff: vs Roger Barré, merchant, of the same place, defendant.

An action for separation as to property was instituted in this case on the 9th day of June, 1953.

Montreal, this 9th day of June 1953.

35017-o BLAIN et DAGENAI,
Attorneys for the plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 333945. Dame Cécile-Aline Emery, wife common as to property of Robert Leclerc, of the city and district of Montreal, plaintiff: vs the said Robert Leclerc, defendant.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 27^e jour de mai 1953.

An Action in separation as to property has been instituted in this case on the 27th day of May, 1953.

Montréal, 6 juin 1953.

Montreal, June 6, 1953.

Les Procureurs de la demanderesse,
35018-o BENOIT, BENOIT & BOULANGER.

BENOIT, BENOIT & BOULANGER,
35018-o Attorneys for Plaintiff.

Avis divers

Miscellaneous Notices

AVIS PUBLIC

PUBLIC NOTICE

Avis est, par les présentes, donné que "Ville Emard Baptist Church", 6572 Boulevard Monk, Montréal, présentera une requête au Lieutenant-gouverneur en Conseil de la province de Québec, pour obtenir son incorporation en vertu de la Loi de la constitution de certaines églises, chapitre 311, Statuts Refondus 1941 et ses amendements. Montréal, le 25 mai 1953.

Notice is hereby given that the "Ville Emard Baptist Church," 6572 Monk Boulevard, Montreal, will present a Petition to the Lieut. Governor-in-Council of the Province of Quebec for incorporation under the Church Incorporation Act, Chapter 311 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941 and Amendments. Montreal, May 25th, 1953.

Les Procureurs de la requérante,
CERINI & JAMIESON,
231, ouest, rue St-Jacques,
Montréal.

CERINI & JAMIESON,
Solicitors for Petitioner,
231, St-James St. West,
Montreal.

34916-22-4

34916-22-4-o

AVIS PUBLIC

PUBLIC NOTICE

Avis est, par les présentes, donné que "Emmanuel Baptist Church," 350 avenue Woodland, cité de Verdun, présentera une requête au Lieutenant-gouverneur en Conseil de la province de Québec, pour obtenir son incorporation en vertu de la Loi de la constitution de certaines églises, chapitre 311 des Statuts Refondus de la province de Québec, 1941 et ses amendements. Montréal, le 25 mai 1953.

Notice is hereby given that "Emmanuel Baptist Church", 350 Woodland Avenue, City of Verdun, will present a Petition to the Lieut. Governor-in-Council of the Province of Quebec for incorporation under the Church Incorporation Act, Chapter 311 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941, and Amendments. Montreal, May 25th, 1953.

Les Procureurs de la requérante,
CERINI & JAMIESON,
231 ouest rue St-Jacques,
Montréal.

CERINI & JAMIESON,
Solicitors for Petitioner,
231, St-James St. West,
Montreal.

34915-22-4

34915-22-4-o

AVIS PUBLIC

PUBLIC NOTICE

Avis est, par les présentes, donné que "Grace Gospel Chapel", une des Églises de la "Christian Brethren" de la province de Québec, présentera une requête au Lieutenant-gouverneur en Conseil de la province de Québec, pour obtenir son incorporation; en vertu de la Loi de la constitution de certaines Églises, chapitre 311 des Statuts refondus de la province de Québec, 1941 et amendements. Montréal, 30 mai 1953.

Notice is hereby given that the "Grace Gospel Chapel", one of the Christian Brethren Churches in the Province of Quebec, will present a Petition to the Lieut.-Governor-in-Council of the Province of Quebec for incorporation under the Church Incorporation Act, Chapter 311 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941 and Amendments. Montreal, May 30th, 1953.

Les Procureurs de la requérante,
CERINI & JAMIESON,

CERINI & JAMIESON,
Solicitors for Petitioner.

231 ouest, rue St-Jacques,
Montréal.

231 St. James St. West,
Montréal.

34968-23-4

34968-23-4-o

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du Syndicat coopératif "La Caisse Populaire Desjardins de Guyenne", en date du 13 avril 1953, dont le siège social est situé à Saint-Émile-de-Guyenne, dans le Comté d'Abitibi-Ouest, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire Desjardins de Guyenne" under date the thirteenth day of April 1953, whereof the head office is at Saint-Émile-de-Guyenne, in the County of Abitibi-West and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 28 mai 1953.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th of May 1953.

Le Sous-secrétaire adjoint
de la province,
LUCIEN DARVEAU.

LUCIEN DARVEAU,
Acting Under Secretary
of the Province.

34993-o

34993

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le 25 mai 1953, les amendements apportés aux articles 13, 5, 15 et 18 du règlement no 1 de "Le Centre Récréatif de Dorval", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 26 mai 1953.

Le Sous-secrétaire adjoint
de la province,
34994-o LUCIEN DARVEAU. 34994

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat des Employés de Sylvania Electric (Canada) Ltd.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le quatre juin 1953.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Drummondville, dans le comté de Drummond.

Le Sous-secrétaire adjoint
de la Province,
34999-o LUCIEN DARVEAU. 34999

LA COMPAGNIE DE PUBLICATION
DU NOUVELLISTE, LIMITÉE

Règlement spécial "A" (1953)

Attendu que la compagnie a discontinué ses opérations, sauf pour les fins de la liquidation:

Attendu qu'il a été pourvu au paiement de toutes les dettes et obligations de la compagnie:

Il est en conséquence décrété comme règlement de la Compagnie:

1° la compagnie est autorisée par les présentes à distribuer au pro rata à ses actionnaires la totalité de son actif et subséquemment à adresser au procureur général une demande pour qu'il accepte l'abandon de la charte de la compagnie, ordonne l'annulation de ladite charte et fixe une date à compter de laquelle la compagnie sera dissoute:

2° deux directeurs sont, par les présentes, autorisés à signer tous documents et faire toutes choses qu'ils pourront juger nécessaires aux fins du présent règlement.

Copie fidèle du règlement ci-dessus adopté par les directeurs de "La Compagnie de Publication du Nouvelliste, Limitée" le 8ième jour de juin 1953 et approuvé le même jour par les actionnaires.

Le Secrétaire,
35008-o PIERRE DANSEREAU. 35008-o

NESBITT, THOMSON AND COMPANY, LIMITED

Règlement dix-sept

Pour augmenter le nombre des directeurs de douze à quatorze

Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété:

1° Le nombre des directeurs de la compagnie est, par les présentes, augmenté de douze à quatorze.

2° Le règlement trois de la compagnie, tel qu'amendé, est, par les présentes, amendé de

Notice is given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable Provincial Secretary approved, on May 25 1953, the amendments to Articles 13, 5, 15 and 18 of By-Law No. 1, of "Le Centre Récréatif de Dorval", and such, in conformity with Section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, the 26th of May 1953.

LUCIEN DARVEAU,
Acting Under Secretary
of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat des Employés de Sylvania Electric (Canada) Ltd.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on June fourth, 1953.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Drummondville, in the County of Drummond.

LUCIEN DARVEAU,
Acting Under Secretary
of the Province.

LA COMPAGNIE DE PUBLICATION
DU NOUVELLISTE, LIMITÉE

Special By-law "A" (1953)

Whereas the company has ceased to carry on business, except for the purpose of winding-up its affairs:

Whereas the debts and obligations of the company have been provided for:

Now therefore be it enacted as a By-law of the Company.

1. that the company is hereby authorized to distribute its assets rateably among its shareholders and subsequently to apply to the Attorney General requesting him to accept the surrender of the charter of the company, to direct the cancellation of the said charter and to fix a date upon and from which the company shall be dissolved:

2. any two directors are hereby authorized to sign all documents and do all things which they may consider necessary for the purposes of this by-law.

Certified true copy of the above by-law of "La Compagnie de Publication du Nouvelliste, Limitée" enacted by the directors on June 8th, 1953 and approved by the shareholders the same day.

PIERRE DANSEREAU,
Secretary.

NESBITT, THOMSON AND COMPANY, LIMITED

By-law Seventeen

To increase the number of Directors from twelve to fourteen

Be it and it is hereby enacted that:

1. The number of the Directors of the Company is hereby increased from twelve to fourteen.

2. By-law three of the Company, as amended is hereby further amended by deleting the word

nouveau en rayant les mot^s et chiffre "douze (12)" où il apparaît à l'article 1 et en y substituant les mot et chiffre "quatorze (14)".

Certifié vraie copie du règlement dix-sept de la compagnie Nesbitt, Thomson and Company, Limited décrété à une assemblée des directeurs de ladite compagnie tenue le 20 avril 1953, et approuvé par le vote d'au moins les deux tiers en valeur des actions représentées en personne ou par procuration à une assemblée générale spéciale des actionnaires de ladite compagnie dûment convoquée et tenue, le 25 mai 1953, dans le but de considérer ledit règlement dix-sept.

Montréal, P.Q., 25 mai 1953.

(Sceau)
35009

L'Assistant-secrétaire,
H. S. DUNN.

MONTREAL MOTORS LTD.

Règlement N° 29

Que le règlement N° 10 des Règlements généraux de la Compagnie soit amendé et que le nombre des Directeurs de la Compagnie soit porté de trois à quatre.

Montréal, ce 28 mai 1953.

Certifié copie conforme.

35014-o

Le Secrétaire,
J. DUPRÉ.

PRINCESS SILKS INC.

Règlement spécial N° 23

Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de Princess Silks Inc., que le nombre des directeurs soit, et il est, par les présentes, augmenté de trois (3) à quatre (4).

Certifié vraie copie du règlement spécial N° 23 passé à une assemblée générale spéciale des actionnaires de "Princess Silks Inc.", à Montréal, le 19 mai 1953.

35015

(Signé) Le Secrétaire,
Mme ANNE ABRACEN.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat Régional des Institutrices de Mont-Joli", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le vingt-cinq mai 1953.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Mont-Joli, dans le district judiciaire de Rimouski.

Le Sous-secrétaire adjoint
de la Province,

35023-o

LUCIEN DARVEAU.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Coopérative Charlemagne", en date du 24 mai 1953, dont le siège social est situé à Charlemagne, dans le comté de L'Assomption, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 1er juin 1953.

Le Sous-secrétaire adjoint
de la Province,

35027-o

LUCIEN DARVEAU.

and figure "twelve (12)" where they appear in article 1 thereof and substituting therefor the word and figure "fourteen (14)".

Certified to be a true copy of By-law seventeen of Nesbitt, Thomson and Company, Limited, enacted at a meeting of Directors of said Company held on April 20th, 1953, and approved by the vote in person or by proxy at a Special General Meeting of the Shareholders of said Company duly called and held for the purpose of considering said By-law Seventeen, on May 25th, 1953.

Montreal, P.Q., May 25th, 1953.

(Seal)

35009-o

H. S. DUNN,
Assistant-Secretary.

MONTREAL MOTORS LTD.

By-law No. 29

That by-law No. 10 of the General By-laws of the Company be amended and that the number of Directors of the Company be carried from three to four.

Montreal, this 28th day of May, 1953.

Certified true copy.

35014

J. DUPRÉ,
Secretary.

PRINCESS SILKS INC.

Special By-Law No. 23

Be it enacted, and it is hereby enacted as a By-Law of Princess Silks Inc., that the number of the Board of Directors be, and it is hereby increased from three (3) to four (4).

Certified true copy of Special By-Law No. 23 passed at Special General Meeting of Shareholders of "Princess Silks Inc.", at Montreal, on May 19th, 1953.

35015-o

(sgd) Mrs. ANNE ABRACEN,
Secretary.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat Régional des Institutrices de Mont-Joli" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on May twenty-fifth 1953.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Mont-Joli, in the judicial district of Rimouski.

LUCIEN DARVEAU,
Acting Under Secretary

35023

of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Coopérative Charlemagne" under date the twenty-fourth day of May 1953, whereof the head office is at Charlemagne, in the county of L'Assomption and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this June 1st., 1953.

LUCIEN DARVEAU,
Acting Under Secretary

35027

of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat des Producteurs de pommes de terre de la région de Nicolet", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le quatre juin 1953.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Nicolet, dans le comté de Nicolet.

Le Sous-secrétaire adjoint
de la Province,

35028-o

LUCIEN DARVEAU.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat des Producteurs de pommes de terre de la Région de Nicolet" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on June fourth, 1953.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Nicolet, in the county of Nicolet.

LUCIEN DARVEAU,
Acting Under Secretary
of the Province.

35028

Chartes — Abandon de

PIEDRO INVESTMENTS LIMITED

Avis ed l'intention d'abandonner sa charte.

Avis est donné que la compagnie Pedro Investments Limited, constituée en corporation par lettres patentes de Québec datées du 5 mai 1936, et ayant son siège social en la cité de Montréal, demandera bientôt au Procureur général et au Ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 14 mai 1953.

35019

Le Procureur de la compagnie,
WALTER S. JOHNSON, C.R.

Charters — Surrender of

PIEDRO INVESTMENTS LIMITED

Notice of intention to surrender charter

Notice is hereby given that Pedro Investments, Limited, incorporated by Quebec Letters Patent dated May 5, 1936, and having its head office in the City of Montreal, will shortly apply to the Hon. the Attorney-General and the Hon. Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, Province of Quebec, for permission to surrender its Charter.

Montréal, May 14, 1953.

35019-o

WALTER S. JOHNSON, Q.C.,
Solicitor of the Company.

RUTH GORDON GOWNS INC.

Avis est donné que la compagnie "Ruth Gordon Gowns Inc.", constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 10ième jour de juin 1953.

35030

Les Procureurs de
RUTH GORDON GOWNS INC.,
BRODERICK & McQUILLAN.

RUTH GORDON GOWNS INC.

Notice is hereby given that "Ruth Gordon Gowns Inc., a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 10th day of June 1953.

35030-o

BRODERICK & McQUILLAN,
Attorneys for
RUTH GORDON GOWNS INC.

Compagnies autorisées à faire
des affaires

Avis est donné que la compagnie "Chicago Vocational Training Corporation Ltd." a été dûment autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des Lois de la province de Québec, et la compagnie sera sujette aux mêmes formalités telles que prescrites par les Lois existantes de cette Province.

Le bureau principal de la corporation dans la Province sera à 65 ouest, rue Jean Talon, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal dans la Province, aux fins de recevoir les assignations dans toute pour-

Companies Licensed to do
Business

Notice is hereby given that the company "Chicago Vocational Training Corporation Ltd." has been duly licensed to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred upon the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and the Company shall be subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

The principal office of the Corporation in the Province to be at 65 Jean Talon St. W., in the City and Judicial District of Montreal.

Its chief agent in the Province for the purpose of receiving service in any suit or proceeding

suite ou procédure prise contre elle, est M. A. Warren Case, de ladite cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 9ième jour de juin 1953.

Le Sous-secrétaire adjoint
de la Province,
34991 LUCIEN DARVEAU.

taken against it is Mr. A. Warren Case, of the said City of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of June, 1953.

LUCIEN DARVEAU,
Acting Under-Secretary
of the Province.
34991-o

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Eastern Machine Products Limited" a été dûment autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des Lois de la province de Québec, et la compagnie sera sujette aux mêmes formalités telles que prescrites par les Lois existantes de cette Province.

Le bureau principal de la corporation dans la Province sera à chemin Côte de Liesse, St-Laurent, dans le district judiciaire de Montréal.

Son agent principal dans la Province, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentées contre elle, est M. W.-H. Laidley, 2000 édifice Aldred, 507 Place d'Armes, en la cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 9e jour de juin 1953.

Le Sous-secrétaire adjoint
de la Province,
34991 LUCIEN DARVEAU.

Notice is hereby given that the company "Eastern Machine Products Limited" has been duly licensed to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred upon the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and the Company shall be subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

The principal office of the Corporation in the Province to be at Côte de Liesse Road, St. Laurent, in the Judicial District of Montreal.

Its chief agent in the Province for the purpose of receiving service in any suit or proceeding taken against it is Mr. W. H. Laidley, 2000 Aldred Building, 507 Place d'Armes, in the City of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of June, 1953.

LUCIEN DARVEAU,
Acting Under-Secretary
of the Province.
34991-o

Curatelle publique

Canada, Province de Québec,
District de Montréal.

Succession vacante de Damien Bertrand.
En son vivant de Montréal.

Le soussigné donne avis que cette succession a été déclarée vacante en vertu d'un jugement rendu le 8 septembre 1952, par un juge de la cour supérieure siégeant à Montréal dans le district de Montréal, qu'il est, sous l'autorité de la loi de la curatelle publique (9 Geo. VI, c. 62), curateur d'office à cette succession, et qu'il recevra à l'adresse ci-dessous, dans les quinze jours suivant le 13 juin 1953, le paiement de toutes dettes envers la succession et la preuve de toutes les réclamations exigibles contre elle

LE CURATEUR PUBLIC.

187, rue Sainte-Catherine (Ouest),
Montréal 18. 34995-o

Public Curatorship

Canada, Province of Quebec
District of Montreal.

Vacant Estate of Damien Bertrand.
In his lifetime of Montreal.

The undersigned hereby gives notice that this estate has been declared vacant in virtue of a judgement rendered September 8 1952, by a Judge of the Superior Court sitting at Montreal in the district of Montreal, that he is, under authority of the Public Curatorship (Act 9 Geo. VI ch. 62), curator *ex officio* to said estate, and that he will receive at the address mentioned below, within fifteen days following the 13th of June 1953, payment of all debts owing to said estate, and proof of all claims against it.

PUBLIC CURATOR.

187 St. Catherine Street, West,
Montreal, 18. 34995

Département des Affaires municipale

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution du 4 mai 1953 du conseil municipal de la paroisse de St-Elzéar de Laval, comté de Laval, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a été décrété, en date du 5 juin 1953, que les publications de tous les avis publics, réglemens, résolutions ou ordres de la dite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en conformité de l'article 131 du Code municipal. (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 5 juin 1953.
Le Sous-ministre des Affaires municipales,
35001-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

Department of Municipal Affairs

The undersigned hereby gives notice that, as requested by a resolution dated May 4, 1953, of the Municipal Council of the parish of St-Elzéar de Laval, county of Laval, and in conformity with the provisions of Article 130 of the Municipal Code, he has authorized, under date of June 5th, 1953, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the said corporation, with the exception of those required in the *Quebec Official Gazette*, shall henceforth be in the French language only.

The present notice is published in conformity with Article 131 of the Municipal Code. (10 George VI, Chapter 55, Section 2).

Québec, June 5, 1953.
JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
35001 Deputy Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Agriculture

Department of Agriculture

AVIS

(Loi des syndicats d'élevage)

Avi. est donné qu'un syndicat d'élevage a été constitué dans le comté de Rimouski sous le nom de "Syndicat d'élevage de moutons demi-sang du comté de Rimouski" avec siège social à Bic.

Daté du bureau du ministre de l'agriculture, ce 1er juin 1953.

Le Sous-ministre de l'agriculture,
35000-o RENÉ TRÉPANIÉ.

NOTICE

(Stock-Breeding Syndicates Act)

Notice is hereby given that a stock-breeding syndicate has been formed in the county of Rimouski under the name of "Syndicat d'élevage de moutons demi-sang du comté de Rimouski" with head office at Bic.

Dated at the office of the Minister of Agriculture, this first day of June, 1953.

RENÉ TRÉPANIÉ,
35000 Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Instruction publique

Department of Education

N° 557-53.

Québec, le 3 juin 1953.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 29 mai 1953, de changer le nom de la municipalité scolaire de Côte Notre-Dame-de-Liesse, dans le comté de Jacques-Cartier, en celui de "Notre-Dame-de-Liesse".

Cet arrêté ministériel prendra effet huit jours après la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
35003-o O. J. DESAULNIERS.

No. 557-53.

Québec, June 3, 1953.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated May 29, 1953, to change the name of the school municipality of "Côte Notre-Dame-de-Liesse" in the county of Jacques-Cartier, into that of "Notre-Dame-de-Liesse".

This Order in Council will come into effect eight days after the publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

O. J. DESAULNIERS,
35003 Superintendent of Education.

N° 205-53.

Québec, le 3 juin 1953.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 29 mai 1953, que le territoire de la municipalité scolaire de Ste-Jeanne-d'Arc-d'Almaville, de la municipalité scolaire de la Paroisse d'Almaville et de la municipalité scolaire du village d'Almaville, tous dans le comté de St-Maurice, soit annexé, en vue de former une nouvelle municipalité scolaire distincte sous le nom de Village de Shawinigan-Sud, même comté, ce territoire correspond, en même temps, au territoire du village de Shawinigan-Sud, tel que décrit dans l'article 1 de la loi 1-2, Elizabeth II, chapitre 105.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1953.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
35003-o O. J. DESAULNIERS.

No. 205-53.

Québec, June 3, 1953.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council has, by Order in Council dated May 29, 1953, been pleased to annex the territory of the school municipality of Ste-Jeanne-d'Arc-d'Almaville, of the School municipality of the parish of Almaville and of the school municipality of the Village of Almaville, all in the county of St-Maurice, with a view of forming a new separate school municipality under the name of Village of Shawinigan-South, same county, this territory corresponds, at the same time, to the territory of the Village of Shawinigan-South, as described in Section 1, of Act 1-2, Elizabeth II, chapter 105.

This Order in Council will come into effect the first day of July, 1953.

O. J. DESAULNIERS,
35003 Superintendent of Education.

N° 1420-51.

Québec, le 4 juin 1953.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 29 mai 1953, de détacher de la municipalité scolaire de Ste-Gertrude, dans le comté de Nicolet, les lots 571 à 582 du rang XVI (16), du canton de Maddington, et de les annexer à la municipalité scolaire de Ste-Marie-de-Blandford, même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1953.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
35003-o O. J. DESAULNIERS.

No. 1420-51.

Québec, June 4, 1953.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council has, by Order in Council dated May 29, 1953, been pleased to detach from the School Municipality of Ste-Gertrude, in the county of Nicolet, lots 571 to 582 of Range XVI (16) of the township of Maddington, and to annex them to the school municipality of Ste-Marie-de-Blandford, same county.

This Order in Council will come into effect the first day of July, 1953.

O. J. DESAULNIERS,
35003 Superintendent of Education.

N° 321-53.

Québec, le 3 juin 1953.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 29 mai 1953, de détacher de la municipalité scolaire de Ste-Thérèse Ouest, dans le comté de

No. 321-53

Québec, June 3, 1953.

His Honours, the Lieutenant-Governor in Council has, by Order in Council dated May 29, 1953, been pleased to detach from the school municipality of Ste-Thérèse Ouest, in the county

Terrebonne, les lots du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Thérèse-de-Blainville, portant les numéros suivants, savoir: les lots originaires numéros 80 et 81 et toutes leurs subdivisions présentes et à venir, pour les annexer à la municipalité scolaire de la ville de Ste-Thérèse, même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1953.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
35003-o O. J. DESAULNIERS.

N° 597-53.

Québec, le 4 juin 1953.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Bristol, dans le comté de Pontiac, et d'annexer, pour les contribuables protestants seulement, à la municipalité scolaire protestante d'Onslow, même comté, le territoire décrit ci-dessous, savoir:

Les lots suivants du canton de Bristol, dans les rangs V, VI et VII (5, 6 et 7), situés à l'est du N° 13 (le lot N° 13 exclu moins aussi les parties des lots 14, 15 et 16, situés au nord de la rivière Quyon): dans le rang VIII (8), cette partie du lot 17-a, située au sud de la rivière Quyon: dans le rang IV (4), les lots 14-b, 15-c, 16-b, 17-b, 17-c et 18 à 26 inclusivement: dans le rang III (3), les lots 25 à 27 inclusivement.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
35005-24-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 1452-51

Québec, le 9 juin 1953.

Demande est faite que le nom de la municipalité scolaire du village de Rouyn, dans le comté de Rouyn-Noranda, soit changé en celui de "La municipalité scolaire catholique de Rouyn".

Le Surintendant de l'Instruction publique,
35024-24-2-o O. J. DESAULNIERS.

of Terrebonne, lots of the official cadastre for the parish of Ste-Thérèse-de-Blainville, bearing the following numbers, to wit: original lots numbers 80 and 81, and all their present and future subdivisions, to annex them to the school municipality of the town of Ste-Thérèse, same county.

This Order in Council will come into effect the first day of July, 1953.

O. J. DESAULNIERS,
35003 Superintendent of Education.

No. 597-53.

Quebec, June 4th, 1953.

Application is made to detach from the school municipality of Bristol, in the county of Pontiac, and to annex, for the Protestant taxpayers only, to the Protestant School Municipality of Onslow, same county, the territory described hereinunder, to wit:

The following lots of Bristol Township, in ranges V, VI and VII (5, 6 and 7), situate east of No. 13 (Lot No. 13 excluded, less also parts of lots 14, 15 and 16, situate north of the Quyon River): in range VIII (8), that part of lot 17-a, situate south of the Quyon River: in range IV (4), lots 14-b, 15-c, 16-b, 17-b, 17-c and 18 to 26 inclusively: in range III (3) lots 25 to 27 inclusively.

O. J. DESAULNIERS,
35005-24-o Superintendent of Education.

No. 1452-51

Quebec, June 9, 1953.

Application is made that the name of the School Municipality of the Village of Rouyn, in the county of Rouyn-Noranda, be changed into that of "The Catholic School Municipality of Rouyn".

O. J. DESAULNIERS,
35024-24-2 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Foy division d'enregistrement de Québec.

Official Cadastre of the parish of Ste-Foy registration division of Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 131-8 et une partie du lot 131-9 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lot 131-8 and part of lot 131-9 are cancelled in virtue of article 2174A of the civil Code.

Québec, le 23 avril 1953.

Québec, April the 23rd, 1953.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre-adj.,
35002-o J.-E. GUAY.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-E. GUAY,
35002-o Asst.-Deputy Minister.

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel révisé de la paroisse de Ste-Victoire (canton d'Arthabaska) partie de la municipalité de la ville de Victoriaville—division d'enregistrement d'Arthabaska.

Official revised cadastre of the parish of Ste-Victoire (township of Arthabaska) part of the municipality of the town of Victoriaville—registration division of Arthabaska.

Avis est par la présente donné que les lots 255-1, 255-2 et 254-2 sont corrigés et le lot 255-4 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 255-1, 255-2 and 254-2 are corrected and lot 255-4 is added in virtue of article 2174A of the civil Code.

Québec, le 30 mai 1953.

Québec, May the 30th, 1953.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre-adj.,
35002-o J.-E. GUAY

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-E. GUAY,
35002-o Asst. Deputy-Minister.

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), qu'il se propose de recommander l'approbation de la modification suivante au décret numéro 758 du 19 juillet 1951, relatif à l'industrie de la boîte de carton dans la région de Québec.

L'article XI sera remplacé par le suivant:

"XI. *Salariés des métiers de l'imprimerie*: Les conditions de salaires, de travail, d'apprentissage des salariés des métiers de l'imprimerie régis par le décret, sont les mêmes que celles déterminées dans le décret numéro 141 du 8 février 1951, relatif aux métiers de l'imprimerie dans la région de Québec, et ses amendements, ou dans tout autre décret qui pourrait le remplacer, à l'exception, toutefois, de la durée régulière de travail qui doit être de quarante-cinq (45) heures par semaine."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 13 juin 1953.

35010-0

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments) that he intends to recommend the approval of the following amendment to the decree No. 758 of July 1951, relating to the paper box industry in the district of Quebec.

Section XI will be replaced by the following:

"XI. *Employees of the printing trades*: The wages labour and apprenticeship conditions of the employees of the printing trades working in establishments governed by the decree are those mentioned in the decree number 141 of February 8, 1951, relating to the printing trades in the district of Quebec as amended, or in any other decree that could replace it with the exception, however, of the duration of working hours which shall consist of forty-five (45) hours per week."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 13, 1953.

35010-0

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1951, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses des Trois-Rivières et district lui a présenté une requête à l'effet de modifier la section "B" du décret numéro 1040 du 4 août 1948, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région des Trois-Rivières. On demande:

1° Que le paragraphe "b" de l'article II de ladite section "B" soit remplacé par le suivant:

"b) *Jurisdiction territoriale*: La juridiction territoriale de cette section du décret comprend les cités des Trois-Rivières, Cap-de-la-Madeleine, Shawinigan Falls, Grand'Mère et la ville de St-Tite et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de leurs limites, la ville de Louiseville et le territoire compris dans un rayon de deux (2) milles de ses limites et la municipalité de Ste-Angèle-de-Laval.

Cette juridiction est divisée en quatre (4) zones, de la façon suivante:

Zone I: Les cités des Trois-Rivières et Cap-de-la-Madeleine et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de leurs limites.

Zone II: Les cités de Shawinigan Falls et de Grand'Mère et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de leurs limites.

Zone III: La ville de Louiseville et le territoire compris dans un rayon de deux (2) milles de ses limites.

Zone IV: La ville de St-Tite, comté de Laviolette, et un rayon de cinq (5) milles de ses limites."

2° Que la liste suivante de services et de prix minima soit ajoutée à l'article IV:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the Parity Committee of Barbers, Male and Female Hairdressers of the District of Trois-Rivières has submitted to him a petition to amend part "B" of the decree No. 1040 of August 4, 1948, relating to the barber and hairdresser trades in the district of Trois-Rivières. It is requested:

1. That subsection "b" of section II of said part "B" be replaced by the following:

"b) *Territorial jurisdiction*:—The territorial jurisdiction of this part of the decree comprises the cities of Trois-Rivières, Cap de la Madeleine, Shawinigan Falls, Grand'Mère and the town of St-Tite and the territory included in a radius of five (5) miles from their limits, the town of Louiseville and the territory included in a radius of two (2) miles from its limits and the municipality of Ste Angèle de Laval.

This jurisdiction is divided into four (4) zones as follows:

Zone I: The cities of Trois-Rivières and Cap de la Madeleine and the territory included in a radius of five (5) miles from their limits.

Zone II: The cities of Shawinigan Falls and Grand'Mère and the territory included in a radius of five (5) miles from their limits.

Zone III: The town of Louiseville and the territory included in a radius of two (2) miles from its limits.

Zone IV: The town of St. Tite, Laviolette county, and a radius of five (5) miles from its limits."

2. That the following list of services and minimum prices be added to section IV:

"ZONE IV

"ZONE IV

Coupe de cheveux.....	\$0.50
Ondulation à l'eau.....	0.60
Fixatif (laque).....	0.10
Shampooing.....	0.55
Ondulation permanente à froid.....	5.00
Ondulation permanente sans machine, sachets chimiques.....	4.00
Ondulation permanente régulière pour enfants en bas de 12 ans.....	3.00
Ondulation permanente à froid pour enfants en bas de 12 ans.....	3.50"

Haircut.....	\$0.50
Water wave.....	0.60
Lacquer.....	0.10
Shampoo.....	0.55
Cold wave.....	5.00
Permanent wave (no machine), chemical pads.....	4.00
Regular permanent wave for children under 12 years of age.....	3.00
Cold wave for children under 12 years of age.....	3.50"

3° Que les dispositions suivantes concernant la nouvelle zone IV, soient ajoutées au paragraphe "a" de l'article V:

"Zone IV: Coiffeurs et Coiffeuses pour dames:

- Le lundi: de 7.00 a.m. à 11.00 p.m.;
- Le mardi: de 7.00 a.m. à 11.00 p.m.;
- Le mercredi: de 7.00 a.m. à 11.00 p.m.;
- Le jeudi: de 7.00 a.m. à 11.00 p.m.;
- Le vendredi: de 7.00 a.m. à 11.00 p.m.;
- Le samedi: de 7.00 a.m. à 6.00 p.m."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 13 juin 1953. 35010-0

3. That the following provisions concerning the new zone IV be added to subsection "a" of section V:

"Zone IV: Ladies' male and female hairdressers:

- On Monday: from 7.00 a.m. to 11.00 p.m.;
- On Tuesday: from 7.00 a.m. to 11.00 p.m.;
- On Wednesday: from 7.00 a.m. to 11.00 p.m.;
- On Thursday: from 7.00 a.m. to 11.00 p.m.;
- On Friday: from 7.00 a.m. to 11.00 p.m.;
- On Saturday: from 7.00 a.m. to 6.00 p.m."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, June 13, 1953. 35010-0

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que des règlements spéciaux adoptés par le Comité conjoint des tanneries et corroieries de la province de Québec ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 642-E du 29 mai 1953 et ajoutés à la constitution et aux règlements généraux dudit Comité déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 620-L du 20 mai 1953.

En vertu de la Loi, les dispositions suivantes desdits règlements spéciaux ont été déclarées obligatoires:

"Règlements spéciaux

Tenue du registre: Conformément au paragraphe "g" de l'article 20 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité paritaire rend obligatoire pour tout employeur professionnel régi par le décret numéro 330 du 19 mars 1953:

- a) La tenue d'un registre où sont indiqués le nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, l'heure précise à laquelle le travail a été commencé, a été interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque de paiement, ainsi que tous autres renseignements jugés utiles à l'application du décret.
- b) L'usage d'un système d'enregistrement automatique des heures de travail de chaque salarié à son emploi au moyen d'une horloge enregistreuse ou d'un appareil semblable.
- c) L'enregistrement automatique et la tenue du registre sont exigés pour tout salarié, nommément les contre-maîtres et les techniciens.
- d) L'usage des enveloppes de paie uniformes fournies et vendues au prix coûtant par le Com-

Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that special by-laws adopted by the Tanneries and Curriers Joint Committee of the Province of Quebec have been approved by Order in Council No. 642-E of May 29, 1953, and added to the constitution and general by-laws of the said Committee, already approved by Order in Council No. 620-L of May 20, 1953.

In pursuance of the Act, the following provisions of the said special by-laws have been rendered obligatory:

"Special By-laws

Keeping of a register: In pursuance of subsection "g" of section 20 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Parity Committee renders obligatory for every professional employer governed by decree No. 330 of March 19, 1953:

- a) The keeping of a register giving the name in full and address of all employees in his employ, their competency or classification, the exact time at which the work was begun, interrupted, resumed and ceased each day, the nature of such work and the wages paid, as well as the mode and period of payment and all other particulars deemed useful to the enforcement of the decree.
- b) The use of an automatic registration system of the hours of work of all employees in his employ by means of a punch clock or similar device.
- c) The automatic registration and the keeping of the register apply to all employees, including foremen and technicians.
- d) The use of standard pay envelopes supplied and sold at cost price by the Committee and

mité et l'inscription des renseignements requis sur les dites enveloppes."

"Rapport mensuel: Conformément au paragraphe "h" de l'article 20 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendement), le Comité paritaire oblige tout employeur professionnel régi par le décret numéro 330 du 19 mars 1953 à lui transmettre un rapport mensuel par écrit, signé par lui-même ou par une personne responsable à son emploi, sur lequel doivent être indiqués les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulière ou supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé. Ledit rapport doit être transmis au Comité paritaire le 10 de chaque mois ou avant et doit couvrir le mois précédent. L'employeur professionnel peut obtenir du Comité paritaire les formules nécessaires pour la préparation dudit rapport."

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 13 juin 1953.

35010-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés de Joliette, Montcalm, l'Assomption et Berthier, rendue obligatoire par le décret numéro 3751 du 17 décembre 1943, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

1° Le sous-paragraphe "b-1" de l'article IV sera remplacé par le suivant:

"1. Le lundi: entre 7.00 a.m. et midi:

Les mardi, mercredi et jeudi: entre 7.00 a.m. et 7.00 p.m.;

Les vendredi, samedi et veille de fêtes chômées: entre 7.00 a.m. et 9.00 p.m.

Dans les limites de la municipalité de St. Donat du comté de Montcalm, du 1er mai au 1er octobre, les heures de travail des barbiers-coiffeurs et des coiffeurs et coiffeuses peuvent être prolongées, les mardi et mercredi, jusqu'à 9.00 p.m.

Cependant, dans la cité de Joliette, la ville de l'Assomption et la municipalité de Crabtree, les heures de travail dans les salons de barbier devront se terminer à 6.30 p.m. les mardi, mercredi et jeudi, et à 6.00 p.m. les samedi et veilles de fêtes chômées."

2° L'alinéa suivant sera ajouté à l'article VI:

"Sur demande du Comité paritaire, on devra afficher et maintenir affichée dans tous les salons de barbier, de coiffeur ou de coiffeuse, une carte reproduisant les prix minima ci-haut mentionnés à être fournie par ledit Comité."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 13 juin 1953.

35010-0

the inscription of required particulars on said envelopes."

"Monthly report: In pursuance of subsection "h" of section 20 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Parity Committee requires every professional employer governed by decree No. 330 of March 19, 1953, to submit to it a monthly report in writing, signed by himself or by an authorized person in his employ, on which the following particulars shall be given: the name in full and address of all employees in his employ, their competency or classification, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of such work and the wages paid. This report shall be forwarded to the Parity Committee on or before the 10th day of each month and shall apply to the preceding month. Professional employers may obtain from the Parity Committee the forms on which the reports are to be made."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 13, 1953.

35010-0

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R. S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdressing trades in the counties of Joliette, Montcalm, L'Assomption and Berthier, rendered obligatory by the decree No. 3751 of December 17, 1943, have submitted to him a petition to amend the said decree, as amended, as follows:

1° Paragraph "b-1" of section IV will be replaced by the following:

"1. Monday: between 7.00 a.m. and 12.00 noon);

Tuesday, Wednesday and Thursday: between 7.00 a.m. and 7.00 p.m.;

Friday, Saturday and holiday eves: between 7.00 a.m. and 9.00 p.m.

Within the limits of the municipality of St. Donat, in the county of Montcalm, from May 1st to October 1st, the hours of work of barbers and male and female hairdressers may be extended, on Tuesday and Wednesday, until 9.00 p.m.

However, in the city of Joliette, in the town of L'Assomption and in the municipality of Crabtree, the hours of work in barber shops shall end at 6.30 p.m. on Tuesday, Wednesday and Thursday, and at 6.00 p.m. on Saturday and holiday eves."

1. The following paragraph will be added to section VI:

"Upon request from the Parity Committee, a card with the minimum prices above mentioned shall be posted and kept posted in every barber or hairdressing parlor; this card shall be supplied by the said Committee."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 13, 1953.

35010-0

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de l'isolement en amiante, rendue obligatoire par la Section "B" du décret numéro 411 du 17 avril 1952, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ladite Section "B" (article XXII-B) de la façon suivante:

1° Les mots "à l'air" apparaissant au paragraphe "a" dudit article XXII-B seront radiés.

2° Les mots "et après 4.30 p.m. le samedi" seront ajoutés au paragraphe "c" du même article.

3° Le nombre "2000" apparaissant au paragraphe "f" dudit article sera remplacé par "2080".

4° Le paragraphe "g" dudit article sera remplacé par le suivant:

<i>g) Taux minima de salaires:</i>		<i>l'heure</i>
1° <i>Apprentis:</i>		
1ère année		\$0.95
2ème année		1.15
3ème année		1.30
Mécanicien junior		1.50
Mécanicien en isolement d'amiante		1.90
2° <i>Contremaître:</i>		
S'il dirige une équipe d'au moins cinq (5) hommes	2.00	
S'il dirige une équipe d'au moins dix (10) hommes	2.05	
S'il dirige une équipe d'au moins quinze (15) hommes	2.10	
S'il dirige une équipe de vingt (20) hommes ou plus	2.15"	

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 13 juin 1953. 35010-0

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the asbestos insulation industry, rendered obligatory by Part "B" of the decree number 411 of April 17, 1952, relating to the construction industry and trades in the district of Montreal, have submitted to him a petition to amend the said Part "B" (Section XXII-B) as follows:

1. The word "air" mentioned in subsection "a" of the said section XXII-B will be deleted.

2. The words "and after 4.30 p.m. Saturday" will be added to subsection "c" of the same section.

3. The numeral "2000" mentioned in subsection "f" of said section will be replaced by "2080".

4. Subsection "g" of said section will be replaced by the following:

<i>(g) Minimum wages rates:</i>		<i>per hour</i>
1. <i>Apprentices:</i>		
1st year		\$0.95
2nd year		1.15
3rd year		1.30
Junior mechanic		1.50
Asbestos insulation mechanic		1.90

2. <i>Foreman:</i>		
in charge of at least 5 men	2.00	
in charge of at least 10 men	2.05	
in charge of at least 15 men	2.10	
in charge of 20 men or more	2.15"	

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 13, 1953. 35010-0

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux postes de service et débits d'essence dans la région de Chicoutimi, rendue obligatoire par le décret numéro 488 du 2 mai 1951, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret de la façon suivante:

1° L'article II sera remplacé par le suivant:

"II. *Jurisdiction territoriale:* Le décret s'applique aux cités de Chicoutimi et d'Arvida, aux villes de Jonquière, Kénogami, Bagotville, Port-Alfred, Chicoutimi-Nord, Rivière-du-Moulin, St-Bruno, St-Joseph d'Alma, Naudville et St-Cœur de Marie, à la municipalité de St-Alexis-de-la-Grande-Baie et à la paroisse de Larouche et un rayon de cinq (5) milles de leurs limites."

2° Le paragraphe "a" de l'article IV sera remplacé par le suivant:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to service and gasoline stations in the region of Chicoutimi, rendered obligatory by the decree No. 488 of May 2, 1951, have submitted to him a petition to amend the said decree as follows:

1. Section II will be replaced by the following:

"II. *Territorial jurisdiction:* The decree applies to the cities of Chicoutimi and Arvida, to the towns of Jonquière, Kénogami, Bagotville, Port-Alfred, Chicoutimi-Nord, Rivière-du-Moulin, St. Bruno, St-Joseph d'Alma, Naudville and St. Cœur de Marie, to the municipality of St. Alexis-de-la-Grande-Baie and to the parish of Larouche and a radius of five (5) miles from their limits."

2. Subsection "a" of section IV will be replaced by the following:

"a) La durée régulière du travail est de soixante-trois (63) heures par semaine réparties comme suit:

Les lundi, mardi, mercredi et jeudi: de 7.00 a. m. à 8.00 p.m.; Les vendredi, samedi et veille de fêtes chômées: de 7.00 a.m. à 9.00 p.m."

3° Le paragraphe "g" suivant sera ajouté à l'article IV:

"g) Les pompes à gazoline ne doivent pas être illuminées en dehors des heures ci-haut mentionnées."

4° Le paragraphe "a" de l'article VI sera remplacé par le suivant:

"a) Les taux minima de salaires sont les suivants:

	<i>Salaires hebdomadaires</i>
1er semestre (commençant)	\$22.75
Après six (6) mois de service	27.50
Après dix-huit (18) mois de service	33.00
Après trente (30) mois de service	33.50
Contremaître	44.00"

5° Le paragraphe "e" suivant sera ajouté à l'article VIII:

"e) Les droits déjà acquis par les salariés en regard des vacances payées ne doivent aucunement être affectés par un changement de propriétaire du poste de service."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 13 juin 1953. 35010-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier-coiffeur dans la cité de St-Jean et la ville d'Iberville et un rayon de trois (3) milles de leurs limites, rendue obligatoire par le décret numéro 3011 du 6 novembre 1941, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

1° L'article-III sera remplacé par le suivant:

"III. *Durée du travail:* Les heures de travail sont les suivantes pour toutes les catégories de salariés:

a) Dans la cité de St-Jean et la ville d'Iberville et le territoire compris dans un rayon de trois (3) milles de leurs limites:

Le lundi: de 9.00 a.m. à 6.00 p.m.
Les mardi, mercredi et jeudi: de 9.00 a.m. à 7.00 p.m.

Le vendredi: de 9.00 a.m. à 9.00 p.m.

Le samedi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Si le lundi, le mardi ou le mercredi précèdent une fête chômée, les heures de travail seront de 9.00 a.m. à 7.00 p.m.

Si le jeudi ou le vendredi précède une fête chômée, les heures de travail seront de 9.00 a.m. à 9.00 p.m.

Si la veille de Noël et du Premier de l'An tombent un samedi, les heures de travail seront de 9.00 a.m. à 9.00 p.m.

b) La ville de Farnham et un rayon de trois (3) milles de ses limites:

"a) The standard duration of work consists of sixty-three (63) hours per week distributed as follows:

Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday: 7.00 a.m. to 8.00 p.m.; Friday, Saturday and holiday eves: 7.00 a.m. to 9.00 p.m.

3. The following subsection "g" will be added to section IV:

"g) Gasoline pumps shall not be lighted beyond the hours above mentioned."

4. Subsection "a" of section VI will be replaced by the following:

"a) The minimum wage rates shall be as follows:

	<i>Weekly wages</i>
1st six months (beginner)	\$22.75
After six (6) months of service	27.50
After eighteen (18) months of service	33.00
After thirty (30) months of service	33.50
Foreman	44.00"

5. The following subsection "e" will be added to section VIII:

"e) Vested rights of employees as regards vacation with pay shall not be affected by a change of station owner."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 13, 1953. 35010-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 et amendements), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdressing trades in the city of St. John and the town of Iberville and a radius of three (3) miles from their limits, rendered obligatory by the decree No. 3011 of November 6, 1941, have submitted to him a petition to amend the said decree, as amended, as follows:

1. Section III will be replaced by the following:

"III. *Duration of work:* The hours of work shall be as follows for all categories of employees:

a) In the City of St. John and the town of Iberville, and the territory comprised in a radius of three (3) miles from their limits:

Monday: 9.00 a.m. to 6.00 p.m.
Tuesday, Wednesday and Thursday: 9.00 a.m. to 7.00 p.m.

Friday: 9.00 a.m. to 9.00 p.m.

Saturday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

When Monday, Tuesday or Wednesday precede a holiday, the hours of work shall be from 9.00 a.m. to 7.00 p.m.

When Thursday or Friday precede a holiday, the hours of work shall be from 9.00 a.m. to 9.00 p.m.

When Christmas and New Year's Eve fall on Saturday, the hours of work shall be from 9.00 a.m. to 9.00 p.m.

b) The town of Farnham and a radius of three (3) miles from its limits:

Le lundi: aucun travail n'est exécuté, excepté pendant les semaines où il y a une fête chômée le mardi:

Les mardi, mercredi, jeudi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Le vendredi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

Le samedi: de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.

c) La ville de Cowansville et le village de Sweetsburg:

Le lundi: de 8.00 a.m. à midi excepté pendant les semaines où il y a une fête chômée le mardi.

Les mardi et jeudi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.

Le mercredi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Le vendredi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

Le samedi et la veille de fête chômée: de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.

Le tout formant un total hebdomadaire de soixante-et-une (61) heures.

d) La ville de Bedford et un rayon de trois (3) milles de ses limites:

Les lundi et mardi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Le mercredi: de 8.00 a.m. à 12.30 p.m.

Le jeudi: de 8.00 a.m. à 8.30 p.m.

Le vendredi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

Le samedi: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

Le tout formant un total hebdomadaire de soixante-quatre (64) heures.

e) Les fêtes chômées, c'est-à-dire les jours où il n'y a pas de travail, sont les suivants: Les dimanches, le Premier de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée Conception, la Noël, la St-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération, le Jour d'Action de Grâce et la fête du Travail.

f) L'heure ci-dessus mentionnée pour la durée du travail est l'heure légale; toutefois, si l'autorité civile décrète l'avance de l'heure pour une période de l'année, l'heure ainsi avancée devient l'heure légale pour l'application du présent décret.

g) Nonobstant la répartition des heures mentionnées aux paragraphes "a" et "c" du présent article, il est permis, sans violation du décret, de servir les clients qui sont entrés dans un salon avant l'expiration des heures de travail, à condition que ceux-ci ne s'absentent pas du salon.

h) Tout employé-barbier a le droit de prendre une heure pour le repas du midi chaque jour et une demi-heure pour le repas du soir, excepté le lundi.

Réserve: Nonobstant les dispositions du présent décret, la durée des heures de travail dans les salons de barbiers, de coiffure et de beauté ne doit en aucun cas constituer une dérogation aux dispositions de la Loi des Établissements Industriels et Commerciaux (Statuts Refondus de Québec, 1925, chapitre 182 et amendements), aux décrets faits sous son autorité et aux règlements établis par les municipalités compétentes."

2° L'article IV sera remplacé par le suivant:

"IV. *Taux minima de salaires:* Les taux minima de salaire sont les suivants:

a) Les employés barbiers-coiffeurs doivent recevoir \$30.00 par semaine plus 50% des recettes de leur travail excédant \$40.00 au cours de la semaine.

b) Les employés surnuméraires doivent recevoir \$0.55 l'heure plus 50% des recettes de leur travail excédant \$7.00 au cours de la journée.

c) Aucun employeur n'a le droit de réduire le salaire d'un employé-barbier recevant plus que les taux minima ci-haut mentionnés lors de la mise en vigueur du présent décret."

3° Le paragraphe "a" de l'article V sera remplacé par le suivant:

Monday: No work is performed except when a holiday falls on Tuesday.

Tuesday, Wednesday, Thursday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Friday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

Saturday: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.

c) The town of Cowansville and the village of Sweetsburg:

Monday: 8.00 a.m. to 12.00 (noon), except when a holiday falls on Tuesday.

Tuesday and Thursday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.

Wednesday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Friday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

Saturday and holiday eves: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.

Making a weekly total of sixty-one (61) hours.

d) The town of Bedford and a radius of three (3) miles from its limits:

Monday and Tuesday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Wednesday 8.00 a.m. to 12.30 p.m.

Thursday: 8.00 a.m. to 8.30 p.m.

Friday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

Saturday: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

Making a weekly total of sixty-four (64) hours.

e) Holidays, that is, days on which no work is to be performed, shall be the following: Sundays, New Year's Day, Epiphany, Ascension Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day, St. John the Baptist Day, Confederation Day, Thanksgiving Day and Labour Day.

f) The time hereinabove mentioned for the duration of labour shall be the legal time: however, should the Civil Authority enact the Eastern Daylight Saving Time for a period of the year, it shall become the legal time for the enforcement of the present decree.

g) Notwithstanding the distribution of the hours mentioned in sub-sections "a" and "c" of the present section it shall be allowed, without violating the decree, to attend on clients who are in the parlor before the expiration of working hours, provided said clients do not leave the parlor.

h) Any barber-employee shall have the right to take one hour off for the noon meal, every day, and one half-hour for the evening meal, except on Monday.

Proviso: Notwithstanding the provisions of the present decree, the duration of the working hours in barber shops and hairdressing and beauty parlors must not constitute a derogation of the provisions of the Industrial and Commercial Establishments' Act (Quebec Revised Statutes, 1925, chapter 182 and amendments), of decrees enacted under its authority and of regulations established by competent municipalities.

2. Section IV will be replaced by the following:

"IV. *Minimum rates of wages:* The minimum rates of wages shall be as follows:

a) The barber-hairdresser employees shall receive \$30.00 per week plus 50% of the receipts of their work exceeding \$40.00 in the course of the week.

b) Occasional employees shall receive \$0.55 per hour plus 50% of the receipts of their work exceeding \$7.00 during the day.

c) No employer shall have the right to reduce the wages of an employee receiving more than the minimum rates hereinabove mentioned at the time of the coming into force of this decree."

3. Subsection "a" of section V will be replaced by the following:

"a) *Prix minima des services*: Les employeurs professionnels, les salariés et les artisans doivent charger au public les prix minima suivants pour les services ci-dessous mentionnés:

Barbe	\$0.40
Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes	0.75
Brosse pour adultes, hommes	0.85
Coupe de cheveux pour enfants des deux sexes, 14 ans et moins:	
Mardi, mercredi, jeudi	0.40
Vendredi, samedi et veille de fête	0.50
Brosse pour enfants, 14 ans et moins:	
Vendredi, samedi et veille de fête	0.50
Mardi, mercredi et jeudi	0.50
Flambage des cheveux	0.25
Shampooing à l'huile spécial	0.75
Shampooing ordinaire	0.50
Massage au vibreur citron et rose	0.50
Massage lotion	0.30
Lotion	0.35
Lotion ordinaire	0.30
Tonique	0.35
Massage Boncilla	0.75
Massage noir à la glaise	1.00
Rasage du cou	0.15
Aiguisage de ciseaux	0.25
Aiguisage de rasoir	0.50
Coupe de cheveux à domicile	1.00
Rasage à domicile	1.00

Les prix minima ci-haut mentionnés s'appliquent également aux institutions d'enseignement et de charité. Cependant, le travail qui est effectué ne doit pas être considéré comme des services rendus à domicile."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 13 juin 1953.

35010-0

"a) *Minimum prices of services*: Professional employers, employees and artisans shall charge to the public the following minimum prices for the services hereunder mentioned:

Shave	\$0.40
Haircut, male and female adults	0.75
Brushcut, male adults	0.85
Haircut, male and female children up to and including 14 years of age:	
Tuesday, Wednesday and Thursday	0.40
Friday, Saturday and holiday eves	0.50
Brushcut, children up to and including 14 years of age:	
Tuesday, Wednesday and Thursday	0.50
Friday, Saturday and holiday eves	0.50
Singeing of the hair	0.25
Special oil shampoo	0.75
Ordinary shampoo	0.50
Vibrator massage, lemon and "rose"	0.50
Massage-lotion	0.30
Lotion	0.35
Ordinary lotion	0.30
Tonic	0.35
Boncilla massage	0.75
Mudpack	1.00
Neckshave	0.15
Scissors setting	0.25
Razor setting	0.50
Haircut at home	1.00
Shave at home	1.00

The above minimum prices also apply to educational and charitable institutions. However, all services rendered in such institutions shall not be considered as services rendered at home."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 13, 1953.

31090-

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative au commerce de quincaillerie, ferronnerie et peinture dans les cités de Québec et Lévis et la ville de Lauzon, rendu obligatoire par le décret numéro 1090 du 7 mars 1940, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

1° Le deuxième alinéa du paragraphe "j" de l'article II sera remplacé par le suivant:

"Toutefois, après une année de service comme messenger, le salarié doit être classifié dans une des catégories de commis mentionnées au décret et l'année de travail comme messenger ne doit pas être compté comme année d'expérience comme commis dans la catégorie dans laquelle le salarié est classifié."

2° Le paragraphe "k" de l'article II sera remplacé par le suivant:

"k) Le terme "employé junior" désigne tout salarié exécutant le travail ordinairement reconnu sous le nom d'ouvrage général, garçon de magasin, garçon d'ascenseur; toutefois, après

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163, as amended), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the hardware and paint trade in the cities of Quebec and Lévis and the town of Lauzon, rendered obligatory by the decree number 1090 of March 7, 1940, have submitted to him a request to amend the said decree, as amended, as follows:

1. The second paragraph of subsection "j" of section II will be replaced by the following:

However, after one year of service as messenger, the employee shall be classified in one of the clerk categories mentioned in the decree and that year of work as messenger shall not be considered as a year of experience as clerk in the category in which the employee is classified.

2. Subsection "k" of section II will be replaced by the following:

k) The words "junior employee" mean any employee doing the work ordinarily called "general work," or that of store or elevator boy; however, after one year of work in this classifica-

cette année de travail dans cette classification le salarié doit être classifié dans une des catégories de commis décrites au décret et l'année de travail comme employé junior ne doit pas être comptée comme année d'expérience dans la catégorie de commis dans laquelle le salarié est classifié."

3° Le dernier alinéa du sous-paragraph 3 du paragraphe "b" de l'article III sera remplacé par le suivant:

"En dehors des heures mentionnées ci-haut, un salarié ne peut travailler et un employeur ou un employeur professionnel ne peut faire travailler un salarié à la vente dans un établissement régi par le présent décret."

4° A l'article IV, les taux de salaires minima mentionnés pour les classifications d'emploi ci-après énumérées, seront remplacé par les suivants:

	<i>par semaine</i>
"a) 1. Gérant.....	\$63.00
2. Chef-comptable.....	56.50
2. 1er commis à la vente.....	56.50
4. 1er commis réception et expédition.....	53.00
5. 1er commis aux commandes.....	53.00
b) Livreur.....	45.50
c) Aide-livreur—moins 21 ans.....	29.00
Aide-livreur—21 ans et plus.....	33.50
d) Messenger.....	15.00
f) <i>Personnel masculin de bureau:</i>	
1ère année.....	21.50
2ème année.....	25.50
3ème année.....	28.50
4ème année.....	33.00
5ème année.....	38.50
6ème année.....	42.50
7ème année.....	46.00
8ème année.....	49.50
9ème année.....	53.00
g) <i>Commis à la vente:</i>	
1ère année.....	20.00
2ème année.....	23.50
3ème année.....	28.50
4ème année.....	32.00
5ème année.....	37.00
6ème année.....	41.50
7ème année.....	43.50
8ème année.....	48.50
9ème année.....	53.00
h) <i>Commis à réception et expédition:</i>	
1ère année.....	21.50
2ème année.....	25.50
3ème année.....	28.50
4ème année.....	33.00
5ème année.....	36.00
6ème année.....	39.00
7ème année.....	40.00
8ème année.....	43.00
9ème année.....	45.50
i) <i>Commis aux commandes:</i>	
1ère année.....	21.50
2ème année.....	25.50
3ème année.....	28.50
4ème année.....	33.00
5ème année.....	36.00
6ème année.....	39.00
7ème année.....	41.50
8ème année.....	45.50
9ème année.....	48.50
k) Commis supplémentaire.....	\$0.90
l) Commis surnuméraire.....	0.60
m) <i>Personnel féminin de bureau:</i> <i>par semaine</i>	
1ère année.....	\$20.00
2ème année.....	24.50
3ème année.....	29.50

tion, the employee shall be classified in none of the clerk categories described in the decree and that year of work as junior employee shall not be considered as a year of experience in the clerk category in which the employee is classified.

3. The last sub-paragraph of paragraph 3 of subsection "b" of section III will be replaced by the following:

Outside the hours mentioned above, no employee shall work and no employer or professional employer shall cause sales work to be done by an employee in an establishment governed by the present decree.

4. The minimum wage rates for the following classifications of employment, as mentioned in section IV, will be replaced by the following:

	<i>per week</i>
"a) 1. Manager.....	\$63.00
2. Chief-accountant.....	56.50
3. Head sales-clerk.....	56.50
4. Head receiving and shipping clerk.....	53.00
5. Head order clerk.....	53.00
b) Delivery-man.....	45.50
c) Delivery-man's helper:	
under 21 years of age.....	29.00
21 years of age and over.....	33.50
d) Messenger.....	15.00
f) <i>Male office clerk:</i>	
1st year.....	21.50
2nd year.....	25.50
3rd year.....	28.50
4th year.....	33.00
5th year.....	38.50
6th year.....	42.50
7th year.....	46.00
8th year.....	49.50
9th year.....	53.00
g) <i>Sales clerk:</i>	
1st year.....	20.00
2nd year.....	23.50
3rd year.....	28.50
4th year.....	32.00
5th year.....	37.00
6th year.....	41.50
7th year.....	43.50
8th year.....	48.50
9th year.....	53.00
h) <i>Receiving and shipping clerk:</i>	
1st year.....	21.50
2nd year.....	25.50
3rd year.....	28.50
4th year.....	33.00
5th year.....	36.00
6th year.....	39.00
7th year.....	40.00
8th year.....	43.00
9th year.....	45.50
i) <i>Orders clerk:</i>	
1st year.....	21.50
2nd year.....	25.50
3rd year.....	28.50
4th year.....	33.00
5th year.....	36.00
6th year.....	39.00
7th year.....	41.50
8th year.....	45.50
9th year.....	48.50
k) Extra clerk.....	<i>per hour</i> \$0.90
l) Supernumery clerk.....	0.60
m) <i>Female office clerk:</i> <i>per week</i>	
1st year.....	20.00
2nd year.....	24.50
3rd year.....	29.50

4ème année.....	33.00	4th year.....	33.00
mm) Autre personnel féminin;		mm) Other female employees:	
1ère année.....	19.00	1st year.....	19.00
2ème année.....	22.50	2nd year.....	22.50
3ème année.....	27.00	3rd year.....	27.00
4ème année.....	29.50	4th year.....	29.50
n) 1. Ouvriers de métiers qualifiés.....	51.50	n) 1. 1. Skilled tradesman.....	51.50
2. Ouvriers de métiers non qualifiés.....	44.00	2. Unskilled tradesman.....	44.00
o) Apprenti:	l'heure	o) Trade apprentices:	per hour
1ère année.....	0.45	1st year.....	0.45
2ème année.....	0.56	2nd year.....	0.56
3ème année.....	0.68	3rd year.....	0.68
4ème année.....	0.80	4th year.....	0.80
p) Employé d'ouvrage général:		p) General hand	
a) Employé senior:	par semaine	a) Senior employee:	per week
moins de 25 ans.....	42.00	Under 25 years of age.....	42.00
25 ans et plus.....	45.50	25 years of age and over.....	45.50
b) Employé junior.....	19.00	b) Junior employee.....	19.00
q) Gardien de nuit.....	39.00	q) Night watchman.....	39.00

5° Les taux de salaires pour chacune des classifications d'emploi mentionnées au paragraphe 7 de l'article VI-B seront remplacés par les suivants:

Occupation:	par semaine
"a) 1. Gérant.....	\$63.00
"a) 2. Chef-comptable.....	56.00
3. Premier commis à la vente.....	56.00
4. Premier commis d'entrepôt	
1ère année.....	45.00
2ème année.....	49.00
b) Livreur.....	45.00
c) Aide-livreur:	
moins de 21 ans.....	28.00
21 ans et plus.....	34.50
d) Personnel masculin de bureau:	
1ère année.....	20.50
2ème année.....	25.00
3ème année.....	28.50
4ème année.....	33.00
5ème année.....	37.50
6ème année.....	42.50
7ème année.....	47.50
8ème année.....	51.50
e) Employé d'entrepôt:	
1ère et 2ème années d'expériences.....	35.00
après 2 ans d'expérience.....	41.00
f) Employé temporaire (l'heure).....	0.90
g) Personnel féminin de bureau:	
1ère année.....	20.50
2ème année.....	24.50
3ème année.....	28.50
4ème année.....	32.50

Les parties consentent à ce que ces amendements soient obligatoires à compter du 1er juin 1953.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 13 juin 1953. 35010-0

5. The wages rates for every classification of employment mentioned in subsection 7 of section VI-B will be replaced by the following:

Occupation:	weekly wages
a) 1. Manager.....	\$63.00
2. Chief accountant.....	56.00
3. Head sales clerk.....	56.00
4. Head warehouse-clerk:	
1st year.....	45.00
2nd year.....	49.00
b) Delivery man.....	45.00
c) Delivery man's helper (under 21 years of age.....	28.00
21 or over.....	34.50
d) Male office employees:	
1st year.....	20.50
2nd year.....	25.00
3rd year.....	28.50
4th year.....	33.00
5th year.....	37.50
6th year.....	42.50
7th year.....	47.50
8th year.....	51.50
e) Warehouse employee:	
1st and 2nd years experience.....	35.00
After 2 years experience.....	41.00
f) Temporary employee (per hour).....	0.90
g) Female office employees:	
1st year.....	20.50
2nd year.....	24.50
3rd year.....	28.50
4th year.....	32.50

The contracting parties approve of the coming into force of these amendments from June 1st, 1953.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 13, 1953. 35010-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés d'Argenteuil, Deux-Montagnes et Terrebonne et dans l'Île Jésus, rendue obligatoire par le

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdressing trades in the counties of Argenteuil, Deux-Montagnes and Terrebonne and in Jesus Island, rendered obligatory by the decree No. 140

décret numéro 140 du 27 février 1952, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

1° Le paragraphe "a" de l'article IV sera remplacé par le suivant:

"a) Les heures régulières de travail sont réparties comme suit:

1. Pour les barbiers

Dans le comté de Laval (Ile Jésus seulement):

Les lundi, mardi et jeudi de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.;

Le mercredi, de 8.00 a.m. à midi;

Le vendredi, de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;

Le samedi et la veille des fêtes chômées, de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.

Toutefois, dans la ville de Ste-Rose, les heures de travail sont celles décrétées par règlement du Conseil municipal.

Toutefois, dans les limites de St-Vincent de Paul, les salons de barbier sont fermés toute la journée les lundi de chaque semaine.

Dans les limites de la ville de Laval-Ouest, les heures régulières de travail sont celles décrétées par règlement du Conseil municipal.

Le travail peut également se terminer à 9.00 p.m. tous les jours ouvrables du 20 au 30 décembre inclusivement.

Dans le comté de Terrebonne:

Les lundi, mardi et jeudi, de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.;

Le mercredi, de 8.00 a.m. à midi;

Le vendredi: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.;

Le samedi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.;

La veille des fêtes chômées de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

Le travail peut également se terminer à 9.00 p.m., tous les jours ouvrables, du 20 au 30 décembre inclusivement.

Toutefois, i. Dans les limites des villes de Terrebonne et Ste-Agathe-des-Monts et des municipalités de St-Sauveur-des-Monts, Mont-Rolland, Val Morin, Rosemere et Bois-des-Filions, les heures de travail sont celles décrétées par règlement du Conseil municipal.

ii. Dans les municipalités de Ste-Adèle et Shawbridge, le travail peut se terminer à 7.00 p.m., les lundi, mardi et jeudi et à 9.00 p.m., le samedi.

iii. Dans la ville de Ste-Thérèse, le travail peut se terminer à 9.00 p.m., les jeudi et vendredi.

Dans le comté d'Argenteuil:

Les lundi, mardi et jeudi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.;

Le mercredi: de 8.00 a.m. à midi;

Les vendredi, samedi et veille de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

Dans la municipalité de Brownsburg, les heures régulières de travail sont les suivantes:

Le lundi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.;

Le mardi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;

Le mercredi: de 8.00 a.m. à midi;

Le jeudi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;

Le vendredi: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.;

Le samedi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Dans le comté de Deux-Montagnes:

Le lundi: de 8.00 a.m. à midi;

Les mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.;

Les vendredi, samedi et veille de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

Toutefois, dans les municipalités de St-Joseph-du-Lac et de Ste-Monique, les heures de travail sont les suivantes:

Les lundi et mardi: de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.;

Le mercredi: de 8.00 a.m. à midi;

of February 27, 1952, have submitted to him a petition to amend the said decree, as amended, as follows:

1. Subsection "a" of section IV will be replaced by the following:

"a) The regular hours of work are distributed as follows:

1. For barbers

In Laval County (Jesus Island only):

Monday, Tuesday and Thursday: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.;

Wednesday: 8.00 a.m. to 12.00 (noon);

Friday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.;

Saturday and holiday eves: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.

However, in the town of Ste-Rose the hours of work shall be as established by the Municipal Council.

However, within the limits of St. Vincent de Paul, barber shops shall be closed all day on Monday of each week.

Within the limits of the town of Laval-Ouest, the standard hours shall be those enacted by a by-law of the Municipal Council.

Hours of work may be extended until 9.00 p.m. every working day between December 20th and 30th inclusive.

In Terrebonne County:

Monday, Tuesday and Thursday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.;

Wednesday: 8.00 a.m. to 12.00 (noon);

Friday: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.;

Saturday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.;

Holiday eves: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

From December the 20th to the 30th inclusive, work may also cease at 9.00 p.m. on all working days.

However, i. Within the limits of the towns of Terrebonne and Ste-Agathe-des-Monts and of the municipalities of St-Sauveur-des-Monts, Mont-Rolland, Val Morin, Rosemere and Bois-des-Filions, the hours of work shall be as established by the Municipal Council.

ii. In the municipalities of Ste-Adèle and Shawbridge, work may cease at 7.00 p.m., on Monday, Tuesday and Thursday, and at 9.00 p.m., on Saturday.

iii. In the town of Ste-Thérèse, work may cease at 9.00 p.m. on Thursday and Friday.

In Argenteuil County:

Monday, Tuesday and Thursday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.;

Wednesday: 8.00 a.m. to 12.00 (noon);

Friday, Saturday and holiday eves: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

In the municipality of Brownsburg, the standard hours of work shall be as follows:

Monday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.;

Tuesday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.;

Wednesday: 8.00 a.m. to 12.00 (noon);

Thursday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.;

Friday: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.;

Saturday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

In Deux-Montagnes County:

Monday: 8.00 a.m. to 12.00 (noon);

Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.;

Friday, Saturday and holiday eves: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

However, in the municipalities of St-Joseph-du-Lac and St. Monique, the hours of work shall be as follows:

Monday and Tuesday: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.;

Wednesday: 8.00 a.m. to 12.00 (noon);

Le jeudi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.;
 Les vendredi, samedi et veille de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.
 Dans les municipalités de St-Hermas, Ste-Scholastique et St-Augustin, les heures régulières de travail sont celles décrétées par règlement du Conseil municipal.

2. Pour les coiffeurs et coiffeuses

Dans toute la juridiction territoriale:
 Le lundi: de 8.00 a.m. à midi;
 Les mardi, mercredi, jeudi et vendredi: de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.;
 Les samedi et veille de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Toutefois, dans l'Île Jésus, la durée du travail peut se terminer à 9.00 p.m., les vendredi, samedi et veille de fêtes chômées.

Cependant, les heures de travail sont les suivantes dans les salons de coiffure de la cité de St-Jérôme et un rayon de trois (3) milles de ses limites:

Le lundi: de 9.00 a.m. à midi;
 Le mardi: de 9.00 a.m. à 6.00 p.m.;
 Le mercredi: de 9.00 a.m. à 9.00 p.m.;
 Le jeudi: de 9.00 a.m. à 9.00 p.m.;
 Le vendredi: de 9.00 a.m. à 9.00 p.m.;
 Le samedi: de 9.00 a.m. à 6.00 p.m.;
 Veille de fêtes chômées: de 9.00 à 6.00 p.m."

2° Le paragraphe "d" de l'article IV sera remplacé par le suivant:

"d) *Jours chômés:* Il n'y a pas de travail les dimanches, le Premier de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la St-Jean-Baptiste, la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée Conception, le jour de Noël, le lundi de Pâques, le lendemain de Noël et du Premier de l'An, excepté si ces fêtes tombent un jeudi ou un vendredi.

Quand il y a une fête chômée durant la semaine, la demi-journée de congé est supprimée."

3° Le paragraphe "a" de l'article VI sera remplacé par le suivant:

"a) Les compagnons barbiers ou coiffeurs pour hommes doivent recevoir \$35.00 par semaine plus 50% des recettes de leur travail excédant \$45.00 au cours de la semaine."

4° Le sous-paragraphe "a)1°" de l'article VII sera remplacé par le suivant:

"a) *Services des barbiers:*
 1° Dans les cités et villes de la juridiction territoriale, avec un rayon de trois (3) milles de leurs limites ainsi que la municipalité de Brownsburg:

Coupe de cheveux pour hommes:	
Les lundi, mardi, mercredi et jeudi . . .	\$0.65
Les vendredi, samedi et veille de fêtes chômées	0.75
Coupe de cheveux pour dames.	1.00
Coupe de cheveux pour enfants de moins de 14 ans:	
Les lundi, mardi, mercredi et jeudi . . .	0.45
Les vendredi, samedi et veille de fêtes chômées	0.55
Barbe — tous les jours	0.40
Coupe de cheveux en brosse pour adultes	
Tous les jours	0.90
Coupe de cheveux en brosse pour enfants de moins de 14 ans:	
Du lundi au jeudi inclusivement	0.55
Les vendredi, samedi et veille de fêtes chômées	0.65

Thursday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.;
 Friday, Saturday and holiday eves: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

In the municipalities of St. Hermas, Ste-Scholastique and St. Augustin, the standard hours of work shall be as enacted by a by-law of the Municipal Council.

2. For male and female hairdressers:

In the entire territorial jurisdiction:
 Monday: 8.00 a.m. to 12.00 (noon);
 Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.;
 Saturday and holiday eves: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

However, in Jesus Island, the duration of work may cease at 9.00 p.m. on Friday, Saturday and holiday eves.

However, the hours of work shall be as follows in the hair-dressing parlors of the city of St. Jérôme and a radius of three (3) miles from its limits:

Monday: 9.00 a.m. to 12.00 (noon);
 Tuesday: 9.00 a.m. to 6.00 p.m.;
 Wednesday: 9.00 a.m. to 9.00 p.m.;
 Thursday: 9.00 a.m. to 9.00 p.m.;
 Friday: 9.00 a.m. to 9.00 p.m.;
 Saturday: 9.00 a.m. to 6.00 p.m.;
 Holiday eves: 9.00 a.m. to 6.00 p.m."

2° Subsection "d" of section IV will be replaced by the following:

"d) *Holidays:* No work shall be performed on Sunday, New Year's Day, Epiphany, Ascension Day, St. John the Baptist Day, Labour Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day, Easter Monday, the day after Christmas and New Year's Day, except when these holidays fall on Thursday or Friday.

When a holiday falls in a week, the half-day off is not given."

3. Subsection "a" of section VI will be replaced by the following:

"a) Men's journeymen barbers or hairdressers shall receive \$35.00 per week plus 50% of the receipts of their work exceeding \$45.00 in the course of the week."

4. Paragraphe "a) 1. of section VII will be replaced by the following:

"a) *Barbers services:*
 1. In cities and towns of the territorial jurisdiction, with a radius of three (3) miles from their limits and in the municipality of Brownsburg:

Haircut, adults, male and female:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	\$0.65
Friday, Saturday and holiday eves	0.75
Haircut, ladies	1.00
Haircut, children under 14 years of age:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	0.45
Friday, Saturday and Holiday eves	0.55
Shave — every day	0.40
Brushcut, adults:	
Every day	0.90
Brushcut, children under 14 years of age:	
Monday to Thursday inclusive	0.55
Friday, Saturday and Holiday eves	0.65

Visite à domicile pour malades: \$1.00 pour la visite plus le prix régulier pour services rendus et les frais de transport.

Services rendus aux morts: \$5.00.

Services rendus par barbiers, coiffeurs et coiffeuses au salon avant l'heure d'ouverture à l'occasion d'un mariage ou de funérailles: \$1.00, supplémentaire en plus des frais réguliers pour services rendus. Le barbier, le coiffeur ou la coiffeuse devra tenir un registre de ces cas pour fins d'inspection."

5° Le paragraphe "b" de l'article VII sera remplacé par le suivant:

"b) Services des coiffeurs ou coiffeuses pour dames: Dans toute la juridiction territoriale:

Coupe de cheveux	\$1.00
Retouche de coupe de cheveux	0.50
Coupe de cheveux ondulante	1.00
Coupe de cheveux "Buster Brown":	
Enfants de moins de 14 ans	0.50
Ondulation permanente à l'électricité:	
Enfants de moins de 14 ans	3.00
Adultes	4.00
Ondulation permanente "pads chimiques" à l'eau	5.00
Ondulation permanente "pads chimiques" à l'huile	6.00
Ondulation permanente "pads chimiques" pour fillettes de moins de 14 ans	3.00
Ondulation permanente à froid — régulière	7.00
Ondulation permanente à froid — spéciale	15.00
Reprise de permanente, bouclettes individuelles par bigoudis	0.25
Teinture des cheveux courts	4.00
Teinture des cheveux longs	5.00
Teinture retouche	3.50
Manucure	1.00
Coiffure haute	1.00
Ondulation à l'eau	0.75
Ondulation Marcel	0.75
Ondulation Komol	0.75
Ondulation au papier	0.75
Shampooing ordinaire	0.50
Shampooing à l'huile	0.75
Shampooing Heuna	1.15
Fixatif	0.35
Rinçage ordinaire	0.35
Rinçage spécial	0.50
Massage spécial	2.00
Massage facial	1.50
Épilation des sourcils	0.35
Suppression des poils follets	0.25
Massage électrique ou manuel comprenant un shampooing	1.00
Traitement à l'huile ou à la vapeur	1.50"

6° Le paragraphe "b" de l'article VIII sera remplacé par le suivant:

"b) Il est permis d'avoir deux (2) apprentis par personne compétente dans un salon de barbier, coiffeur et coiffeuse."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 13 juin 1953.

35010-0

Services rendered at home for sick persons: \$1.00 for the call plus the regular price for the services rendered and transportation.

Services rendered to deceased persons: \$5.00.

Services rendered by barbers, male and female hairdressers in the parlor before opening time on the occasion of a marriage or a funeral: \$1.00 plus the regular price for the services rendered. Barbers and hairdresser shall keep a register of such cases for inspection purposes."

5. Subsection "b" of section VII will be replaced by the following:

"b) Services of ladies' male or female hairdressers: In the entire territorial jurisdiction:

Haircut	\$1.00
Retouching haircut	0.50
Wave haircut	1.00
Buster Brown haircut for children under 14 years of age	0.50
Permanent wave (electricity):	
Children under 14 years of age	3.00
Adults	4.00
Permanent wave, chemical pads (water)	5.00
Permanent wave, chemical pads (oil)	6.00
Permanent wave, chemical pads, girls under 14	3.00
Cold wave — regular	7.00
Cold wave — special	15.00
Retouching permanent wave, separate curls, each	0.25
Dyeing of short hair	4.00
Dyeing of long hair	5.00
Retouching dyed hair	3.50
Manicure	1.00
Raised hairdressing	1.00
Water wave	0.75
Marcel wave	0.75
Komol wave	0.75
Paper wave	0.75
Ordinary shampoo	0.50
Oil shampoo	0.75
Henna shampoo	1.15
Fixture	0.35
Ordinary rinse	0.35
Special rinse	0.50
Special massage	2.00
Facial	1.50
Plucking of eyebrows	0.35
Depilation	0.35
Electric or hand massage, including shampoo	1.00
Oil or steam treatment	1.50"

6. Subsection "b" of section VIII will be replaced by the following:

"b) There may be two (2) apprentices to each competent person in a barber or hairdressing parlor."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 13, 1953.

35010-0

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DE L'ABITIBI — BAR OF ABITIBI

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collège Colleges
Cuddihy	Michael-Joseph Patrick.	20	Rouyn	Collège Loyola.

Malartic, le 5 juin 1953 — Malartic, June 5, 1953.

Le Secrétaire du Barreau de l'Abitibi,
J.-P. LACOURCIÈRE,
Secretary of the Bar of Abitibi.

BARREAU D'ARTHABASKA — BAR OF ARTHABASKA

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Ferland	Claude	24	Victoriaville	Université Laval,
Parenteau	Roger	31	L'Avenir	Université de Montréal.
Raby	Denise	26	Drummondville	Université de Montréal.

Victoriaville, le 5 juin 1953 — Victoriaville, June 5, 1953.

Le Secrétaire du Barreau d'Arthabaska,
LAURENT TROTTIER,
Secretary of the Bar of Arthabaska.

BARREAU DU BAS SAINT-LAURENT — BAR OF THE LOWER SAINT LAWRENCE

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Côté	Gaspard	22	Rivière-du-Loup	St. Dunstand's University, Charlottetown, P.E.I.
Langlois	Jean-Louis	20	Chandler	Université d'Ottawa.
Michaud	Pierre	23	Rimouski	St. Dunstand's University, Charlottetown, P.E.I.

Rimouski, le 5 juin 1953 — Rimouski, June 5, 1953.

Le Secrétaire du Barreau du Bas Saint-Laurent,
MAURICE TESSIER,
Secretary of the Bar of the Lower Saint Lawrence.

BARREAU DU BAS SAINT-LAURENT — BAR OF LOWER SAINT LAWRENCE

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Côté	Yvon	23	Luceville	Université de Montréal.
Langlois	Maxime	23	Chandler	Université de Montréal.
Moreault	Raymond	25	Rimouski	Université Laval, Québec.
Rioux	Georges	25	Chandler	Université Laval, Québec.

Rimouski, le 8 juin 1953 — Rimouski, June 8, 1953.

Le Secrétaire du Barreau du Bas Saint-Laurent,
MAURICE TESSIER,
Secretary of Lower Saint Lawrence Bar.

BARREAU DE BEDFORD — BAR OF BEDFORD

CANDIDAT POUR L'EXAMEN D'ORDRE PRATIQUE (4e année)

CANDIDATE FOR THE EXAMINATION OF PRACTICE ORDER (4th Grade)

Examens de juin 1953 — Examinations of June, 1953.

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Marquis.....	Jean.....	24	Granby.

Granby, le 8 juin 1953 — June 8, 1953.

Le Secrétaire du Barreau de Bedford,
JACQUES DUPUIS,
Secretary of the Bar of Bedford.

35033-o

BARREAU DE HULL — BAR OF HULL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT

CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Charette.....	Huguette-Marie..	22	620, rue Wellington, Ottawa.....	Université d'Ottawa.
Coderre.....	Paul-Roger.....	23	64, ave Russell, Ottawa.....	Université d'Ottawa.
Daviault.....	Jérôme.....	18	531, rue Besserer, Ottawa.....	Université d'Ottawa.
Filfe.....	Jean-Yves.....	22	Lachute, P. Q.....	Université d'Ottawa...
Gauthier.....	J.-Henri-Ronald..	22	101, rue N.-Dame, Hull.....	Université d'Ottawa.
Monet.....	Jean.....	21	293, Sherwood Drive, Ottawa...	St. Patricks College, Ottawa.
Patry.....	J.-Marcel-Rejean.	21	Bouchette, P. Q...	Université d'Ottawa.
Poirier.....	Bernard-Émile...	23	66, ave Russell, Ottawa.....	Université d'Ottawa.
Regnier.....	J.-Alex.-Maurice..	21	Rockland, Ont. ...	Université d'Ottawa.

Hull, le 8 juin 1953.— Hull, June 8, 1953.

Le Secrétaire du Barreau de Hull,
WILLIAM F. HADLEY,
Secretary of the Bar of Hull.

35033-o

BARREAU DE HULL — BAR OF HULL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT (3e année)

CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW (3rd year)

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Béland.....	Jacques.....	25	88, rue Maisonneuve, Hull.
Daviault.....	Pierre.....	24	531, rue Besserer, Ottawa.
Laframboise.....	André-C.....	24	197, rue Wurtemberg, Ottawa.
Quain.....	John Hamilton.....	23	Kingsmere, P.Q.
Quain.....	Redmond C.....	25	Kingsmere, P.Q.
Soublière.....	Hector.....	21	100, ave King Edward, Ottawa.
Taché.....	Pierre.....	24	172, rue Champlain, Hull.

Hull, 8 juin 1953.— Hull, June 8, 1953.

Le Secrétaire du Barreau de Hull,
WILLIAM F. HADLEY,
Secretary of the Bar of Hull.

85033-o

BARREAU DE HULL — BAR OF HULL

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT (4e année)

CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW (4th year)

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Dostaler.....	Maurice.....	27	77, ave Daly, Ottawa.

Hull, 8 juin 1953.— Hull, June 8, 1953.

Le Secrétaire du Barreau de Hull,
WILLIAM F. HADLEY,
Secretary of the Bar of Hull.

35033-o

BARREAU DES LAURENTIDES — BAR OF LAURENTIDES

CANDIDAT POUR L'EXAMEN D'ORDRE PRATIQUE

CANDIDATE FOR THE EXAMINATION OF PRATICAL ORDER

Examens de juin 1953 — Examinations of June 1953

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Rochon.....	Charles-Émile.....	28	Calumet.

Joliette, 5 juin 1953 — Joliette, June 5, 1953.

Le Secrétaire du Barreau des Laurentides,
MAURICE MAJEAU,
Secretary of the Bar of Laurentides.

35033-o

BUREAU DE MONTRÉAL — BAR OF MONTREAL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT

CANDIDATES FOR ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examens de juin 1953 — Examinations of June 1953

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
1.— Bellemare.....	Jacques.....	24	Montréal.....	Université d'Ottawa.
2.— Bulteau.....	J.-Bernard.....	24	".....	Séminaire de Philosophie.
3.— Cadotte.....	Clémence.....	31	".....	Université de Montréal.
4.— Charnetsky.....	Pearl.....	23	".....	Université McGill.
5.— Côté.....	Michel.....	20	".....	Collège Brébeuf.
6.— Durand.....	Pierre.....	21	".....	Séminaire de Philosophie.
7.— Greenstein.....	Jack.....	22	".....	Université McGill.
8.— Kaufman.....	Fred.....	29	".....	Université Bishop's, Lennoxville.
9.— Larose.....	François.....	26	".....	Scolasticat-Fères Capucins.
10.— Leavitt.....	Julius.....	34	".....	Université McGill.
11.— Lavoie.....	Gérard.....	23	St-Martin, P.Q....	Université d'Ottawa.
12.— LeBel.....	Gabrielle.....	23	Montréal.....	Université de Montréal.
13.— Marier.....	Anne-Marie.....	25	".....	Université de Montréal.
14.— Miller.....	William.....	25	".....	Collège Sir George Williams.
15.— Pagé.....	Raymond.....	21	".....	Collège Ste-Marie.
16.— Parsons.....	Raymond-E.....	26	".....	Université McGill.
17.— Salomon.....	Nat. H.....	20	".....	Université McGill.
18.— Selick.....	Abel David.....	35	".....	Université McGill.
19.— Shuster.....	Abe.....	24	".....	Collège Sir George Williams.
20.— Zubkowski.....	Ludwik R.....	38	".....	Université de Paris.

Montréal, le 9 juin 1953 — Montreal, June 9, 1953.

Le Secrétaire,
W. A. GRANT,
Secretary.

35033-o

BARREAU DE MONTRÉAL — BAR OF MONTREAL

CANDIDATS A L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE D'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT
 CANDIDATES TO THE PRELIMINARY EXAMINATION FOR ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens de juin 1953 — Examinations of June 1953

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
1.— Adessky	Irving	25	Montréal.
2.— Beauchemin	Claude	23	"
3.— Beauvoisin	Gérard	24	"
4.— Bélanger	André	25	Ville St-Laurent.
5.— Bellemare	Jacques	25	Montréal.
6.— Bishop	John Leigh	23	"
7.— Bobrove	Jack B.	26	"
8.— Boissonneault	Guy	22	"
9.— Boissonneault	Gilles	24	"
10.— Boudreault	Gaston	26	"
11.— Bourdon	André	27	Outremont.
12.— Bouvier	Adolphe	28	Montréal.
13.— Brodie	Irwin S.	24	Outremont.
14.— Bureau	Jean-Claude	23	Montréal.
15.— Cadotte	Clémence	31	"
16.— Caumartin	Jean	23	"
17.— Charbonneau	Jean-Maurice	27	"
18.— Charnetsky	Pearl	23	"
19.— Clark	Joan	23	"
20.— Dohan	David J.	25	"
21.— Dorais	Bernard	24	"
22.— Doyle	E.-E.	29	"
23.— Dumaine	Michel	22	"
24.— Favreau	Denis	23	"
25.— Frenette	Orville	26	"
26.— Gates	K.A.F.	24	"
27.— Geoffroy	Luc	26	"
28.— Gougeon	Michel	26	"
29.— Guérin	Claude	23	Outremont.
30.— Guérin	Jacques	26	Montréal.
31.— Hood	Catherine Anne	23	"
32.— Joannette	Jean-Guy	25	"
33.— Johnston	M. Carlyle	25	"
34.— Lattimer	E.-J.	24	"
35.— LeBel	Gabrielle	24	"
36.— Liberman	John-L.	26	"
37.— Lussier	Marcelle	24	Outremont.
38.— McCarthy	Gerald M.	23	Montréal.
39.— Marchand	Claude	22	Outremont.
40.— Marcotte	Léo Conrad	23	Montréal.
41.— Marier	Anne-Marie	25	"
42.— Martial	Jean-A.	28	"
43.— Massé	André	27	"
44.— Miller	William	25	"
45.— Monette	Gustavo Jr.	21	Outremont.
46.— Morel	André	22	Montréal.
47.— O'Brien	Robert-L.	23	"
48.— Parent	Jacques	25	Outremont.
49.— Parsons	Raymond E.	26	Montréal.
50.— Perrault	Pierre	25	"
51.— Pinker	Harry	25	"
52.— Pollack	B. B.	24	"
53.— Quesnel	André	24	"
54.— Renaud	Gilles-Y.	25	"
55.— Rosenkek	Marvin	23	"
56.— Roy	Guy	22	"
57.— Salmon	H. C.	24	"
58.— Savoie	Réginald	23	"
59.— Segall	Alfred-N.	24	"
60.— Shayne	Jack	24	"
61.— Shuster	Abe	24	"
62.— Spector	Seymour	23	"
63.— Spiegel	Murray B.	24	"
64.— Surprenant	André	25	"
65.— Tremblay	Pierre	21	Outremont.
66.— Turmel	Gérard	26	Montréal.
67.— Weiner	Morris M.	23	"
68.— Wilhelmy	François	27	"
69.— Wood	David H.	23	"
70.— Yanofsky	Arthur A.	24	"
71.— Zubkowski	Ludwik R.	38	Outremont.
<i>Examen partiel:</i> <i>Partial Examination:</i>			
72.— Archambault	Louis	24	Outremont.
73.— Desloges	Yvon L.-G.	35	Montréal.
74.— Vien	Raymond	26	"

Montréal, le 9 juin 1953 — Montréal, June 9, 1953.

Le Secrétaire,
 W. A. GRANT,
 Secretary.

BARREAU DE MONTRÉAL — BAR OF MONTREAL

CANDIDATS A L'EXAMEN FINAL D'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATES TO THE FINAL EXAMINATION FOR ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens de juin 1953 — Examinations of June 1953

Noms	Prénoms	Age	Résidence
<i>Système de trois ans:</i> <i>Three year course:</i>			
1.— Antonuk	André	27	Montréal.
2.— Brunet	Jacques	30	"
3.— St-Pierre	Pierre	30	"
4.— Sinclair	Allan C.	27	"
<i>Final (4e année):</i> <i>Final (4th year):</i>			
5.— Beaudry	René	26	"
6.— Benoit	Claude	25	"
7.— Bissonnette	Jacline	26	"
8.— Blais	Jean-Charles	21	"
9.— Bless	Joseph-Stephen	26	"
10.— Bourque	Pierre	23	"
11.— Brière	Marc	24	"
12.— Brisson	Gervaise	31	Laprairie, Qué.
13.— Brûlé	Jean	25	Montréal.
14.— Cantin	Jacques	24	"
15.— Chauvin	Roland	27	"
16.— Clermont	Bernand-L.	24	Outremont.
17.— Cohen	Abraham	29	Montréal.
18.— Cosford	E.-J.	27	"
19.— Cuceppe	André	24	"
20.— Dulude	Robert	26	"
21.— Durnford	J.-W.	24	"
22.— Fusey	Robert-E.	24	"
23.— Gliserman	Irwin	25	"
24.— Graftey	W. Heward	24	"
25.— Guérin	Guy	26	"
26.— Gurianova	Helena G.	34	"
27.— Halperin	Irving J.	25	"
28.— Hyndman	A. Stuart	25	"
29.— Kolber	E. Léo	24	"
30.— Kozima	Matija	25	"
31.— LaPrairie	Rolland	27	"
32.— Lefobvre	Jean-Louis	25	Outremont.
33.— Léger	Jean-Louis	25	Montréal.
34.— Legge	R. C.	25	"
35.— Malo	Jean	27	"
36.— Maranda	Jacques-André	24	"
37.— Mathieu	François	21	"
38.— Morin	Jacques-Yvan	21	Outremont.
39.— Morris	Daniel	24	Montréal.
40.— Paquette	Adrien R.	24	Outremont.
41.— Paulette	Claude	26	Montréal.
42.— Pepper	John-J.	25	"
43.— Robillard	Roland	27	"
44.— Roux	Gilles	25	"
45.— Rusko	Michael	23	"
46.— Setlakwe	Raymond C.	24	"
47.— Shriar	Samuel H.	25	"
48.— Tétrault	Jacques	25	"
49.— Vernier	Jean	25	"
50.— Whelan	George	28	"
51.— Robinson	Jonathan	24	"
<i>Examen partiel:</i> <i>Partial Examination:</i>			
52.— Granda	John Louis	35	Montréal.

Montréal, le 9 juin 1953 — Montreal, June 9, 1953.

Le Secrétaire,
W. A. GRANT,
Secretary.

35033-o

BARREAU DE QUÉBEC — QUEBEC BAR

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT (Examen de 4e année)
CANDIDATES FOR ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW (4th year examination)

Noms	Prénoms	Age	Résidence
Names	Surnames		Residence
Beaulieu	Jean	26	Québec
Beaupré	Jacqueline	23	Québec.
Blais	Marcel	25	St-Nazaire, Dorchester.
Cantin	Jean-Maurice	24	Québec.
Choquette	Pierre	23	Québec.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Cliche	Vital	25	Beauce Jonction, Beauce.
Dufour	Richard	25	La Malbaie, cté Charlevoix.
Gagné	Paul André	24	Québec.
Lemieux	Fernando	29	Québec.
Lesage	Alexandre	27	Québec.
Morin	Callin	24	St-Henri, Lévis.
Normandin	Paul	25	Québec.
Smith	Pierre	26	Québec.
Tremblay	Charles	24	Québec.

Québec, 8 juin 1953 — Quebec, 8th June 1953.

Le Secrétaire du Barreau de Québec,
ANDRÉ GAGNON,
Secretary of Quebec Bar.

35033-o

BARREAU DE QUÉBEC — QUEBEC BAR

CANDIDATS POUR ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT (Examen de 3e année)

CANDIDATES FOR ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW (3rd year examination)

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Beaudry	Henri	24	St-Romuald, Lévis.
Béland	Gilles	24	Québec.
Bernier	Jean-Paul	23	Québec.
Choquette	Marc	24	Québec.
Depeyre	Dr. Roméo	43	Québec.
Duval	J. Robert	26	Mont-Laurier, cté Labelle.
Fauteux	Paul J.	26	Québec.
Jessop	Marc	25	Québec.
Lambert	René	26	Québec.
Marceau	André	24	Québec.
Marceau	Gilles	24	Québec.
Michaud	Gaston	23	Québec.
Migneault	Yvan	24	Québec.
Moisan	Jean	24	Lyster, cté Mégantic
Morin	André	22	Ste-Claire (Dorchester)
Morissette	Jean-Marie	24	Standon, (Dorchester)
Pelletier	Gabriel M.	27	Québec.
Perron	Jacques	26	St-Joseph de Beauce.
Rioux	Claude	23	Québec.
Rousseau	Madeleine	26	Québec.
Sirois	Yvon	29	St-Romuald, Lévis.
Vallée	Gabrielle	25	Québec.

Québec, 8 juin 1953 — Quebec, 8th June 1953.

Le Secrétaire du Barreau de Québec,
ANDRÉ GAGNON,
Secretary of Quebec Bar.

35033-o

BARREAU DE RICHELIEU — BAR OF RICHELIEU

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT

CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Brassard	Pierre	23	Valleyfield	Séminaire de Valleyfield, Université d'Ottawa.
Primeau	Raymond	25	Valleyfield	Séminaire de Valleyfield, Université de Montréal.

Sorel, le 10 juin 1953 — Sorel, June 10, 1953.

Le Secrétaire du Barreau de Richelieu,
GASTON GAUTHIER,
Secretary of the Bar of Richelieu.

35033-o

BARREAU DE RICHELIEU — BAR OF RICHELIEU

CANDIDAT A LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATE TO THE PRACTICE OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Nichole.....	Marcel.....	27	St-Hyacinthe.

Sorel, 10 juin 1953 — Sorel, June 10, 1953.

35033-o

Le Secrétaire du Barreau de Richelieu,
GASTON GAUTHIER
Secretary of the Bar of Richelieu.

BARREAU DE RICHELIEU — BAR OF RICHELIEU

CANDIDAT A L'EXAMEN THÉORIQUE PRÉLIMINAIRE, A LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE EXAMINATION OF PRELIMINARY THEORETICAL, TO THE PRACTICE OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Tremblay.....	Rolland.....	24	St-Jean.

Sorel, 10 juin 1953 — Sorel, June 10, 1953.

35033-o

Le Secrétaire du Barreau de Richelieu,
GASTON GAUTHIER,
Secretary of the Bar of Richelieu.

BARREAU DE ST-FRANÇOIS — BAR OF ST. FRANCIS

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT (III année)
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW (3rd year)

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Rouillard.....	Jean.....	25	

Sherbrooke, 3 juin 1953.— Sherbrooke, June 3, 1953.

35033-o

Le Secrétaire du Barreau de St-François,
PAUL-M. GERVAIS,
Secretary of the Bar of St. FrancisMinistère des Finances
AssurancesDepartment of Finance
InsurancesAVIS D'ANNULATION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT
D'ENREGISTREMENT

Avis est par les présentes donné que "l'Association Bienfaisante des Chauffeurs Municipaux de Montréal" a adopté, au cours du mois de novembre 1951, à une assemblée générale de ses membres, une résolution décrétant sa mise en liquidation volontaire en conformité des dispositions de l'article 276 de la Loi des assurances de Québec (chapitre 299, S.R. 1941), et qu'en conséquence les permis et certificat d'enregistrement de ladite société sont annulés conformément aux dispositions de l'article 123 de ladite loi.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 10 juin 1953.

Pour le Ministre des finances de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
35034-24-2-o Surintendant des assurances.

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENSE AND
CERTIFICATE OF REGISTRY

Notice is hereby given that "Association Bienfaisante des Chauffeurs Municipaux de Montréal" has adopted at a special general meeting of its members held during the month of November 1951, a resolution providing for its voluntary liquidation, pursuant to the provisions of section 276 of the Quebec Insurance Act (Chapter 299 R.S. 1941), and that consequently the license and certificate of registry of the said society are cancelled pursuant to the provisions of section 123 of the said Act.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, this 10th day of June 1953.

For the Minister of Finance of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
35034-24-2-o Suprintendent of Insurance.

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT
D'ENREGISTREMENT

Avis est par les présentes donné que "l'Association de Secours Mutuels des Gardes-Malades diplômés de l'Hopital de la Miséricorde", a adopté à une assemblée générale spéciale de ses membres, tenue le 27 mai 1953, une résolution décrétant sa mise en liquidation volontaire en conformité des dispositions de l'article 276 de la Loi des assurances de Québec (chapitre 299, S.R. 1941), et qu'en conséquence les permis et certificat d'enregistrement de ladite société sont annulés conformément aux dispositions de l'article 123 de ladite loi.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 10 juin 1953.

Pour le Ministre des finances de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
35034-24-2-o Surintendant des assurances.

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENSE AND
CERTIFICATE OF REGISTRY

Notice is hereby given that "Association de Secours Mutuels des Gardes-Malades diplômées de l'Hôpital de la Miséricorde" has adopted at a special general meeting of its members held on the 27th of May 1953, a resolution providing for its voluntary liquidation, pursuant to the provisions of section 276 of the Quebec Insurance Act (Chapter 299 R.S. 1941), and that consequently the license and certificate of registry of the said society are cancelled pursuant to the provisions of section 123 of the said Act.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, this 10th day of June 1953.

For the Minister of Finance of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
35034-24-2-o Superintendent of Insurance.

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT
D'ENREGISTREMENT

Avis est par les présentes donné que la "Mutuelle des Cuisiniers et Pâtisiers Professionnels," a adopté à une assemblée générale spéciale de ses membres, tenue le 8 avril 1953, une résolution décrétant sa mise en liquidation volontaire en conformité des dispositions de l'article 276 de la Loi des assurances de Québec (chapitre 299, S.R. 1941), et qu'en conséquence les permis et certificat d'enregistrement de ladite société sont annulés conformément aux dispositions de l'article 123 de ladite loi.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 29 mai 1953.

Pour le Ministre des finances de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
35034-24-2-o Surintendant des Assurances.

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENSE AND
CERTIFICATE OF REGISTRY

Notice is hereby given that "Mutuelle des Cuisiniers et Pâtisiers Professionnels" has adopted at a special general meeting of its members held on the 8th of April 1953, a resolution providing for its voluntary liquidation, pursuant to the provisions of section 276 of the Quebec Insurance Act (Chapter 299 R.S. 1941), and that consequently the license and certificate of registry of the said society are cancelled pursuant to the provisions of section 123 of the said Act.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, this 29th day of May 1953.

For the Minister of Finance of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
35034-24-2-o Superintendent of Insurance.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT
D'ENREGISTREMENT

Avis est donné, par les présentes, que "The Great Eastern Insurance Company", enregistrée sous le numéro 539, a obtenu le permis et certificat d'enregistrement numéro 979 qui l'autorise, à compter du 12 mai 1953, à effectuer dans la Province des contrats relatifs aux genres d'assurance suivants: Incendie et accessoirement, agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef, déféctuosité d'extincteurs automatiques, explosion limitée ou inhérente, fuite d'eau, grêle restreinte, intempéries ouragan, tremblement de terre.

Le siège social de la compagnie est situé dans la cité de Montréal, Province de Québec, Chambre 1220, Édifice Sun Life, Carré Dominion, Montréal.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 12 mai 1953.

Pour le Ministre des finances de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
35034-24-2-o Surintendant des assurances.

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE
OF REGISTRATION

Notice is hereby given that "The Great Eastern Insurance Company", registered under number 539, has obtained the license and certificate of registry number 979 authorizing it, as from the 12th of May 1953 to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: fire and supplementary thereto, civil commotion, earthquake, falling aircraft, impact by vehicles, limited hail, limited or inherent explosion, spinkler leakage, water damage, weather, windstorm.

The head office of the company is situate at Montreal, Province of Quebec, Room 1220, Sun Life Building, Dominion Square, Montreal.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 12th of May 1953.

For the Minister of Finance of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
35034-24-2-o Superintendent of Insurance.

Nominations

Appointments

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la province, au nom de Sa Majesté, les personnes dont les noms suivent:

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by Letters Patent under the Great Seal of the Province, in the name of Her Majesty, the persons whose names follow:

Québec, le 16 avril 1953.

M. Louis Glazer, avocat pratiquant comme tel dans la cité de Montréal, membre du Barreau de la province: conseil en loi de la Reine.

Quebec, April 16, 1953.

Mr. Louis Glazer, advocate, practising as such in the city of Montreal, member of the Bar of the Province; Queen's Counsel.

Québec, le 30 avril 1953.

M. George V. V. Nicholls, avocat, membre du Barreau de la province, et pratiquant comme tel dans la cité de Montréal: conseil en loi de la Reine.

Quebec, April 30, 1953.

Mr. George V. V. Nicholls, advocate, member of the Bar of the Province, and practising as such in the city of Montreal: Queen's Counsel.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

His Honour the Lieutenant-Governor, with the advice and consent of the Executive Council, and by commission, has been pleased to make the following appointments:

Québec, le 5 mars 1953.

MM. J.-P.-E. Paquin, employé au Ministère de la Colonisation, 3962, Parc Lafontaine, et Johnny Brisandi, inspecteur des bâtiments, Ministère du Travail, 1007, rue St-André, tous deux de Montréal: juges de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires, Statuts refondus, 1941, chapitre 15.

Quebec, March 5, 1953.

Messrs. J. P. E. Paquin, employee of Department of Colonization, 3962, Parc Lafontaine and Johnny Brisandi, inspector of buildings, Department of Labour, 1007, St. André Street, both of Montreal: Justices of the Peace, for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montréal, pursuant to the provisions of Section 358 of the Courts of Justice Act, Revised Statutes, 1941, chapter 15.

Québec, le 19 mars 1953.

MM. Charles E. O'Donnell, gérant de la compagnie d'assurance London Life, à Sherbrooke, 755, rue Victoria, Fernando Bélanger, agent d'immeubles, 1571, rue Durham, tous deux de Sherbrooke: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de St-François: Maurice Pépin, ingénieur professionnel, gérant général de Abias Pépin Limitée, 155, rue St-Charles, ouest, Longueuil, et André Ruel, 7962, rue Berri, Montréal: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, et W. P. Lang, garde-chasse, de West Shefford: juge de paix avec juridiction sur les districts judiciaires de St-François et de Bedford: — Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires, Statuts refondus, 1941 chapitre 15.

Quebec, March 19, 1953.

Messrs. Charles E. O'Donnell, manager of the London Life Insurance Company, at Sherbrooke, 755, Victoria Street, Fernando Bélanger, real estate agent, 1571, Durham Street, both of Sherbrooke: Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of St. Francis; Maurice Pépin, professional engineer, general manager of Abias Pépin Limitée, 155, St. Charles Street, West, Longueuil, and André Ruel, 7962, Berri Street, Montreal: Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal, and W. P. Lang, game-warden, of West Shefford: Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial districts of St. Francis and Bedford: — The Justices of the Peace mentioned in this paragraph are appointed for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of Section 358 of the Courts of Justice Act, Revised Statutes, 1941, chapter 15.

Québec, le 26 mars 1953.

MM. Jean Dolbec, C.A., 16, rue St-Joseph Québec: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec: Jacques Carrier, agronome, de Chicoutimi: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Chicoutimi: J.-Léo Gagnon, marchand à Val d'Or: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Abitibi, et Jean-Baptiste Duperré, secrétaire et inspecteur du Comité paritaire du commerce de Roberval: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Roberval: — Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires, Statuts refondus, 1941, chapitre 15.

Quebec, March 26, 1953.

Messrs. Jean Dolbec, C.A., 16, St. Joseph Street, Quebec: Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec; Jacques Carrier, agronomist, of Chicoutimi: Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Chicoutimi; J.-Léo Gagnon, merchant of Val d'Or: Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Abitibi, and Jean-Baptiste Duperré, secretary and inspector of the Trade Parity Committee of Roberval: Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Roberval: — The justices of the peace mentioned in this paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of Section 358 of the Courts of Justice Act, Revised Statutes, 1941, chapter 15.

M. Joseph Boies, de St-Urbain: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Saguenay.

Mr. Joseph Boies, of St. Urbain: Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Saguenay.

M. Nectaire Cyr, de Cap-aux-Meules, Îles-de-la-Madeleine: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Gaspé.

Mr. Nectaire Cyr, of Cap-aux-Meules, Magdalen Islands: Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Gaspé.

MM. Anatole Fleury et Lorenzo Simard, de St-Cœur de Marie: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Roberval.

Messrs. Anatole Fleury et Lorenzo Simard, of St. Cœur de Marie: Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Roberval.

M. William Arthur Heslop, gérant du poste de la Compagnie de la Baie d'Hudson à Fort

Mr. William Arthur Heslop, manager, Hudson's Bay Company, Post at Fort Chimo: ap-

Chimo: nommé concurremment avec les autres personnes qui sont ou pourront dans la suite être nommées, coroner et juge de paix ayant les pouvoirs de deux juges de paix, tel que prévu aux articles 22 et 27 de la Loi de la division territoriale (Statuts refondus, 1941, chapitre 3) et 360 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15), pour les territoires d'Abitibi, d'Ashuanipi, de Mistassini et du Nouveau-Québec.

MM. Joseph Labrie, commis, de Shelter Bay, Eugène Collard, pêcheur, de La Romaine, Philippe Michaud, journalier, de Pointe Lebel, Albert Bouchard, commerçant, de Ragueneau, et Albert Côté, secrétaire-trésorier de la Commission scolaire de Pointe-aux-Outardes: juges de paix conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15), avec juridiction sur le district judiciaire de Saguenay, telle juridiction, cependant, devant être restreinte à la réception des serments, à la réception des plaintes, à l'émission des mandats d'arrestation, des mandats de recherches, de sommations, de subpoenas et de mandats de dépôt, ainsi qu'à la présidence aux comparutions, à l'ajournement des causes, à l'audition des demandes de mise en liberté provisoire, à la fixation et à la réception des cautionnements, soit seul lorsque la loi le permet, soit de concert avec un autre juge de paix lorsque la loi donne juridiction à deux juges de paix.

Québec, le 2 avril 1953.

M. Cyrice Blanchet: inspecteur d'écoles pour le district urbain numéro 15, à compter du 1er avril 1953.

MM. Léopold Beausoleil, 305, rue St-Jacques, St-Vincent-de-Paul: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, et Denis Dumais, co-proprétaire de Dumais Limitée, 2220, avenue Brûlart, Sillery: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec: tous deux aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires, Statuts refondus, 1941, chapitre 15.

M. J.-O. Pronovost, de Lac-aux-Sables, comté de Portneuf: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec.

M. Armand Boissinot, comptable, des Sept-Îles: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Saguenay.

M. Léon Jones, de Lourdes-de-Blanc-Sablou, comté de Saguenay: commissaire *per dedimus potestatem*.

Québec, le 7 mai 1953.

M. Raymond Gagné, de Rimouski: registra-
teur de la division d'enregistrement de Rimouski
et commissaire *per dedimus potestatem*.

Québec, le 13 mai 1953.

M. Claude-Edouard Héту, avocat, de la cité de Joliette: juge municipal de la cité de Joliette, avec les juridictions, attributions, droits, prérogatives, devoirs et pouvoirs attachés à cette fonction et pour agir comme recorder en ce qui concerne les juridictions attribuées à un recorder par les lois du Parlement du Canada, selon l'article 4 de la loi 1-2, Elizabeth II, chapitre 52.

M. Louis-René Lagacé, avocat et conseil en loi de la Reine, de la cité de Chicoutimi: juge des sessions, avec résidence dans la cité de Chicoutimi, à compter du 1er juin 1953.

M. J.-Edgard Tremblay, avocat, résidant à Naudville et pratiquant à Saint-Joseph d'Alma: juge municipal de la ville d'Isle Maligne, avec

pointed jointly with other persons who have been or may be appointed subsequently, coroner and justice of the peace having the powers of two justices of the peace, pursuant to Sections 22 and 27 of the Territorial Division Act (Revised Statutes, 1941, chapter 3) and 360 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1941, chapter 15), for the territories of Abitibi, Ashuanipi, Mistassini and New Quebec.

Messrs. Joseph Labrie, clerk, of Shelter Bay, Eugène Collard, fisherman, of the Romaine, Philippe Michaud, labourer, of Pointe Lebel, Albert Bouchard, merchant, of Ragueneau, and Albert Côté, secretary-treasurer of the School Commission of Pointe-aux-Outardes: Justices of the Peace, pursuant to the provisions of Section 358 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1941, chapter 15), with jurisdiction over the judicial district of Saguenay, such jurisdiction, however, to be restricted to the administering of oaths, receiving of complaints, issuing of arrest and search warrants, writs of summons, subpoenas and warrants of custody as well as presiding over appearances, adjournment of cases, the hearing of pleas for release on bail, the fixing and receiving of bail, either alone if the Law permits, or jointly with another justice of the peace when the Law provides jurisdiction to two justices of the peace.

Quebec, April 2, 1953.

Mr. Cyrice Blanchet: school inspector for the urban district number 15, from and after the first day of April, 1953.

Messrs. Léopold Beausoleil, 305, St. James Street, St. Vincent of Paul: Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial District of Montreal, and Denis Dumais, co-proprietor of Dumais Limitée, 2220 Brulart Avenue, Sillery: Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec: both for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of Section 358 of the Courts of Justice Act, Revised Statutes, 1941, chapter 15.

Mr. J.-O. Pronovost, of Lac-aux-Sables, County of Portneuf: Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec.

Mr. Armand Boissinot, accountant, of Seven-Islands: Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Saguenay.

Mr. Léon Jones, of Lourdes-de-Blanc-Sablou, county of Saguenay: Commissioner *per dedimus potestatem*.

Quebec, May 7, 1953.

Mr. Raymond Gagné, of Rimouski: Registrar for the registry division of Rimouski and Commissioner *per dedimus potestatem*.

Quebec, May 13, 1953.

Mr. Claude-Edouard Héту, advocate, of the city of Joliette: Municipal Judge for the City of Joliette, with jurisdictions, attributions, rights, prerogatives, duties and powers attached thereto, and to act as recorder with respect to the jurisdictions attributed to a recorder under the acts by the Parliament of Canada, in accordance with Section 4, Act 1-2, Elizabeth II, chapter 52.

Mr. Louis-René Lagacé, advocate and Queen's Counsel of the city of Chicoutimi: Judge of the Court of Sessions of the Peace, with residence in the city of Chicoutimi, as from June 1st, 1953.

Mr. J.-Edgard Tremblay, advocate, residing at Naudville and practising at Saint-Joseph d'Alma: Municipal Judge of the town of Isle

les juridictions, attributions, droits, prérogatives, devoirs et pouvoirs attachés à cette fonction et pour agir comme recorder en ce qui concerne les juridictions attribuées à un recorder par les lois du Parlement du Canada, selon l'article 4 de la loi 1-2, Elizabeth II, chapitre 52.
34991-0

Maligne, with the jurisdictions, attributions, rights, prerogatives, duties and powers attached thereto and to act as recorder with respect to the jurisdictions attributed to a recorder under the acts by the Parliament of Canada, in accordance with Section 4, Act 1-2 Elizabeth II, chapter 52.

Sièges sociaux

Canada, province de Québec, district de Trois-Rivières

AVIS DE SIÈGE SOCIAL

Avis est par les présentes donné que la compagnie "La Société d'Habitation Jacques Buteux Ltée", incorporée par lettres patentes en date du 14 avril 1953, a établi son siège social à 936, rue Notre-Dame, Trois-Rivières, P.Q.

Trois-Rivières, ce 27 mai 1953.

Le Secrétaire,
34996-0 ROGER LAROCQUE.

Province de Québec — District de Montréal

AVIS DE SITUATION DE SIÈGE SOCIAL

Avis est donné que la Compagnie "Robert Dufault Ltée." — "Robert Dufault Ltd.", constituée en corporation en date du 29 avril 1953, et ayant sa principale place d'affaires à Montréal, a établi son bureau au numéro 284 de la rue Ste-Catherine Est à Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Montréal ce 30ième jour de Mai 1953.

34997-0 ROBERT DUFAULT.

Avis est donné que la compagnie "Transatlantic Mineral & Ore Limited," constituée en corporation par lettres patentes datées du 30ième jour de décembre 1952, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau à chambre 301, 901 Carré Victoria.

Le Secrétaire-trésorier,
34998 FRANK PANOFSKY.

GLEN EMMA SALMON CLUB INC.

Avis est donné que la compagnie "Glen Emma Salmon Club Inc." constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du treizième jour de février, 1953, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au 14ième étage, édifice Sun Life, carré Dominion, Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 8ième jour de juin 1953.

GLEN EMMA SALMON CLUB INC.
Le Président,
35029-0 FRED L. ALLEN.

Head Offices

Canada, Province of Quebec, district of Trois-Rivières.

NOTICE OF HEAD OFFICE

Notice is hereby given that the company "La Société d'Habitation Jacques Buteux Ltée", incorporated by letters patent dated April 14, 1953, has established its head office at 936 Notre-Dame St., Trois-Rivières, P.Q.

Trois-Rivières, May 27, 1953.

34996 ROGER LAROCQUE,
Secretary.

Province of Quebec — District of Montreal

NOTICE OF LOCATION OF HEAD OFFICE

Notice is given that the company "Robert Dufault Ltée." — "Robert Dufault Ltd.", incorporated on April 29, 1953, and having its principal place of business at Montreal, has established its office at number 284 St. Catherine Street East, at Montreal.

As from the date of said notice, the said office is considered by the Company as being its head office.

Montreal, this 30th of May 1953.

34997 ROBERT DUFAULT.

Notice is hereby given that Transatlantic Mineral & Ore Limited, incorporated by letters patent on the 30th day of December, 1952, and having its head office in Montreal, has established its office at Room 301, 901 Victoria Square.

34998-0 FRANZ PANOFSKY,
Secretary-Treasurer.

GLEN EMMA SALMON CLUB INC.

Notice is hereby given that "Glen Emma Salmon Club Inc." incorporated by letters patent under part III of the Quebec Companies' Act, on the 13th day of February, 1953, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at the 14th floor, Sun Life Building, Dominion Square, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 8th day of June, 1953.

GLEN EMMA SALMON CLUB INC.
FRED L. ALLEN,
35029-0 President.

Soumissions

Tenders

Province de Québec

Province of Quebec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE BROMPTONVILLE (Comté de Richmond)

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE TOWN OF BROMPTONVILLE (County of Richmond)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé, Aimé Benoit, secrétaire-trésorier, rue St-Joseph, B.P. 69, Bromptonville, Cté Richmond, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 29 juin 1953, pour l'achat de \$300,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Bromptonville, Cté Richmond, datées du 1er juin 1953 et remboursables par séries du 1er juin 1954 au 1er juin 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Aimi Benoit, Secretary-Treasurer, St-Joseph Street, P.O.B. 69, Bromptonville, Cty Richmond, until 8 o'clock p.m., Monday, June 29, 1953, for the purchase of an issue of \$300,000 of bonds of the School Commissioners for the municipality of the town of Bromptonville, Cty Richmond dated June 1st, 1953 and redeemable serially from June 1st, 1954 to June 1st, 1973 inclusively, with interest at a rate not to be less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement—\$300,000—20 ans.

Table of redemption—\$300,000—20 years.

Année	Capital
1er juin 1954	x\$34,500.00
1er juin 1955	x 36,000.00
1er juin 1956	x 38,000.00
1er juin 1957	x 40,000.00
1er juin 1958	x 41,500.00
1er juin 1959	5,000.00
1er juin 1960	5,500.00
1er juin 1961	5,500.00
1er juin 1962	6,000.00
1er juin 1963	6,000.00
1er juin 1964	6,500.00
1er juin 1965	7,000.00
1er juin 1966	7,000.00
1er juin 1967	7,500.00
1er juin 1968	8,000.00
1er juin 1969	8,500.00
1er juin 1970	9,000.00
1er juin 1971	9,000.00
1er juin 1972	9,500.00
1er juin 1973	10,000.00

Year	Capital
June 1st, 1954	x\$34,500.00
June 1st, 1955	x 36,000.00
June 1st, 1956	x 38,000.00
June 1st, 1957	x 40,000.00
June 1st, 1958	x 41,500.00
June 1st, 1959	5,000.00
June 1st, 1960	5,500.00
June 1st, 1961	5,500.00
June 1st, 1962	6,000.00
June 1st, 1963	6,000.00
June 1st, 1964	6,500.00
June 1st, 1965	7,000.00
June 1st, 1966	7,000.00
June 1st, 1967	7,500.00
June 1st, 1968	8,000.00
June 1st, 1969	8,500.00
June 1st, 1970	9,000.00
June 1st, 1971	9,000.00
June 1st, 1972	9,500.00
June 1st, 1973	10,000.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$193,125, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de \$38,625 chacun, de 1954 à 1958 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$193,125, granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of \$38,625 each, from 1954 to 1958 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Bromptonville, Cté Richmond.

The successful tenderer agrees to pay the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque, payable at par at Bromptonville, Cty. Richmond.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, Québec ou Bromptonville, Cté Richmond.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or at Bromptonville, Cty. Richmond.

Les dites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date: however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 29 juin 1953, à 8 heures p.m., à l'Hôtel de Ville de Bromptonville, Cté Richmond.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Bromptonville, (Comté de Richmond), ce 8 juin 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
AIMÉ BENOIT.

Rue St-Joseph, B.P. 69, Bromptonville,
Cté Richmond), P.Q. 35012-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA CITÉ DE ST-JÉRÔME
(Comté de Terrebonne)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Cléophas Viau, secrétaire-trésorier, 280 rue Labelle ou 424 rue St-Georges, St-Jérôme, Cté Terrebonne, jusqu'à 8 heures p.m., jeudi, le 2 juillet 1953, pour l'achat de \$210,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de St-Jérôme, Cté Terrebonne, datées du 1er juillet 1953 et remboursables par séries du 1er juillet 1954 au 1er juillet 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$210,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1954.....	x \$14,000
1er juillet 1955.....	x 15,000
1er juillet 1956.....	x 15,500
1er juillet 1957.....	x 16,000
1er juillet 1958.....	x 17,000
1er juillet 1959.....	x 17,500
1er juillet 1960.....	x 18,000
1er juillet 1961.....	x 19,000
1er juillet 1962.....	5,000
1er juillet 1963.....	5,500
1er juillet 1964.....	5,500
1er juillet 1965.....	5,500
1er juillet 1966.....	6,000
1er juillet 1967.....	6,000
1er juillet 1968.....	6,500
1er juillet 1969.....	7,000
1er juillet 1970.....	7,000
1er juillet 1971.....	7,500
1er juillet 1972.....	8,000
1er juillet 1973.....	8,500

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$111,254, accordé par le Secrétaire de la province et payable en huit versements de \$13,906.75 chacun, de 1954 à 1961 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Jérôme, Cté Terrebonne.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionnée dans la procédure, à Montréal, à Québec ou à St-Jérôme, Cté Terrebonne.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, June 29, 1953, at 9 o'clock p.m., at the Town Hall of Bromptonville, County of Richmond.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Bromptonville, (County of Richmond), June 8, 1953.

AIMÉ BENOIT,
Secretary-Treasurer.

St. Joseph Street, P.O.B. 69, Bromptonville,
(Cté Richmond), P.Q. 35012

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE CITY OF ST-JÉRÔME
(County of Terrebonne)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Cléophas Viau, Secretary-Treasurer, 280 Labelle Street, or 424 St-Georges Street, St-Jérôme, Cty., Terrebonne, until 8 o'clock p.m., July 2, 1953, for the purchase of an issue of \$210,000 of bonds of the School Commissioners for the municipality of the City of St-Jérôme, Terrebonne dated July 1st, 1953 and redeemable serially from July 1st, 1954, to July 1st, 1973 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$210,000 — 20 years

Year	Capitals
July 1st, 1954.....	x \$14,000
July 1st, 1955.....	x 15,000
July 1st, 1956.....	x 15,500
July 1st, 1957.....	x 16,000
July 1st, 1958.....	x 17,000
July 1st, 1959.....	x 17,500
July 1st, 1960.....	x 18,000
July 1st, 1961.....	x 19,000
July 1st, 1962.....	5,000
July 1st, 1963.....	5,500
July 1st, 1964.....	5,500
July 1st, 1965.....	5,500
July 1st, 1966.....	6,000
July 1st, 1967.....	6,000
July 1st, 1968.....	6,500
July 1st, 1969.....	7,000
July 1st, 1970.....	7,000
July 1st, 1971.....	7,500
July 1st, 1972.....	8,000
July 1st, 1973.....	8,500

The letters "X" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$111,254, granted by the Provincial Secretary and payable in eight instalments of \$13,906.75 each, from 1954 to 1961 inclusively, shall be received and applied to the service of said loan.

The successful tenderer agrees to pay the bonds, capital and accrued interest, if any by certified cheque, payable at par at St-Jérôme, Cty. Terrebonne.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or at St-Jérôme, Cty. Terrebonne.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur divraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue jeudi, le 2 juillet 1953, à 8 heures p.m., à l'Hôtel de Ville, 280, rue Labelle, St-Jérôme, Cté Terrebonne.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Jérôme, (Comté de Terrebonne), ce 6 juin 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
CLÉOPHAS VIAU.

280, rue Labelle ou
424, rue St-Georges,
St-Jérôme, (Cté Terrebonne), P.Q. 35013-0

Province de Québec

VILLE DE COATICOOK
(Comté de Stanstead)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Romuald Dumont, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, C.P. 150, 100 rue Child, Coaticook (Stanstead) jusqu'à 7 heures 30, p.m., lundi le 29 juin 1953, pour l'achat de \$133,500 d'obligations de la ville de Coaticook, comté de Stanstead, datées du 1er juillet 1953 et remboursables par séries du 1er juillet 1954 au 1er juillet 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$133,500.00 — 20 ans.

Année	Capital
1er juillet 1954.	\$3,000.00
1er juillet 1955.	4,000.00
1er juillet 1956.	4,000.00
1er juillet 1957.	4,000.00
1er juillet 1958.	6,000.00
1er juillet 1959.	6,000.00
1er juillet 1960.	6,000.00
1er juillet 1961.	6,500.00
1er juillet 1962.	8,000.00
1er juillet 1963.	8,000.00
1er juillet 1964.	8,000.00
1er juillet 1965.	8,000.00
1er juillet 1966.	9,000.00
1er juillet 1967.	9,000.00
1er juillet 1968.	10,000.00
1er juillet 1969.	6,000.00
1er juillet 1970.	7,000.00
1er juillet 1971.	7,000.00
1er juillet 1972.	7,000.00
1er juillet 1973.	7,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Coaticook, Cté Stanstead.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941 subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Thursday July 2, 1953, at 8 o'clock p.m., at the city Hall, 280 Labelle Street, St-Jérôme, Cty. Terrebonne.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Jérôme, (County of Terrebonne) June 6, 1953.

CLÉOPHAS VIAU,
Secretary-Treasurer.

280 Labelle Street, or
424, St-Georges Street,
St-Jérôme, (Cty. Terrebonne), P.Q. 35013

Province of Quebec

TOWN OF COATICOOK
(County of Stanstead)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Romuald Dumont, secretary, Town Hall, B.O.P. 150, 100 Child Street, Coaticook, until 7.30 o'clock p.m., Monday, June 29, 1953, for the purchase of an issue of \$133,500 of bonds of the Town of Coaticook, County of Stanstead dated July 1st, 1953 and redeemable serially from July 1st, 1954 to July 1st 1973 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$133,500.00 — 20 years

Year	Capital
July 1st, 1954.	\$3,000.00
July 1st, 1955.	4,000.00
July 1st, 1956.	4,000.00
July 1st, 1957.	4,000.00
July 1st, 1958.	6,000.00
July 1st, 1959.	6,000.00
July 1st, 1960.	6,000.00
July 1st, 1961.	6,500.00
July 1st, 1962.	8,000.00
July 1st, 1963.	8,000.00
July 1st, 1964.	8,000.00
July 1st, 1965.	8,000.00
July 1st, 1966.	9,000.00
July 1st, 1967.	9,000.00
July 1st, 1968.	10,000.00
July 1st, 1969.	6,000.00
July 1st, 1970.	7,000.00
July 1st, 1971.	7,000.00
July 1st, 1972.	7,000.00
July 1st, 1973.	7,000.00

The successful tenderer agrees to pay the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque, at par, at Coaticook, county of Stanstead.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Québec ou à Coaticook, comté de Stanstead.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, lundi, le 29 juin 1953, à 7 heures 30, p.m., à l'Hôtel de Ville, 100 rue Child, Coaticook, comté de Stanstead.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la haute ni aucune des soumissions.

Coaticook, (Comté de Stanstead), ce 10 juin 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
ROMUALD DUMONT.

Hôtel de Ville, C.P. 150,
100, rue Child, Coaticook,
(Cté Stanstead), P.Q. 35032-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA
MUNICIPALITÉ DE LA CITÉ DE LACHINE
(Comté de Jacques-Cartier)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Albert St-Denis, secrétaire-trésorier, 110, 15ème avenue, Lachine, Cté Jacques-Cartier, jusqu'à 8 heures 30, p.m., lundi, le 29 juin 1953, pour l'achat de \$175,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Lachine (Jacques-Cartier) datées du 1er juin 1953 et remboursables par séries du 1er juin 1954 au 1er juin 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$175,000—20 ans.

Année	Capital
1er juin 1954	x\$17,000.00
1er juin 1955	x 18,000.00
1er juin 1956	x 19,000.00
1er juin 1957	x 20,000.00
1er juin 1958	x 21,000.00
1er juin 1959	3,500.00
1er juin 1960	4,000.00
1er juin 1961	4,000.00
1er juin 1962	4,500.00
1er juin 1963	4,500.00
1er juin 1964	4,500.00
1er juin 1965	5,000.00
1er juin 1966	5,000.00
1er juin 1967	5,500.00
1er juin 1968	5,500.00
1er juin 1969	6,000.00
1er juin 1970	6,500.00
1er juin 1971	7,000.00

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or at Coaticook, county of Stanstead.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Monday, June 29, 1953, at 7.30 o'clock p.m., at the Town Hall, 100 Child Street, Coaticook, county of Stanstead.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Coaticook (County of Stanstead) June 10th, 1953.

ROMUALD DUMONT,
Secretary-Treasurer.

Town Hall B.O.P. 150,
100 Child Street, Coaticook,
(Cty. Stanstead), P.Q. 35032

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE
MUNICIPALITY OF THE CITY OF LACHINE
(County of Jacques-Cartier)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Albert St-Denis, secretary-treasurer, 110, 15th Avenue, Lachine, cté Jacques-Cartier, until 8.30 o'clock p.m., Monday, June 29, 1953, for the purchase of an issue of \$175,000 of bonds of the School Commissioners for the municipality of the city of Lachine, Cty Jacques-Cartier, dated June 1st, 1953 and redeemable serially from June 1st 1954 to June 1st, 1973 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$175,000 — 20 years

Year	Capital
June 1st, 1954	x\$17,000.00
June 1st, 1955	x 18,000.00
June 1st, 1956	x 19,000.00
June 1st, 1957	x 20,000.00
June 1st, 1958	x 21,000.00
June 1st, 1959	3,500.00
June 1st, 1960	4,000.00
June 1st, 1961	4,000.00
June 1st, 1962	4,500.00
June 1st, 1963	4,500.00
June 1st, 1964	4,500.00
June 1st, 1965	5,000.00
June 1st, 1966	5,000.00
June 1st, 1967	5,500.00
June 1st, 1968	5,500.00
June 1st, 1969	6,000.00
June 1st, 1970	6,500.00
June 1st, 1971	7,000.00

1er juin 1972	7,000.00	June 1st, 1972	7,000.00
1er juin 1973	7,500.00	June 1st, 1973	7,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$90,834.90, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de \$18,166.98 chacun, de 1954 à 1958 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Lachine, Cté Jacques-Cartier.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec, ou à Lachine, Cté Jacques-Cartier.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 29 juin 1953, à 8 heures 30, p.m., au bureau du secrétaire-trésorier, 110, 15ème avenue, Lachine, Cté Jacques-Cartier.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lachine, (Comté de Jacques-Cartier), ce 11 juin 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
ALBERT ST'DENIS.

110, 15ème avenue, Lachine,
(Cté Jacques-Cartier), P.Q. 35035-0

The letters x indicate the years during which annual payments of a total amount of \$90,834.90, granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of \$18,166.98 each, from 1954 to 1958 inclusively, shall be received and applied to the service of said loan.

The successful tenderer agrees to pay the bonds, capital and accrued interest, if any, at par, at Lachine, Cty. Jacques-Cartier.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Lachine, Cty. Jacques-Cartier.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Québec, 1941 subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, June 29, 1953, at 8.30 o'clock p.m., at the office of the Secretary-Treasurer, 110, 15th Avenue, Lachine, Cty. Jacques-Cartier.

The School Commissioners do not bind themselves, to accept the highest or any of the tenders.

Lachine (County of Jacques-Cartier) June 11, 1953.

ALBERT ST'DENIS,
Secretary-Treasurer.

110, 15th Avenue, Lachine,
(Cty. Jacques-Cartier) P.Q. 35035

Ventes — Loi de faillite

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 107/1952, "En faillite". Dans l'affaire de la faillite de J.-A. Duranceau Jr., Montréal, P.Q., débiteur et Claude Perras, Syndic.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que les immeubles suivants, savoir:

Désignation: 1° Des lots de terre connus et désignés sous le numéros sept, huit et neuf de la subdivision officielle dudit lot originaire numéro deux cent trente-six sur le plan et dans le livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault au Récollet.

Avec toutes bâtisses y érigées notamment un garage;

Tel que le tout se trouve présentement sans exception ni réserve avec toutes servitudes et droits quelconques se rattachant audit emplacement, notamment: Sujet à la servitude de passage affectant partie desdits lots numéros sept et dix-huit de la subdivision officielle dudit lot originaire numéro deux cent trente-six en faveur des lots connus et désignés sous les numéros cinq et six de la subdivision officielle dudit lot originaire numéro deux cent trente-six ainsi que telle servitude a été créée et deux actes de vente

Sales — Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, "Sitting in bankruptcy" No. 107/1952. In the matter of: J. A. Duranceau, Jr. Montreal, P.Q. debtor and Claude Perras, Trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immoveables, to wit:

Désignation: 1. Lots of land known and designated under numbers seven, eight, and nine of the official subdivision of original lot number two hundred and thirty-six on the official plan and in the book of reference of the Parish of Sault au Récollet.

With all the buildings thereon erected, especially a garage:

As the whole actually subsists, without exception nor reserve with all the servitudes and whatsoever rights which may be attached to the said emplacement, especially: Subject to the right of way affecting part of the said lots numbers seven and eighteen of the official subdivision of the original lot number two hundred and thirty-six in favor of lots known and designated under numbers five and six of the official subdivision of the said original lot number two hundred and thirty-six as well as the servitude which was

reçus par le notaire Albert R. Champagne, le treizième jour de mars Mil neuf cent cinquante, l'un sous le numéro 8716 de ses minutes et enregistré sous le n° 828325, l'autre sous le numéro 8717 de ses minutes et enregistré sous le N° 828324;

2° Des lots de terre connus et désignés sous les numéros Dix-huit et Dix-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro Deux cent trente-six (236-18 et 19) sur le plan et dans le livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, dont il faut distraire la partie qui en a été expropriée suivant jugement rendu par l'hon. Juge Coderre, le dix-huit décembre mil neuf cent vingt-neuf dans une cause portant le numéro cinq cent soixante-dix-neuf des dossiers de la Cour Supérieure de la Province de Québec pour le district de Montréal, lequel jugement a été enregistré au bureau pour la division de Montréal, sous le numéro 241308.

Seront vendus, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, pour le district de Montréal, (En faillite) rendu le 1er avril 1953, à l'enchère publique suivant la loi, pour ladite vente avoir l'effet du décret forcé au terme du code de procédures civiles, au bureau du shérif du District de Montréal, Palais de Justice, Montréal, JEUDI le 30 JUILLET 1953, à ONZE heures de l'avant-midi.

Conditions: COMPTANT.

En plus du prix d'achat, l'acquéreur devra payer les droits du gouvernement de 2½% conformément à la loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Daté à Montréal, ce 5e jour de juin 1953.

Le Syndic,

CLAUDE PERRAS.

Bureau de:

Perras & Perras, Syndics,

4, Notre-Dame est, Montréal, P.Q.

35006-24-2-0

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure (en matière de faillite), dans l'affaire de la faillite de: Louis-Philippe Dufour, Industriel et fermier, La Malbaie, Co. Charlevoix, Qué. Failli.

VENTE A L'ENCAN

Avis est par les présentes donné que: JEUDI, le SEIZE JUILLET 1953, à DEUX heures p.m. seront vendus par encan public, à la porte d'église de la paroisse de St-Étienne de la Malbaie, les immeubles de cette faillite comme suit:

Item A. *Residence privée:*

Un immeuble situé à la Malbaie occupé comme résidence privée avec toutes les bâtisses dessus construites, et dépendances, étant une partie du lot 580 au cadastre officiel pour la paroisse de la Malbaie, et délimité par les lettres e, g, o, k, i, e sur un plan préparé par Joseph Eugène Lapointe, arpenteur-géomètre, en date du 20 septembre 1941 et qui est annexé à un acte de vente par Madame Archibald Gray à M. Louis Philippe Dufour le 4 octobre 1941 et enregistré à la Malbaie, sous le N° 27734, tel que le tout a été acquis par M. Louis Philippe Dufour, aux termes de l'acte de vente ci-dessus et aussi antérieurement aux termes d'un acte de vente intervenu entre les mêmes parties, devant le même notaire le 30 juin 1939, enregistré à la Malbaie, sous le N° 26817, ensemble avec toutes les servitudes actives ou passives pouvant exister au bénéfice ou contre l'im-

created and the two Deeds of Sale received by notary Albert R. Champagne, the thirteenth day of March, nineteen hundred and fifty, one under Number 8716 of his Minutes and registered under No. 828325, the other under number 8717 of his Minutes and registered under No. 828324:

2. Lots of land known and designated under numbers eighteen and nineteen of the official subdivision of the original lot number two hundred and thirty-six (236-18 and 19) on the official plan and in the book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, from which is to be subtracted that part which was expropriated according to judgment rendered by the Hon. Judge Coderre, December eighteenth, nineteen hundred and twenty-nine in the case bearing number five hundred and seventy-nine in the files of the Superior Court of the Province of Quebec for the district of Montreal, which judgment was registered at office of the Montreal Division, under number 241308.

Shall be sold, by virtue of a judgment of the Superior Court, for the district of Montreal, (Sitting in Bankruptcy) rendered April 1st, 1953, at Public Auction, according to law, so that this sale shall have the effect of a sheriff's sale, according to the term of the Code of Civil Procedure, at the Sheriff's office of the District of Montreal, Court House, Montreal, THURSDAY, JULY, 30, 1953, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Conditions: CASH.

Over and above the purchase price, the purchaser shall pay the governmental rights of 2½% pursuant to the law.

For other information and list of charges, apply to the undersigned.

Dated at Montreal, this 5th day of June, 1953.

CLAUDE PERRAS,

Trustee.

Office of:

Perras & Perras, Trustee,

4, Notre-Dame East,

Montreal, P. Q.

35006-24-2

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court (Sitting in Bankruptcy). In the matter of: Louis-Philippe Dufour, Industrial and farmer, La Malbaie, Cty. Charlevoix, Que. Bankrupt:

AUCTION SALE

Notice is hereby given that: THURSDAY, JULY SIXTEENTH, 1953, at TWO o'clock, p.m., shall be sold, by public auction, at the door of the parish church of St-Étienne de la Malbaie, the immoveables of this bankruptcy, as follows:

Item A. *Private residence:*

An immoveable situate at La Malbaie, occupied as a private residence, with all the buildings thereon erected, and dependencies, being a part of lot 580 in the official cadastre of the parish of La Malbaie, the limits of which are marked by the letters e, g, o, k, i, e on a plan prepared by Joseph Eugène Lapointe, surveyor, bearing date the 20th day of September, 1941 and which is annexed to a deed of sale by Madame Archibald Gray to Mr. Louis Philippe Dufour, on October 4, 1941 and registered at La Malbaie, under No. 27734, as the whole was acquired by Mr. Louis Philippe Dufour, on the terms of the above deed of sale, and also previously to the terms of a deed of sale entered into between the same parties, before the same notary on June 30, 1939, registered at La Malbaie, under No. 26817, together with all the active or passive servitudes

meuble ci-dessus; à distraire toutefois toute la partie du lot 580-187 incluse dans la désignation ci-dessus et appartenant à M. Alcide Harvey pour l'avoir acquise par acte passé devant J. Rolland Warren, notaire, le 10 novembre 1941 et aussi aux termes d'un acte d'échange passé devant Benoît Warren notaire, le 7 mars 1940, ces deux actes intervenus entre M. Louis Philippe Dufour et M. Alcide Harvey.

Nonobstant la désignation ci-dessus, la ligne sud-ouest de l'immeuble doit être tracée depuis le point K apparaissant sur le plan de M. Joseph Eugène Lapointe, dans une direction approximative sud-est jusqu'à la limite extérieure nord-ouest du chemin privé conduisant à la résidence pour ensuite longer cette limite extérieure jusqu'au point nord du lot 580-177 et ensuite se confondre avec la limite nord-est de ce dernier lot et les limites nord-ouest du lot 580-184; une servitude réelle et perpétuelle de passage au bénéfice du lot 580 subdivisé et non subdivisé c'est-à-dire au bénéfice de tous les terrains se trouvant au sud de la route conduisant à la résidence, sera constituée comme affectant toute la partie de la route faisant front au nord-est aux lots 580-177 et 580-191 permettant d'utiliser cette route sur toute sa largeur comme chemin public pour ensuite se diriger vers le sud-ouest vers les fonds dominants.

Item B. Maison du fermier (2 logements):

Un immeuble situé à La Malbaie, en le comté de Charlevoix, avec maison à deux (2) logements dessus construits, étant le lot cent soixante-dix-sept de la subdivision officielle d'une partie du lot originaire cinq cent quatre-vingt (177-580) au cadastre officiel pour la paroisse de la Malbaie. (Ensemble avec un droit de passage pour communiquer depuis l'immeuble jusqu'à la route publique, lot 580-184) (Cet immeuble appartient à M. Louis-Philippe Dufour pour l'avoir acquis pour une plus grande étendue de dame J. Archibald Gray par acte devant Me. J. Rolland Warren, notaire, en date du 24 octobre 1947, enregistré sous le N° 31351.)

Item C. Arrondissement St-Philippe:

Certain lots vacants connus sous le nom de "Arrondissement St-Philippe" étant les lots 5, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 24, 26 et 28 de la subdivision officielle du lot originaire N° 577 au cadastre officiel pour la paroisse de La Malbaie, ensemble avec toutes les servitudes passives pouvant les affecter et toutes les servitudes actives pouvant exister en leur bénéfice et notamment un droit de passage dans un chemin privé permettant de communiquer depuis cet arrondissement jusqu'au chemin public: le lot 11-577 ci-dessus sera cependant vendu sous réserve d'une servitude de passage, à pieds ou en voiture de toute sorte, de passage de tuyaux d'aqueduc, d'égout, de ligne électrique et téléphonique, et généralement de tout ce qui peut être considéré comme une utilité publique, au bénéfice de tous les autres lots de l'arrondissement St-Philippe, c'est-à-dire de la subdivision du lot 577, affectant le lot ci-dessus. La servitude ci-dessus deviendra cependant nulle le jour où la Corporation municipale de La Malbaie ouvrira une rue pour desservir cet arrondissement.

Item D. Seigneurie: Plan A:

Partie se trouvant au nord-ouest du C.N.R. Une certaine étendue de terrain étant le lot 625 et une partie du lot 580 au cadastre officiel pour la paroisse de La Malbaie, bornée vers le nord-est par le Murray Bay Golf Club les chemins de fer nationaux et par les lots 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 591, 592,

which may exist to the benefit or against the above immovable; to subtract, however, all that part of lot 580-187 included in the designation hereinabove and belonging to Mr. Alcide Harvey by having acquired it by deed passed before J. Rolland Warren, notary, on November 10, 1941, and also on the terms of a deed of exchange passed before Benoît Warren, notary on March 7, 1940, both these deeds having been entered into by Mr. Louis Philippe Dufour and Mr. Alcide Harvey.

Notwithstanding the hereinabove designation, the southwestern line of the immovable should be traced from point K appearing on the plan of Mr. Joseph Eugène Lapointe, in an approximately southeasterly direction as far as the exterior boundary northwest of the private road leading to the residence which then continues along this exterior boundary to a point north of lot 580-177 and then blends itself with the boundary northeast of this latter lot and the northwestern limits of lot 580-184 a real and perpetual servitude of right-of-way for the benefit of lot 580 subdivided and unsubdivided, that is to say for the benefit of all the lots of land to be found south of the road leading to the residence, shall be constituted as affecting all that part of the road fronting the northeast of lots 580-177 and 580-191 allowing the use of this road upon its entire width as a public road which then leads towards the south west toward the main landholds.

Item B. Farmers House (2 tenements):

An immovable situate at La Malbaie, in the county of Charlevoix, with a house of two (2) tenements thereon erected, being lot one hundred and seventy-seven of the official subdivision of a part of the original lot five-hundred and eighty (177-580) of the official cadastre for the parish of La Malbaie. (Together with a right of way to communicate with the immovable as far as the public highway, lot 580-184) (This immovable belongs to Mr. Louis-Philippe Dufour who acquired it to extend the holding from Dame J. Archibald Gray by deed before Me. J. Rolland Warren, notary, bearing date October 24, 1947, registered under No. 31351.)

Item C. "Arrondissement St-Philippe".

Certain vacant lots known under the name of "Arrondissement St-Philippe" being lots 5, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 24, 26 and 28 of the official subdivision of the original lot No. 577 of the official cadastre for the parish of La Malbaie, together with all the passive servitudes by which they may be affected and all the active servitudes which may exist to their benefit and particularly a right of way in the private road allowing communications from this "arrondissement" to the public highway; lot 11-577 hereinabove will, however, be sold under reserve of a right-of-way servitude, afoot or by traction of any kind, for the passing of pipes for aqueduct or sewer, electric or telephone lines, and in general, for anything that may be considered in the nature of a public utility for the benefit of the other lots of the "arrondissement St-Philippe", that is to say for the subdivision of lot 577, affecting the hereinabove lot. The servitude hereinabove shall, however, become void on whatever day the municipal corporation of La Malbaie shall open a street to serve this "arrondissement".

Item D. Seigneurie: Plan A:

That part which is northwest of the C.N.R. A certain breadth of land being lot 625 and a part of lot 580 of the official cadastre for the parish of La Malbaie, bounded on the northeast by the Murray Bay Golf Club, the Canadian National Railways and by lots 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 591, 592, 593, 594, 595,

593, 594, 595, 596, 598A, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 609, 610, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622- vers le nord-ouest par le lot 625: vers le sud-ouest par le rang St-Charles, la rive sud de la Rivière Mailloux, le Murray Bay Golf Club: vers le sud-est par le lot 723, tel que le tout est décrit au long dans une description technique préparée par M. Jacques Éthier, arpenteur-géomètre, et montréé sur un plan A, qui sont annexés à un acte de vente par dame J. Archibald Gray à M. Louis-Philippe Dufour, passé devant J. R. Warren, notaire, le 24 octobre 1947, et enregistré sous le N° 31351, avec en outre une partie du lot 584 au même cadastre, tel qu'acquise de M. François Martel par M. Louis-Philippe Dufour en un acte d'échange passé devant J. Élias Gagné, notaire, le 16 janvier 1948, enregistré à La Malbaie sous le N° 31622, à l'original duquel est annexé un plan préparé par Jacques Éthier, arpenteur, en date du 2 décembre 1947, une partie de l'immeuble ci-dessus décrit a fait l'objet d'une subdivision officielle et est aujourd'hui connu comme étant les lots 185, 186, 182, 183-1, 183, 184, 177, 178, 179, 180, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212 et 213 de la subdivision officielle d'une partie du lot originaire 580 au cadastre officiel de la paroisse de La Malbaie.

A distraire de l'immeuble décrit ci-dessus:

1. Une partie du lot 580 cédée par M. Louis-Philippe Dufour à M. François Martel par l'acte d'échange dont il est ci-dessus fait mention et comprise cette partie entre les lettres a, b, c, f, sur le plan annexé audit acte.

2° Les lots 177, 178, 179, 180, 182, 184, 186, 185, 189 et 183-1 de la subdivision officielle d'une partie du lot 580.

3° Les droits de propriété de M. Edward Duggan Gray lui provenant d'un acte de vente qui lui a été consenti par M. Louis-Philippe Dufour le 24 octobre 1947 par acte passé devant Me. J. Rolland Warren, notaire, et aussi les droits de coupe de bois de MM. Sylvio Asselin et Aurèle Harvey résultant d'un acte de vente consenti à ces derniers par M. Louis-Philippe Dufour devant J. Elias Gagné, notaire, le 18 novembre 1950.

Seigneurie: Plan B:

Partie se trouvant à l'arrière de l'usine Coca-Cola.

Une certaine étendue de terrain étant partie du lot 575 au cadastre officiel pour la paroisse de La Malbaie, bornée vers le nord-est aux lots 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 et 28 de la subdivision officielle du même lot 575 et aussi à une partie non subdivisée de ce même lot: vers le nord-ouest au lot 575-1: vers le sud-est au ruisseau Théodore ou la Rivière Mailloux et vers le sud-ouest par une ligne indiquée par les lettres t, s, r, q, p sur un plan préparé par M. Jacques Éthier, arpenteur-géomètre, et qui est annexé à un acte de vente par Mme J. Archibald Gray à M. Louis-Philippe Dufour, passé devant Me. J. Rolland Warren, notaire, le 24 octobre 1947 et enregistré sous le N° 31351.

L'immeuble ci-dessus désigné comprend tout l'immeuble acquis par M. Louis-Philippe Dufour aux termes de l'acte ci-dessus et décrit au plan B y annexé moins les parties vendues à MM. Dorville et Lucien Harvey, à M. Gérard Fortin et au docteur Paul-Émile Paquin, et à distraire aussi, s'ils affectent la partie restante, les droits réservés par Mme. J. Archibald Gray sur une lisière de 25 pieds mesurée depuis le niveau moyen des hautes eaux du fleuve St-Laurent et plus longue-

596, 598A, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 609, 610, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622; on the northwest by lot 625; on the southwest, by Range St-Charles, the south bank of the Mailloux River, the Murray Bay Golf Club; on the southeast, by lot 723, as the whole is fully described in a technical description prepared by Mr. Jacques Ethier, surveyor, and shown on plan A, which are annexed to a deed of sale by Dame J. Archibald Gray to Mr. Louis-Philippe Dufour, passed before J. R. Warren, notary, October 24, 1947, and registered under No. 31351, with, moreover, a part of lot 584 of the same cadastre, as acquired from Mr. François Martel by Mr. Louis-Philippe Dufour in a deed of exchange passed before J. Elias Gagné, Notary, on January 16, 1948 registered at La Malbaie under No. 31622, on the original of which is annexed a plan drawn up by Jacques Ethier, surveyor, bearing date December 2, 1947, a part of the immovable hereinabove described having been the object of an official subdivision and is today known as being lots 185, 186, 182, 183-1, 183, 184, 177, 178, 179, 180, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212 and 213 of the official subdivision of a part of original lot 580 of the official cadastre of the parish of La Malbaie.

To subtract from the immovable hereinabove described

1. A part of lot 580 ceded by Mr. Louis-Philippe Dufour to Mr. François Martel by the deed of exchange mention of which has hereinabove been made and comprised therein that part between the letters a, b, c, f. on the plan annexed to the said deed.

2. Lots 177, 178, 179, 180, 182, 184, 186, 185, 189 and 183-1 of the official subdivision of one part of lot 580.

3. Property rights of Mr. Edward Duggan Gray acquired by him through a deed of sale given him by Mr. Louis-Philippe Dufour on October 24, 1947, by deed passed before Me J. Rolland Warren, Notary, and also timber cutting rights for Messrs. Sylvio Asselin and Aurèle Harvey resulting from a deed of sale given to the latter by Mr. Louis Philippe Dufour before J. Elias Gagné, notary, on November 18, 1950.

Seigniorie: Plan B:

That part which is in rear of the Coca-Cola factory.

A certain breadth of land, being part of lot 575 on the official cadastre for the parish of La Malbaie, bounded on the northeast by lots 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 and 28 of the official subdivision of the same lot 575 and also by an unsubdivided part of this same lot; on the northwest by lot 575-1; on the southeast, by the Theodore Brook or the Mailloux River and on the southwest by a line shown by the letters t, s, r, q, p on a plan drawn up by Mr. Jacques Ethier, surveyor, and which is annexed to a deed of sale by Mrs. J. Archibald Gray to Mr. Louis Philippe Dufour, passed before Me J. Rolland Warren, Notary, on October 24, 1947, and registered under No. 31351.

The immovable hereinabove designated takes in all of the immovable acquired by Mr. Louis-Philippe Dufour according to the terms of the deed hereinabove and described on plan B annexed thereto less those parts sold to Messrs. Dorville and Lucien Harvey, to Mr. Gérard Fortin and to Doctor Paul-Émile Paquin, and to subtract also, should they affect that part which remains, the rights reserved by Mrs. J. Archibald Gray along a strip of land of 25 feet measured after the ave-

ment décrit en l'acte de vente ci-dessus en date du 24 octobre 1947, ensemble avec toutes les servitudes passives ou actives pouvant exister contre ou au bénéfice de cet immeuble.

Seigneurie: Plan C:

Partie se trouvant entre le C.N.R. et le chemin public

Une certaine étendue de terrain de forme irrégulière étant partie du lot 580 au cadastre officiel pour la paroisse de La Malbaie, bornée vers le nord-est par le lot 580-128; vers le sud-est par le chemin public; vers le sud-ouest à partir du lot 580 et vers l'ouest et le nord-ouest à la propriété du Canadian National, tel que le tout est décrit au long dans une description technique préparée par M. Jacques Éthier, arpenteur-géomètre, et montrée sur un plan C, qui sont annexés à un acte de vente par Mme J. Archibald Gray à M. Louis-Philippe Dufour, passé devant J. R. Warren, notaire, le 24 octobre 1947, et enregistré sous le N° 31351; à distraire cependant le lot 580-188, propriété de M. Gérard Forgues, acquis le premier septembre 1948 par acte devant J. Élias Gagné, notaire, et aussi les parties acquises par MM. Ernest Bruyère et J. René Côté, le premier par acte devant Me. Benoit Warren, notaire le 3 juin 1948 et le second par acte devant J. Élias Gagné, notaire le 18 août 1948, ensemble avec toutes les servitudes actives et passives pouvant exister au bénéfice ou contre l'immeuble ci-dessus, et plus spécialement sujette aux servitudes comprenant prohibition de construire, et autres, tel que constituée en l'acte de vente par J. Archibald Gray à M. Louis-Philippe Dufour, devant J. R. Warren, notaire, le 24 octobre 1947 et en l'acte de vente ci-dessus en faveur de Ernest Bruyère.

Item E.:

Tous les droits que peut posséder M. Louis-Philippe Dufour dans une route au chemin étant partie du lot 575 au cadastre officiel de la paroisse de La Malbaie conduisant aux propriétés de MM. Camille Dufour et Paul X. Laberge, borné pour partie à la propriété de Mme J. Archibald Gray ou représentants et pour les autres parties aux propriétés de MM. Adélarde Potvin, Camille Dufour et Paul X. Laberge.

Item B. *Ruisseau Théodore:*

Tous les droits que peut avoir M. Louis-Philippe Dufour dans le cours d'eau connu sous le nom de "Ruisseau Théodore" qui traverse différents lots de la Seigneurie, et tels qu'acquis de dame J. Archibald Gray par un acte de vente à lui consenti le 24 octobre 1947 par acte devant Me J. R. Warren, notaire, et enregistré sous le N° 31351.

Ces items seront offerts en vente aux plus hauts et derniers enchérisseurs à charge cependant des rentes et autres servitudes actives et passives qui peuvent exister.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du Code de Procédure Civil et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite 1949. Cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif.

Conditions de paiement: **COMPTANT**
Québec, ce 8 juin 1953.

Les Syndics,
**R. ERNEST LEFAIVRE, JOSEPH
MARMETTE & RENÉ LEFAIVRE.**

Bureaux: 111 Côte de la Montagne,
Québec, Qué. 35025-24-20

rage level of the high water tides of the St. Lawrence River, and more fully described in the deed of sale hereinabove dated October 24, 1947, together with all the active or passive servitudes which may exist against or in favor of this immoveable.

Seigniori: Plan C.:

That part which is found between the C.N.R. and the Public Highway.

A certain breadth of land of irregular form being part of lot 580 on the official cadastre for the parish of La Malbaie, bounded on the north-east by lot 580-128; on the southeast, by the public highway; on the southwest, to part of lot 580 and on the west and the northwest to the property of the Canadian National, as the whole is described at length in a technical description drawn up by Mr. Jacques Ethier, surveyor, and mounted on plan C, which are annexed to a deed of sale by Mrs. J. Archibald Gray to Mr. Louis-Philippe Dufour, passed before J. R. Warren, Notary, on October 24, 1947, and registered under No. 31351; to subtract, however, lot 580-188, property of Mr. Gérard Forgues, acquired September first, 1948 by deed before J. Elias Gagné, Notary, and also the parts acquired by Messrs. Ernest Bruyère and J. René Côté, the first by deed before Me Benoit Warren Notary, on June 3, 1948 and the second by deed before J. Elias Gagné, Notary, on August 18, 1948, together with all the active and passive servitudes which may exist in favor or against the hereinabove immoveable, and more especially subject to the servitudes comprising the prohibition the build, and others, such as incorporated in the deed of sale by J. Archibald Gray to Mr. Louis-Philippe Dufour, before J. R. Warren, Notary, on October 24, 1947, and in the deed of sale in favor of Ernest Bruyère.

Item E.:

All rights which Mr. Louis-Philippe Dufour may possess in a road to the highway being part of lot 575 on the official cadastre of the parish of La Malbaie, leading to properties of Messrs. Camille Dufour and Paul X. Laberge, bounded in part by the property of Mrs. J. Archibald Gray or representatives and for the other parts to the properties of Messrs Adélarde Potvin, Camille Dufour and Paul X. Laberge.

Item F. *Théodore Brook:*

All rights which Mr. Louis-Philippe Dufour may have in the watercourse known under the name of "Theodore Brook", which crosses different lots of the Seigniori, and as acquired from Dame J. Archibald Gray by a deed of sale given him on October 24, 1947 by deed before Me J. R. Warren, Notary, and registered under No. 31351.

These items shall be offered for sale to the highest and last bidders, subject, however, to the rents and other active and passive servitudes, which may exist.

Titles and certificates may be seen at any time at the offices of the undersigned trustees.

The said sale is made in conformity with articles 716 and 717 of the Code of Civil Procedure and also section 55 of the Bankruptcy Act 1949. This sale will have the effect of a Sheriff's sale.

Conditions of sale: **CASH**
Québec, June 8, 1953.

**R. ERNEST LEFAIVRE, JOSEPH
MARMETTE & RENÉ LEFAIVRE,**
Trustees.

Office: 111 Mountain Hill,
Québec, Que. 35025-24-2

Vente par licitation

Sale by Licitacion

Canada, Province de Québec, district de Québec, Cour Supérieure, N° 58,549. William Kelly, demandeur, vs Sarah Brownrigg & al, défendeurs.

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 58, 549, William Kelly, plaintiff: vs Sarah Brownrigg & al, defendant.

AVIS

NOTICE

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Québec, dans le district de Québec, le 25 mai 1953, dans une cause dans laquelle William Kelly, ingénieur-technicien, de la cité de Québec, est demandeur, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir: un terrain de forme irrégulière appartenant aux héritiers et successeurs de feu Dame Mary Theresa Brownrigg, épouse de feu Joseph Smith, le dit terrain faisant partie du lot numéro six cent quatre-vingt-trois (683) au Cadastre officiel et livre de renvoi de la paroisse de Ste-Catherine de Fossambault, dans le comté de Portneuf, borné comme suit: au sud, par le lot numéro six cent quatre-vingt-deux (682), appartenant à Joseph Winfield ou représentants: au nord, partie par cette portion du lot numéro six cent quatre-vingt-trois (683) qui appartient à Livingston Crosby ou représentants et partie par cette autre portion du même lot numéro six cent quatre-vingt-trois (683) appartenant à Michael Gurry ou représentants: à l'ouest, par d'autres portions du lot numéro six cent quatre-vingt-trois (683) appartenant à madame Edward Slade et E. T. Nesbit ou représentants et de l'autre côté à l'est par une autre partie du lot numéro six cent quatre-vingt-trois (683) appartenant à Michael Gurry ou ses représentants. L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le QUATORZE JUILLET, 1953, Cour tenante dans la salle d'audience du Palais de Justice de Québec, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite Cour: et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication: et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forecloses du droit de le faire.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting in Quebec, in the district of Quebec, on May 25, 1953, in a case wherein William Kelly, Engineer-technician, of the City of Quebec, is Plaintiff, the licitation of certain immovable hereinunder described is ordered, as follows: A lot of land of irregular form, property of the heirs and successors of the late Dame Mary Theresa Brownrigg, wife of the late John Joseph Smith, the said land comprising part of lot number six hundred and eighty-three (683) of the official Cadastre and book of reference of the Parish of Ste-Catherine de Fossambault, in the county of Portneuf, bounded as follows: to the South, by lot number six hundred and eighty-two (682), the property of Joseph Winfield or his representatives; to the North, partly by said portion of lot number six hundred and eighty-three owned by Livingston Crosby or his representatives, and partly by the other portion of same lot six hundred and eighty-three, owned by Michael Gurry or representatives; to the West, by other portions of lot number six hundred and eighty-three owned by Mrs. Edward Slade and E. T. Nesbit or representatives, and on the other side, easterly, by another part of lot number six hundred and eighty-three, owned by Michael Gurry or his representatives. The immovable property hereinabove described shall be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on JULY FORTEENTH, 1953, Sitting the Court, in the Court Room of the Court House of Quebec, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of said Court: and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made in said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and all opposition for payment must be filed within the six days following the adjudication; and, failing the parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

Québec, 4 juin 1953.

Quebec, June 4th, 1953.

(Vraie copie),

True copy.

Les Procureurs du demandeur,

ST. LAURENT, TASCHEREAU,

LÉTOURNEAU, JOHNSON,

35007-24-2-o

NOËL, & PRATTE.

ST. LAURENT, TASCHEREAU,

LÉTOURNEAU, JOHNSON,

NOËL & PRATTE,

35007-24-2

Attorneys for Plaintiff.

Vente pour taxes

Sale for Taxes

Canada, Province de Québec,
District de Terrebonne

Canada, Province of Quebec
District of Terrebonne

CITÉ DE SAINT-JÉRÔME

CITY OF SAINT JEROME

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Octavien Tessier, greffier de la cité de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne, que la propriété ci-après désignée sera vendue à l'enchère publique, dans la salle des délibérations du Conseil municipal, à l'Hôtel-de-Ville, 280 rue Labelle, à Saint-Jérôme, le DEUXIÈME

Public notice is hereby given by the undersigned, Octavien Tessier, city-clerk of the City of Saint Jerome, in the county of Terrebonne, that the property hereinafter described will be sold by public auction, at the municipal council hall, 280 Labelle street, at Saint Jerome, on the SECOND day of JULY, nineteen hundred

jour de JUILLET, mil neuf cent cinquante-trois, à DIX heures de l'avant-midi, (heure avancée), pour satisfaire au paiement des taxes municipales, générales et spéciales et taxes scolaires et intérêts mentionnés dans l'état ci-dessous, ainsi qu'au paiement des frais, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

and fifty-three, at TEN o'clock in the forenoon, (daylight saving time), to satisfy to the payment of municipal taxes, general and special, and school taxes and interests mentioned in the hereunder statement, and also to the payment of the costs, unless these taxes, interests and costs be paid before the sale.

Noms Names	N° du cadastre Cadastral No.	Taxes munic. Munic. taxes	Int.	Taxes scol. School taxes	Int.	Total
Marie-Louise Gascon, Victorine Gascon, Alfred Gascon, Ernest Gascon, Euclide Gascon, Albert Gascon, Agnès Gascon, Albert Gascon, Joseph Odessa Gascon, Henri Gascon, Gérard Gascon, Lucien Gascon, Emilienne Gascon, Hélène Bélair.	Partie du Part of No. 327	\$144.88	\$13.24	\$39.42	\$ 1.52	\$199.06

Un lot de terre connu et désigné comme étant partie du lot No. (327) trois cent vingt-sept, des plan et livre de renvoi officiels pour la cité de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne, mesurant 60 pieds de front sur 80 pieds de profondeur, plus ou moins; borné en front par la rue St-Janvier, en arrière par Jean Latour ou représentants, d'un côté par Jean Léveillé ou représentants et de l'autre côté par Philibert Clouthier ou représentants. Avec toutes servitudes actives et passives, apparents et occultes s'y rattachant.

A piece of land known and designed as being part of lot No. (327) three hundred and twenty-seven, of the official plan and book of reference for the city of Saint Jerome, in the county of Terrebonne, measuring 60 feet wide by 80 feet deep, more or less, bounded in front by St-Janvier street, at the rear by Jean Latour or representatives, on one side by Jean Léveillé or representatives and on the other side by Philibert Clouthier or representatives. Subject to active, passive, apparent or hidden servitudes.

Daté à Saint-Jérôme, ce trentième jour de mai, mil neuf cent cinquante-trois.

Dated at Saint Jerome, this thirtieth day of May, nineteen-hundred and fifty-three.

Le Greffier,
OCT. TESSIER.

OCT. TESSIER,
City clerk.

34972-23-2-o

34972-23-2-o

VENTES PAR SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

ABITIBI

Province de Québec, District d'Abitibi
Cour de Magistrat, N° 12,583. { MAURICE LEVES-QUE, épiciier faisant affaire et étant domicilié à Rochebeaucourt, district d'Abitibi, demandeur, vs JOSEPH LANCTOT, domicilié à Rochebeaucourt, district d'Abitibi, défendeur.

Province of Quebec, District of Abitibi
Magistrate's Court, No. 12,583. { MAURICE LEVES-QUE, grocer doing business and being domiciled at Rochebeaucourt, District of Abitibi, plaintiff, vs, JOSEPH LANCTOT, domiciled at Rochebeaucourt, District of Abitibi, defendant.

AVIS DE VENTE

NOTICE OF SALE

Les droits acquis sur le lot numéro 17 rang 6, du Canton Rochebeaucourt avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

The rights acquired on lot number 17, range 6, of the Township of Rochebeaucourt, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Rochebeaucourt le SAMEDI VINGT-SEPT JUIN 1953 à TROIS heures de l'après-midi, (heure avancée).

To be sold at the parochial church door of Rochebeaucourt, SATURDAY, JUNE TWENTY-SEVENTH, 1953, at THREE o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FERDINAND GERVAIS.
Amos le 19 mai 1953. 34883-21-2-o

Sheriff's Office,
Amos, May 19, 1953. 34883-21-2

BEDFORD

BEDFODR

Canada, Province de Québec
District de Bedford
District électoral de Shefford à Granby
Cour de Magistrat, N° 5575. { EDOUARD DAUDELIN, plombier, de Granby, district de Bedford, demandeur, vs FERDINAND VALENCE, cultivateur, domicilié à Adamsville, district de Bedford, défendeur.

Canada, Province of Quebec
District of Bedford
Electoral District of Shefford at Granby
Magistrate's Court, No. 5575. { EDOUARD DAUDELIN, plumber, of Granby, district of Bedford, plaintiff, vs FERDINAND VALENCE, farmer, domiciled at Adamsville, district of Bedford, defendant.

Comme appartenant au défendeur:

Les lots numéros 256-257-255 du plan et livre de renvoi officiels du Canton de Granby avec bâtisses dessus érigées, moins les parties desdits lots vendues par le défendeur à Gérard Viau devant J. Noisieux, N.P. le 27 décembre 1950 et enregistré le 10 janvier 1951, N° 127673.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de St-Alphonse-de-Granby, MERCREDI le QUINZIÈME jour de JUILLET, mil neuf cent cinquante-trois, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Sweetsburg, Qué., le 8 juin 1953. 35020-24-2

Le Shérif,
A. ST-MARTIN.

As belonging to the defendant:

Lots numbers 256-257-255 on the official plan and in the book of reference of the township of Granby, with buildings thereon erected, less the parts of said lots sold by the defendant, to Gérard Viau before J. Noisieux, N.P., December 27, 1950, and registered on January 10, 1951, No. 127673.

To be sold at the door of the Catholic Church of St-Alphonse-de-Granby, WEDNESDAY, the FIFTEENTH day of JULY, nineteen hundred and fifty-three, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Court House,
Sweetsburg, Que., June 8, 1953. 35020-24-2

A. ST-MARTIN,
Sheriff.

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Rimouski, province de Québec

Cour Supérieure, { EPICERIE MODERNE
N° 14325. { ENRG de Ste-Anne des
Monts, demandeur; vs PAUL-
ÉMILE LAFONTAINE, de l'endroit appelé
Cap-Seize, dans la paroisse de Ste-Anne des
Monts, comté de Gaspé, défendeur.

Les droits de préemption, les défrichements, les améliorations et impenses sur le lot numéro dix (10) du rang F, canton Cap-Chat, avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Bernard des Lacs, comté de Gaspé, le VINGT-DEUXIÈME jour de JUIN 1953, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif,
Percé, le 19 mai 1953.

Le Shérif,
M. J. FURLONG,
34894-21-2-0

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Rimouski, Province of Quebec

Superior Court, { EPICERIE MODERNE
No. 14325. { ENRG, of Ste-Anne des
Monts, plaintiff; vs PAUL-
ÉMILE LAFONTAINE, of the place called
Cap-Seize, in the parish of Ste. Anne des Monts,
county of Gaspé; defendant.

The pre-emption rights, land clearing, improvements and outlaying expenses for same on lot number ten (10) of range F, township of Cap-Chat, with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of St-Bernard des Lacs, county of Gaspé, the TWENTY-SECOND day of JUNE, 1953, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Percé, May 19, 1953.

M. J. FURLONG,
Sheriff.
34894-21-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure, { JAMES, GORDON RUS-
Rimouski, P.Q. { SELL de Cap Chat, comté
N° 14252 { de Gaspé, P.Q. demandeur,
vs ADJUTOR VALLÉE de
Petite Tourelle, comté de Gaspé, P.Q., défendeur:

"1° Le lot numéro vingt cinq A (25-A, et le lot numéro vingt cinq B (25-B) au cadastre officiel du premier rang, canton Tourelle, les dits lots vingt cinq A (25-A) et vingt cinq B (25-B) étant bornés au nord, au fleuve, à l'est, par le lot numéro vingt six A (26-A) et à l'ouest par le numéro 24-B, les deux lots réunis ayant ensemble une superficie de 126.10 acres dont 88.40 pour le lot 25-A et 37.70 pour le lot numéro 25-B, avec bâtisses, circonstances et dépendances."

"2° Le lot numéro vingt sept B (27-B) au cadastre officiel du premier rang, canton Tourelle, borné au nord au fleuve St-Laurent, au sud, au deuxième rang; à l'ouest par le lot numéro 27-A et à l'est par le lot 28-A, ayant une superficie de 92.83 acres avec bâtisses, circonstances et dépendances.

"3° Le lot numéro trente sept (37) au deuxième rang du canton Tourelle borné au nord au premier rang; au sud, au troisième rang, à l'est au numéro 38 et à l'ouest au numéro 36, ayant une superficie de 100.20 acres avec bâtisses, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Joachim de Tourelle, comté de Gaspé, le SEIZIÈME jour de JUILLET 1953, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Percé, P.Q. le 8 de juin 1953.

Le Shérif,
M. J. FURLONG,
35022-24-2-0

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court, { JAMES GORDON RUS-
Rimouski, P.Q. { SELL of Cap Chat, county
No. 14252 { of Gaspé, P.Q., plaintiff, vs
ADJUTOR VALLÉE, of Pe-
tite Tourelle, county of Gaspé, P.Q., defendant:

"1. Lot number twenty-five A (25-A) and lot number twenty-five B (25-B) of the official cadastre of Range one, township of Tourelle, the said lots twenty-five A (25-A) and twenty-five B (25-B) bounded to the north by the river, to the east by lot number twenty-six A (26-A) and to the west by lot number 24.B, the two lots combined covering an area of 126.10 acres, of which lot 25-A covers 88.40 and lot number 25-B covers 37.70, with buildings, circumstances and dependencies."

"2. Lot number twenty-seven B (27-B) of the official cadastre of Range One, township of Tourelle, bounded to the north by the River St-Laurence, to the south by Range two; to the west by lot number 27-A and to the east by lot 28-A, covering an area of 92.83, acres with buildings, circumstances and dependencies.

"3. Lot number thirty-seven (37), Range two of the township of Tourelle, bounded to the north by Range One; to the south, by Range three, to the east by number 38 and to the west by number 36, covering an area of 100.20 acres with buildings, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of the parish of St-Joachim de Tourelle, county of Gaspé, the SIXTEENTH day of JULY 1953, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office,
Percé, P.Q. June 8, 1953.

M. J. FURLONG,
Sheriff.
35022-24-0

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure, Rimouski, P.Q. N° 25760
 { EPICERIE MODERNE, ENRG, de Ste Anne des Monts, P.Q. demanderesse, vs LOUIS MARIE ST-LAURENT de Cap Seize paroisse de Ste Anne des Monts: defendeur.

Les droits de préemption, les défrichements et améliorations sur le lot numéro neuf (9) du rang F, canton de Cap-Chat, avec bâtisses dessus consultées circonstances et dépendances:

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Bernard des Lacs, comté de Gaspé, le QUINZIÈME jour de JUILLET 1953, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Percé, P.Q., le 8 de Juin 1953.
 Le Shérif, M. J. FURLONG. 35021-24-2-o

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
 C. S. District de Montréal

Montréal à savoir: No 319600 { E. DINOVIETZ, de la cité et du district de Montréal, et y faisant affaires seul sous la raison sociale de Syndicat St-Denis, demandeur vs ÉDOUARD GRAVEL, défendeur.

"Un emplacement situé en la paroisse de ville Jacques Cartier connu et désigné sous les numéros sept cent quatre et sept cent cinq, de la subdivision du lot originaire numéro cent trente-trois (133-704 & 705) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Longueuil: ces lots ont front sur la rue projetée appelée St. Alexandre, et mesurent en tout soixante pieds de largeur par quatre-vingt-douze pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins avec toutes les bâtisses y dessus érigées."

Ainsi que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes, ou occultes, attachées au dit immeuble.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le DIX-SEPT JUILLET 1953, à ONZE heures du matin.

Bureau du Shérif, Montréal, 6 juin 1953.
 Le Shérif, CAISSE & HURTEAU. 35011-24-2-o

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: N° 66768. { DOMINIQUE GAUDRY, M.D., domicilié au N° 253 rue Price Ouest, Chicoutimi,

et pratiquant comme médecin à ce dernier endroit; contre MICHAEL G. BIRMINGHAM, de la cité de Québec, résidant actuellement au N° 455, 1ère Avenue, Québec, à savoir:

Un immeuble connu et désigné sous le numéro onze (11) du troisième (3e) rang, au plan et livre de renvoi pour la paroisse de Stoneham, comté de Québec, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Stoneham, comté de Québec, le TROISIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin (heure avancée).

Bureau du Shérif, Québec, le 27 mai 1953.
 Le Shérif, AIMÉ DION. 34948-22-2-o
 [Première insertion: 30 mai 1953]
 [Deuxième insertion: 13 juin 1953]

Fieri Facias de Terris

Superior Court Rimouski P.Q. No. 25760 { EPICERIE MODERNE ENRG. of Ste Anne des Monts, P.Q. plaintiff, vs LOUIS MARIE ST-LAURENT of Cap Seize, parish of Ste. Anne des Monts: defendant.

Preemption rights, clearing and improvements on lot number nine (9), Range F, township of Cap-Chat, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies:

To be sold at the church door of the parish of St-Bernard des Lacs, county of Gaspé, the FIFTEENTH day of JULY 1953, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Percé, P.Q., June 8, 1953.
 M. J. FURLONG, Sheriff. 35021-24-2

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
 Superior Court District of Montreal

Montréal, to wit: No. 319600 { E. DINOVIETZ, of the city and district of Montreal, and carrying on business alone under the style of Syndicat St. Denis, plaintiff, vs ÉDOUARD GRAVEL, defendant.

"An emplacement situate in the parish of the town Jacques Cartier known and designated under numbers Seven hundred and four, seven hundred and five of the subdivision of the original lot number one hundred and thirty-three (133-704 & 705) on the official plan and in the reference book of the parish of Longueuil: these lots have frontage on the street project called St. Alexandre, and measure in all sixty feet in width by ninety-two feet in depth, English measure and more or less, with all the buildings thereon erected.

As the whole actually subsists, with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the aforesaid immovables.

To be sold at the Registry Office of the county of Chambly, at Longueuil, JULY SEVENTEEN 1953, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Montreal, June 6, 1953.
 CAISSE & HURTEAU, Sheriff. 35011-24-2

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 66768. { DOMINIQUE GAUDRY, M.D., residing at No. 253 Price Street West, Chicoutimi,

a physician, practising in the latter place; vs MICHAEL G. BIRMINGHAM, of the city of Quebec, presently residing at No. 455, 1st Avenue, Quebec, to wit:

An immovable known and designated under number eleven (11), range third (3rd), on the plan and book of reference of the parish of Stoneham, Quebec County, with buildings erected thereon, and appurtenances.

To be sold at the door of the parochial church of Stoneham, Quebec County, the THIRD day of JULY next, at TEN o'clock in the morning (Daylight saving time).

Sheriff's Office, Québec, May 27th, 1953.
 Le Shérif, AIMÉ DION. 34948-22-2
 [First insertion: May 30, 1953]
 [Second insertion: June 13, 1953]

Fieri Facias

Québec, à savoir: { GASTON BOILY, notaire, N° 68,188 domiciliée à St-Flavien, comté de Lotbinière, district de Québec, contre NOELLA VIR, domiciliée à Plainville, Conn. U.S.A., BELLA VIR, domiciliée à Hartford, Conn. U.S.A. et PAULINE VIR, domiciliée à Hartford, Conn. U.S.A., à savoir:

Un terre située en la paroisse de St-Jeanvier de Joly, connue et désignée comme étant les parties sud-est et au Nord-ouest du chemin de fer du lot primitif numéro trente-quatre (34), du rang trois (3) contenant respectivement quarante-sept arpents et trente sept arpents, de superficie, plus ou moins, mesure anglaise, correspondant aux lots numéros deux cent trente-deux et deux cent trente-trois de la subdivision du lot numéro trois cent quatre-vingt-huit (388-232 et 388-233) du cadastre officiel de la paroisse de St-Edouard, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement de Ste-Croix, comté de Lotbinière, le DIX-SEPTIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin (heure avancée).

Bureau du Shérif, Québec, 10 juin 1953. [Première insertion: 13 juin 1953.] [Deuxième insertion: 27 juin 1953.]

Le Shérif, AIMÉ DION.

35031-24-2-0

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
District de Roberval

Cour Supérieure, N° 14302. { GAGNON & FRÈRES DE ROBERVAL LTÉE Corps politique légalement constituée ayant un bureau d'affaires à Roberval, District de Roberval. Demandeur, vs ROSAIRE CHALIFOUR, St-Jérôme, District de Roberval.

Avis est par les présentes donné que les terres et héritages sus-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieu respectifs, tel que mentionné plus bas à savoir:

Une maison construite sur le lot de terre portant le numéro quarante-un (N° 41) du rang sept (7) du canton Caron et les droits y adhérent, propriété de Monsieur Rosaire Chalifour, de St-Jérôme.

Pour être vendu à la Salle paroissiale de St-Jérôme (Metabetchouan) Comté Lac St-Jean District de Roberval, Province de Québec, le VINGT-TROISIÈME jour de JUIN 1953 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Palais de Justice de Roberval District de Roberval ce 16 mai 1953.

Le Shérif, ANTOINE TREMBLAY.

34872-21-2-0

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de St-François,

Cour Supérieure, N° 2517. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, Requérant vs ALBERT BERGERON, de Scotstown, district de St-François, Intimé.

Comme appartenant au dit Intimé:
Ces certains lots ou étendues de terre connus et désignés sur le Plan de Cadastre et dans le

Fieri Facias

Quebec, to wit: { GASTON BOILY, notary, No. 68,188. { residing at St. Flavien, county of Lotbinière, district of Quebec: vs NOELLA VIR, residing at Plainville, Conn. U.S.A. BELLA VIR, residing in Hartford, Conn. U.S.A. and PAULINE VIR, residing in Hartford, Conn. U.S.A., to wit:

A farm situate in the parish of St-Janvier de Joly known and designated as the south-east and North-west parts of the railroad of the original lot number thirty-four (34), of Range three (3), including respectively forty-seven arpents and thirty-seven arpents in area, more or less, English measure, corresponding to lots numbered two hundred and thirty-two and two hundred and thirty-three of the subdivision of lot number three hundred and eighty-eight (388-232 and 388-233) of the official cadastre of the parish of St-Edouard, with building erected thereon, and appurtenance.

To be sold at the Registrar's office of Ste-Croix, county of Lotbinière, the SEVENTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the morning (Daylight saving time).

Sheriff's Office, Québec, June 19th, 1953. [First insertion: June 13, 1953] [Second insertion: June 27, 1953]

AIMÉ DION, Sheriff.

35031-24-2

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
District de Roberval

Superior Court, N° 14302. { GAGNON & FRÈRES DE ROBERVAL LTÉE, a body politic legally incorporated, having its place of business at Roberval, District of Roberval, plaintiff, vs ROSAIRE CHALIFOUR, St. Jérôme, District of Roberval.

Notice is hereby given that the lands and hereditaments, below mentioned, have been seized and will be sold at their respective time and place, as hereinunder mentioned, to wit:

A house built on the lot of land bearing number forty-one (41) of the seventh range (7), of the township of Caron and the rights adhering thereto, property of Mr. Rosaire Chalifour, of St. Jérôme.

To be sold at the parochial hall of St. Jérôme (Metabetchouan) County of Lake St. John, District of Roberval, Province of Quebec, the TWENTY-THIRD day of JUNE, 1953, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Court House of Roberval, District of Roberval, this 16th day of May, 1953.

ANTOINE TREMBLAY, Sheriff.

34872-21-2

SAINT FRANCIS

Fieri Facias de Terris
District of St-François,

Superior Court, N° 2517. { QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and incorporated, having its head office at Québec, applicant; vs ALBERT BERGERON, of Scotstown, district of St-François, appellee.

As belonging to the said Appellee:
Those certain tracts or lots of land known and described on the Cadastral Plan and in the Book

livre de Renvoi pour le canton de Hampden comme étant: 1. Les lots numéros deux cent quarante-sept (247) et deux cent quarante-huit (248) sur le plan officiel du cadastre et dans le livre de renvoi pour le canton de Hampden, autrefois connus par la subdivision primitive dudit canton comme les lots numéros trente-sept et trente-six, dans le premier rang Victoria sud; sauf et excepté les parties d'iceux vendues par Alexander Murray à John McLeod par acte de vente passé devant J.-I. Mackie, notaire, le onze mars 1875 et enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Compton, au Reg. B. Vol. 19, numéro 10, 105A, et dans ledit acte de vente décrites comme suit: Commencant à la ligne des hautes eaux au centre du chemin Victoria sur le côté nord du ruisseau Otter; de là, allant vers l'est, sur le côté nord est du dit ruisseau à la ligne des hautes eaux à un poteau ayant un morceau de poterie audessous, seize perches, quatre pieds et six pouces; de là, traversant ledit ruisseau, parallèle au dit chemin et allant vers le sud ouest assez loin pour inclure le terrain requis pour être inondé par un barrage de trente pieds de hauteur; de là, allant vers l'est à ce qui devra être la ligne des hautes eaux quand ledit barrage sera construit, à la ligne de division entre les dits lots 247 et 248 et, de là, allant vers le nord-ouest le long de la ligne entre les dits lots au dit chemin Victoria et, de là, vers le sud-ouest, le long dudit chemin au point de départ, contenant environ cinq acres, plus ou moins, avec la scierie qui y est érigée et toutes les machines, etc., y appartenant; aussi le droit de prendre de l'eau à une certaine source située à l'extrémité nord-est de l'un ou l'autre des dits lots numéros 247 et 248. Le présent acte inclus aussi certains droits en faveur de l'emprunteur (Albert Bergeron), tels que démontrés dans l'acte de vente de Kenneth R. McLeod à Gillanders A. McIver, daté le vingt-huit octobre 1910, enregistré au Vol. 41, No. 28,757 et quise lit comme suit: Les parties ou leurs représentants auront usage commun des deux puits qui sont sur ledit lot 247. La partie de la première part (ledit Kenneth R. McLeod) aura droit de passage à la rivière pour ses bestiaux, à un endroit à être désigné par la partie de la seconde part; lesquels droits ledit Kenneth R. McLeod a aussi acquis subséquentement dans l'acte d'échange entre lui-même et ledit McIver, le 23 septembre 1921, enregistré au Vol. 47, numéro 39,052;

2. Les lots numéros cinq cent quarante-sept et cinq cent quarante-huit (547-548) sur ledit Plan de Cadastre et dans le livre de Renvoi pour le canton de Hampden, autrefois connus sur la subdivision primitive pour ledit canton comme le lot trente-six (36) dans le premier rang Victoria nord; sauf et excepté cette partie dudit lot 548 qui se trouve sur le côté nord-ouest du Canadian Pacific Railway et vendue par Kenneth R. McLeod à Gillanders A. McIver par ledit acte d'échange passé devant Emile Beaudoin, notaire, le vingt-trois septembre 1921, enregistré sous le numéro 39,052 et qui y est décrite comme suit: Bornée au sud-est par ledit chemin de fer, au sud-ouest par le lot 546 de Hampden au nord-ouest par le lot 604 de Hampden, et au nord-est par le lot 549 de Hampden, avec tout ce qui s'y trouve.

Les dits lots ou étendus de terre décrits dans les présentes contenant en tout deux-cent cinquante acres, plus ou moins, c'est-à-dire: la partie du dit lot 247, quatre-vingt-quinze acres, plus ou moins; la partie dudit lot 248, cent acres, plus ou moins; le lot numéro 547, quarante acres, plus ou moins; et la partie dudit lot 548, quinze acres, plus ou moins.

of Reference for the Township of Hampden as being: 1. The lots numbers two hundred and forty-seven (247), and two hundred and forty-eight (248) on the Official Cadastral Plan and in the Book of Reference for the Township of Hampden, formerly known by the primitive subdivision of the said Township as lots numbers thirty-seven and thirty-six, in the first range Victoria South; save and except the parts thereof sold by Alexander Murray to John McLeod by deed of sale passed before J.-I. MacKie, Notary, the eleventh of March 1875, and registered in the Compton County Registry Office, In Reg. B, vol. 19, number 10,105A and in said deed of sale described as follows: Commencing at highwater mark in the centre of the Victoria Road on the north side of the Otter Brook; thence running easterly on the north east side of the said brook at highwater mark to a post with earthenware there under, sixteen rods four feet and six inches; thence across the said brook parallel to the said road and running south westerly far enough to include the land required to be flowed by a dam of thirty feet high; thence running easterly at what will be highwater mark when the said dam is made to the division line between the said lots 247 and 248 and thence running north westerly along the line between the said lots to the said Victoria Road and thence south westerly along the said road to the place of commencement, containing about five acres more or less with the saw mill thereon erected and all machinery, etc. thereto belonging, also the right of taking water from a certain spring situated on the north east end of either the said lots numbers 247 and 248. The present deed includes also certain rights in favor of the borrower, (Albert Bergeron) as set forth in the deed of sale from Kenneth R. McLeod to Gillanders A. McIver dated the twenty-eight of October 1910, registered in Vol. 41, no. 28,757, and which reads as follows: The parties or their representatives will have common use of the two wells which are on the said lot 247. The party of the first part (said Kenneth R. McLeod) will have the right of passage to the river for his cattle at a place to be located by party to the second part and which rights the said Kenneth R. McLeod also subsequently acquired in the deed of exchange between him and the said McIver on the twenty-third of September 1921, registered in vol. 47, as number 39,052;

2. The lots numbers five hundred and forty-seven and five hundred and forty-eight, (547-548), on said Cadastral Plan and in the Book of Reference for the Township of Hampden, formerly known on the primitive subdivision for the said Township as lot thirty-six (36), in the first range Victoria North; save and except that part of the said lot 548 which lies on the north west side of the Canadian Pacific Railway and sold by Kenneth R. McLeod to Gillanders A. McIver by the said deed of exchange before Emile Beaudoin, Notary, the twenty-third of September, 1921, registered under number 39,052, and therein described as follows: Bounded to the south east by the said railway, to the south west by lot 546 of Hampden, to the north west, by lot 604 of Hampden, and to the north east by lot 549 of Hampden, containing what it may;

The said tracts or lots herein described containing in all two hundred and fifty acres more or less, that is to say: the part of the said lot 247, ninety-five acres, more or less, the part of said lot 248, one hundred acres, more or less, the lot number 547, forty acres, more or less, and part of the said lot 548, fifteen acres, more or less;

3. Les bâtisses et améliorations érigées et faites sur les dits différents lots ou étendus de terre.

Pour être vendus "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de Saint-Ambroise de Milan, le VINGT-CINQ JUIN 1953, à DIX heures a.m. heure avancée.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, JOS. LABRECQUE.
Sherbrooke, ce 15 mai 1953. 34873-21-2-o
[Première insertion le 23 mai 1953]

The buildings and improvements made and erected on said several lots or tracts of land.

To be sold "en bloc" at the door of the parochial church of Saint-Ambroise de Milan, on the TWENTY-FIFTH of JUNE 1953, at TEN a.m. (daylight saving time.)

JOS. LABRECQUE,
Sheriff's Office, Sheriff.
This 15th of May 1953. 34873-21-2-o
[First insertion the 23rd of May 1953]

TERREBONNE

Canada, Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure { EDWAR BIGRAS, employé
N° 22055. { de la ville de Lachute,
comté d'Argenteuil, district
de Terrebonne, demandeur, vs ADOLPHE et
NOÉ DUMOULIN, cultivateurs du Canton de
Chatham dits comté et district, défendeurs,

Avis public, est par la présente donné que:
Les immeubles mentionnés dans un avis paru dans la *Gazette officielle de Québec* et dont la vente devait avoir lieu à la porte de l'église catholique de St-Philippe d'Argenteuil le HUITIÈME jour d'AVRIL 1953 à DEUX heures de l'après-midi: aura lieu à la porte de l'église catholique de St-Philippe d'Argenteuil le DEUXIÈME jour de JUILLET 1953 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ALB. FOURNELLE.
St-Jérôme, ce 8 juin 1953. 35016-o

Canada, Province de Québec
District de Terrebonne

Cour de Magistrat { LA BANQUE PROVIN-
N° 13050. { CIALE DU CANADA,
corps politique et incorporé
ayant son siège social et sa principale place
d'affaires dans les cité et district de Montréal,
demanderesse, vs EDOUARD GAUTHIER,
cultivateur de St-Hypolithe, district de Terre-
bonne, défendeur,

"Une terre située en la paroisse de St-Hypolithe, comté de Terrebonne, connue et désignée sous le numéro vingt-deux C (N° 22C) dans le premier rang du Canton Abercrombie, contenant 12 chaînes et 75 mailles de largeur sur 37 chaînes de profondeur dans une ligne et 42 chaînes et 50 mailles de profondeur dans l'autre ligne, formant en superficie cinquante acres et sept chaînes avec maison et autres bâtisses y érigées.

Sauf et a distraire toutefois, de ladite terre: un emplacement vacant mesurant environ 180 pieds de largeur par 180 pieds de profondeur, situé immédiatement en arrière de la maison principale et des dépendances du vendeur, érigées sur le N° 22D: Ce dit emplacement réservé par le vendeur tel qu'actuellement clôturé:

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de St-Hypolithe le VINGT-DEUXIÈME jour de JUILLET 1953 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ALB. FOURNELLE.
St-Jérôme, ce 9 juin 1953. 35026-24-2-o

TERREBONNE

Canada, Province of Quebec,
District of Terrebonne

Superior Court { EDWAR BIGRAS, employee
No. 22055. { of the town of Lachute,
county of Argenteuil, district of
Terrebonne, plaintiff, vs ADOLPHE et NOÉ
DUMOULIN, farmers of the Township of
Chatham, said county and district, defendants,

Public Notice is hereby given that:
The immovables mentioned in the notice which appeared in the *Quebec Official Gazette* and the sale of which was to have taken place at the door of the Catholic Church of St-Philippe d'Argenteuil on the EIGHTH day of APRIL, 1953, at TWO o'clock in the afternoon: will take place at the door of the Catholic Church of St-Philippe d'Argenteuil, the SECOND day of JULY, 1953, at TWO o'clock in the afternoon.

ALB. FOURNELLE,
Sheriff's Office, Sheriff.
St-Jérôme, this 8th day of June, 1953. 35016

Canada, Province of Quebec
District of Terrebonne

Magistrate's Court { THE PROVINCIAL
No. 13050. { BANK OF CANADA,
a body politic and corpo-
rate, having its head office and its principal
place of business in the city and district of
Montreal, Plaintiff vs EDOUARD GAUTHIER,
farmer of St-Hypolithe, district of Terrebonne,
defendant:

"A farm situate in the parish of St-Hypolithe, county of Terrebonne, known and designated as number twenty-two C No. (22-C) in Range One of the township of Abercrombie, including 12 chains and 75 links in width by 37 chains in depth along one line, and 42 chains and 50 links in depth along the other line, forming an area of fifty acres and seven chains with a house and other buildings erected thereon.

Save and to be deducted however from said farm: a vacant emplacement measuring about 180 feet in width by 180 feet in depth, situated directly at the rear of the vendor's main house and dependencies, erected on Lot No. 22D: the said emplacement reserved by the vendor as actually fenced-in:

To be sold at the Catholic church door of St-Hypolithe the TWENTY-SECOND day of JULY 1953 at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ALB. FOURNELLE,
Sheriff's Office, Sheriff.
St-Jérôme, this June 9, 1953. 35026-24-2

**Index de la Gazette officielle
de Québec, N° 24**

**Index of the Quebec Official
Gazette, No. 24**

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Brunet vs Barré.....	1978
Emery vs Leclerc.....	1978

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

642-D — Construction des Trois-Rivières.....	1977
658 — Concernant la pêche dans le Parc de la Gaspésie et la réserve des Shick-Shocks.....	1978

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

1955

RÉCEPTION DE SANNONCES:

1955

AVIS DIVERS:

Coopérative Charlemagne (Fondation) Emmanuel Baptist Church (Incorporation).....	1981
Grace Gospel Chapel (Incorporation).....	1979
La Caisse Populaire Desjardins de Guyenne (Fondation).....	1979
La Compagnie de Publication du Nouvelliste, Limitée (Dist. de l'actif).....	1980
Le Centre Recréatif de Dorval (Règlement).....	1799
Le Syndicat Régional des Institutrices de Mont-Joli (Formation).....	1981
Montreal Motors Ltd. (Directeurs).....	1981
Nesbitt, Thomson and Company, Limited (Directeurs).....	1980
Princess Silks Inc. (Directeurs).....	1981
Syndicat des Employés de Sylvania Electric (Canada) Ltd. (Formation).....	1980
Syndicat des Producteurs de Pommes de Terre de la Région de Nicolet (Formation).....	1982
Ville-Émard Baptist Church (Incorporation).....	1979

CHARTES — ABANDON DE:

Piedro Investments Limited.....	1982
Ruth Gordon Gowns Inc.....	1982

COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES AFFAIRES:

Chicago Vocational Training Corporation Ltd.....	1982
Eastern Machine Products Limited.....	1983

CURATELLE PUBLIQUE:

Succession vacante de Damien Bertrand.....	1983
--	------

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AFFAIRES MUNICIPALES:

St-Elzéar de Laval, paroisse de.....	1983
--------------------------------------	------

AGRICULTURE:

Syndicat d'élevage de moutons demi-sang du comté de Rimouski.....	1984
---	------

INSTRUCTION PUBLIQUE:

<i>Municipalité scolaire de:</i>	
Bristol.....	1985

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Brunet vs Barré.....	1978
Emery vs Leclerc.....	1978

ORDERS IN COUNCIL:

642-D — Construction of Trois-Rivières.....	1977
658 — Concerning fishing in the Gaspe-sian Park and Shick-Shocks Reserve.....	1978

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

1955

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES:

1955

MISCELLANEOUS NOTICES:

Coopérative Charlemagne (Fondation) Emmanuel Baptist Church (Incorporation).....	1981
Grace Gospel Chapel (Incorporation).....	1979
La Caisse Populaire Desjardins de Guyenne (Fondation).....	1979
La Compagnie de Publication du Nouvelliste, Limitée (Dist. of the assets).....	1980
Le Centre Recréatif de Dorval (By-Law).....	1979
Le Syndicat Régional des Institutrices de Mont-Joli (Formation).....	1981
Montreal Motors Ltd. (Directors).....	1981
Nesbitt, Thomson and Company, Limited (Directors).....	1980
Princess Silks Inc. (Directeurs).....	1981
Syndicat des Employés de Sylvania Electric (Canada) Ltd. (Formation).....	1980
Syndicat des Producteurs de Pommes de Terre de la Région de Nicolet (Formation).....	1982
Ville-Émard Baptist Church (Incorporation).....	1979

CHARTERS — SURRENDER OF:

Piedro Investments Limited.....	1982
Ruth Gordon Gowns Inc.....	1982

COMPANIES LICENSED TO DO BUSINESS:

Chicago Vocational Training Corporation Ltd.....	1982
Eastern Machine Products Limited.....	1983

PUBLIC CURATORSHIP:

Vacant Estate of Damien Bertrand....	1983
--------------------------------------	------

DEPARTMENTAL NOTICES:

MUNICIPAL AFFAIRS:

St-Elzéar de Laval, parish of.....	1983
------------------------------------	------

AGRICULTURE:

Syndicat d'élevage de moutons demi-sang du comté de Rimouski.....	1984
---	------

EDUCATION:

<i>School Municipality of:</i>	
Bristol.....	1985

Notre-Dame-de-Liesse	1984	Notre-Dame-de-Liesse	1984
Rouyn, village de	1985	Rouyn, village of	1985
Shawinigan-Sud, village de	1984	Shawinigan-Sud, village of	1984
Ste-Gertude	1984	Ste-Gertrude	1984
Ste-Thérèse Ouest	1984	Ste-Thérèse Ouest	1984
TERRES ET FORÊTS:		LANDS AND FOREST:	
<i>Service du Cadastre:</i>		<i>Cadastral Branch:</i>	
Ste-Foy, paroisse de	1985	Ste-Foy, parish of	1985
Ste-Victoire, paroisse de	1985	Ste-Victoire, parish of	1985
TRAVAIL:		LABOUR:	
<i>Industrie ou métiers de:</i>		<i>Industry or Trades of:</i>	
Barbier-coiffeur, cité de St-Jean, etc. . . (Modification)	1990	Barber and hairdressing, city of St. John, etc. (Amendment)	1990
Barbier, coiffeur et coiffeuse, comtés d'Argenteuil, etc. (Modification)	1994	Barber and hairdressing, counties of Argenteuil, etc. (Amendment)	1994
Barbier, coiffeur et coiffeuse, comtés de Joliette, Montcalm, etc. (Modifica- tion)	1988	Barber and hairdressing, counties of Joliette, Montcalm, etc. (Amend- ment)	1988
Barbier, coiffeur et coiffeuse, région des Trois-Rivières (Modification)	1986	Barber and hairdressing district of Trois-Rivières (Amendment)	1986
Boîte de carton de Québec (Modifica- tion)	1986	Paper box of Quebec (Amendment)	1986
Commerce de quincaillerie, ferronnerie et peinture, cités de Québec, Lévis, etc. (Modification)	1992	Hardware and paint trade, cities of Quebec, Lévis, etc. (Amendment) ...	1992
Construction, région de Montréal (Mo- dification)	1989	Construction, district of Montreal (Amendment)	1989
Postes de service et débits d'essence, région de Chicoutimi (Modification)	1989	Service and gasoline stations, district of Chicoutimi (Amendment)	1989
Tanneries et corroieries, province de Québec (Règlements)	1987	Tanneries and curriers, Province of Quebec (By-Laws)	1987
EXAMENS DU BARREAU:		BAR EXAMINATIONS:	
Abitibi: étude du droit	1998	Abitibi: study of law	1998
Arthabaska: pratique du droit	1998	Arthabaska: practice of law	1998
Bas St-Laurent: étude du droit	1998	Lower St. Lawrence: study of law	1998
Bas St-Laurent: pratique du droit	1998	Lower St. Lawrence: practice of law ...	1998
Bedford: pratique du droit (4e)	1999	Bedford: practice of law (4th)	1999
Hull: étude du droit	1999	Hull: study of law	1999
Hull: pratique eu droit (3e)	1999	Hull: practice of law (3rd)	1999
Hull: pratique du droit (4e)	2000	Hull: practice of law (4th)	2000
Laurentides: ordre pratique	2000	Laurentides: practical order	2000
Montréal: étude du droit	2000	Montreal: study of law	2000
Montréal: pratique du droit (Final)	2002	Montreal: practice of law (Final)	2002
Montréal: pratique du droit (Prél.)	2001	Montreal: practice of law (Prel.)	2001
Québec: pratique du droit (3e)	2003	Quebec: practice of law (3rd)	2003
Québec: pratique du droit (4e)	2002	Quebec: practice of law (4th)	2002
Richelieu: étude du droit	2003	Richelieu: study of law	2003
Richelieu: pratique du droit	2004	Richelieu: practice of law	2004
Richelieu: théorique	2004	Richelieu: theoretical	2004
St-François: pratique du droit (3e)	2004	St. Francis: practice of law (3rd) ..	2004
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
Anglo-French Carpet Co. Ltd.	1956	Anglo-French Carpet Co. Ltd.	1956
Associated Sales Agency, Ltd.	1957	Associated Sales Agency, Ltd.	1957
Au Ralais de la Place d'Armes Ltée. .	1957	Au Ralais de la Place d'Armes Ltée. .	1957
Bem Company	1957	Bem Company	1957
Burrowes Aluminum Windows (Quebec) Limited	1958	Burrowes Aluminum Windows (Quebec) Limited	1958
Centaur Electric Contractors Ltd.	1958	Centaur Electric Contractors Ltd.	1958
Clanbrock Realities Co.	1959	Clanbrock Realities Co.	1959
Columbia International Ltd.	1959	Columbia International Ltd.	1959
Commonwealth Securities Corporation	1959	Commonwealth Securities Corporation	1959
Decastelneau Corp.	1960	Decastelneau Corp.	1960
Eastern Insurance Agencies Inc.	1960	Eastern Insurance Agencies Inc.	1960
Eastern Smelting and Refining Com- pany Limited	1960	Eastern Smelting and Refining Com- pany Limited	1960
Émile Lefrançois & Fils Limitée	1961	Émile Lefrançois & Fils Limitée	1961
Fielding Ave. Apts Ltd.	1961	Fielding Ave. Apts Ltd.	1961
G. Belisle Limitée	1962	G. Belisle Limitée	1962
Guy Towers Inc.	1962	Guy Towers Inc.	1962
Hadrill & Bruce Inc.	1962	Hadrill & Bruce Inc.	1962

I. Arshinoff & Son Inc.....	1963	I. Arshinoff & Son Inc.....	1963
J.-A. Tremblay & Fils, (Inc.).....	1963	J.-A. Tremblay & Fils, (Inc.).....	1963
J. Eymard Rondeau Inc.....	1963	J. Eymard Rondeau Inc.....	1963
Jolly Roger Motorcycle Club — Verdun	1964	Jolly Roger Motorcycle Club — Verdun	1964
La Cie de Développement Franmont Limitée — Franmont Development Co. Limited.....	1964	La Cie de Développement Franmont Limitée — Franmont Development Co. Limited.....	1964
La Plomberie Cardinal Incorporée — Cardinal Plumbing Inc.....	1964	La Plomberie Cardinal Incorporée — Cardinal Plumbing Inc.....	1964
La Radio du Bas St-Laurent Inc.— Lower St. Lawrence Radio Inc.....	1965	La Radio du Bas St-Laurent Inc.— Lower St. Lawrence Radio Inc.....	1965
Le Colisée de Sorel Inc.....	1965	Le Colisée de Sorel Inc.....	1965
Léo Auger Inc.....	1966	Léo Auger Inc.....	1966
Le Plâtrage du Québec Inc.....	1966	Le Plâtrage du Québec Inc.....	1966
Les Entreprises de Construction et d'Immeuble de Rouville Ltée.....	1966	Les Entreprises de Construction et d'Immeuble de Rouville Ltée.....	1966
Les Messageries Interprovinciales Inc.	1967	Les Messageries Interprovinciales Inc.	1967
L'Oeuvre des Terrains de Jeux d'Alma	1967	L'Oeuvre des Terrains de Jeux d'Alma	1967
Louis A. Gaudreau Inc.....	1967	Louis A. Gaudreau Inc.....	1967
Machine Holdings Inc.....	1968	Machine Holdings Inc.....	1968
Melrose Packers Corp.....	1968	Melrose Packers Corp.....	1968
Melrose Trading Ltd.....	1968	Melrose Trading Ltd.....	1968
Modern Plumbing & Heating Ltd.— Plomberie et Chauffage Modernes Ltée.....	1969	Modern Plumbing & Heating Ltd.— Plomberie et Chauffage Modernes Ltée.....	1969
New Rector's Incorporated.....	1969	New Rector's Incorporated.....	1969
N. R. Bertrand Inc.....	1969	N. R. Bertrand Inc.....	1969
O. Ducharme et Fils Limitée.....	1970	O. Ducharme et Fils Limitée.....	1970
Office Stationers Ltd.....	1970	Office Stationers Ltd.....	1970
Philbin Hardware Co. Ltd.....	1971	Philbin Hardware Co. Ltd.....	1971
Plomberie Ducharme Inc.....	1971	Plomberie Ducharme Inc.....	1971
Produits Naps Inc.—Naps Products Inc.....	1971	Produits Naps Inc.—Naps Products Inc.....	1971
Professional Uniform Company Limited	1972	Professional Uniform Company Limited	1972
Saint-Ruth Inc.....	1972	Saint-Ruth Inc.....	1972
Sanbar Amusements Ltd.....	1972	Sanbar Amusements Ltd.....	1972
Shell Construction Company.....	1973	Shell Construction Company.....	1973
St-Hubert Construction Limited.....	1973	St-Hubert Construction Limited.....	1973
St. Lambert Automobile Inc.....	1973	St. Lambert Automobile Inc.....	1973
Télévision de Québec Limitée.....	1974	Télévision de Québec Limitée.....	1974
Trio Holdings Ltd.....	1974	Trio Holdings Ltd.....	1974
Westhall Holdings Inc.....	1975	Westhall Holdings Inc.....	1975
5031 Cote de Liesse Corporation.....	1975	5031 Cote de Liesse Corporation.....	1975

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Cartile — Hume Limited.....	1975
Ernest Harnois & Fils Limitée.....	1976
Fine Made Garment Co.....	1976
National Construction Inc.....	1976
Nesbitt, Thomson and Company, Li- mited.....	1976
R. Forget Limitée.....	1977
The Sherbrooke Motors Limited.....	1977
Wm. Malo & Sons Inc.....	1977

MINISTÈRE DES FINANCES:

Assurances:

Association Bienfaisante des Chauffeurs Municipaux de Montréal.....	2004
Association de Secours Mutuels des Gardes-Malades diplômées de l'Hô- pital de la Miséricorde.....	2005
Mutuelle des Cuisiniers et Pâtisiers Professionnels.....	2005
The Great Eastern Insurance Company	2005

NOMINATIONS:

Diverses.....	2005
---------------	------

SIÈGES SOCIAUX:

Glen Emma Salmon Club Inc.....	2006
La Société d'Habitation Jacques Buteux Ltée.....	2006
Robert Dufault Ltée — Robert Du-	

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Cartile — Hume Limited.....	1975
Ernest Harnois & Fils Limitée.....	1976
Fine Made Garment Co.....	1976
National Construction Inc.....	1976
Nesbitt, Thomson and Company, Li- mited.....	1976
R. Forget Limitée.....	1977
The Sherbrooke Motors Limited.....	1977
Wm. Malo & Sons Inc.....	1977

DEPARTMENT OF FINANCE:

Insurance:

Association Bienfaisante des Chauffeurs Municipaux de Montréal.....	2004
Association de Secours Mutuels des Gardes-Malades diplômées de l'Hô- pital de la Miséricorde.....	2005
Mutuelle des Cuisiniers et Pâtisiers Professionnels.....	2005
The Great Eastern Insurance Company	2005

APPOINTMENTS:

Miscellaneous.....	2005
--------------------	------

HEAD OFFICES:

Glen Emma Salmon Club Inc.....	2006
La Société d'Habitation Jacques Buteux Ltée.....	2006
Robert Dufault Ltée — Robert Du-	

fault Ltd.	2006	fault Ltd.	2006
Transatlantic Mineral & Ore Limited. .	2006	Transatlantic Mineral & Ore Limited. .	2006
SOUSSIONS:		TENDERS:	
Bromptonville commissaires d'écoles de la ville de.	2009	Bromptonville, School Commissioners of the town of.	2009
Coaticook, ville de.	2011	Coaticook, town of.	2011
Lachine, commissaires d'écoles de la cité de.	2012	Lachine, School Commissioners of the city of.	2012
St-Jérôme, commissaires d'écoles de la cité de.	2010	St-Jérôme, School Commissioners of the city of.	2010
VENTES, LOI DE FAILLITE:		SALES, BANKRUPTCY ACT:	
Dufour, Louis-Philippe.	2014	Dufour, Louis-Philippe.	2014
Duranceau, J.-A., jr.	2013	Duranceau, J.-A., jr.	2013
VENTE PAR LICITATION:		SALE BY LICITATION:	
Kelly vs Brownrigg <i>et al.</i>	2018	Kelly vs Brownrigg <i>et al.</i>	2018
VENTE POUR TAXES:		SALE FOR TAXES:	
St-Jérôme, cité de.	2018	St-Jérôme, city of.	2018
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
ABITIBI:		ABITIBI:	
Lévesque vs Lanctôt.	2019	Lévesque vs Lanctôt.	2019
BEDFORD:		BEDFORD:	
Daudelin vs Valence.	2019	Daudelin vs Valence.	2019
GASPÉ:		GASPÉ:	
Épicerie Moderne Enrg. vs Lafontaine.	2020	Épicerie Moderne Enrg. vs Lafontaine.	2020
Epicerie Moderne Enrg. vs St-Laurent.	2021	Épicerie Moderne Enrg. vs St-Laurent.	2021
Russell vs Vallée.	2020	Russell vs Vallée.	2020
MONTREAL:		MONTREAL:	
Dinovitzer vs Gravel.	2021	Dinovitzer vs Gravel.	2021
QUÉBEC:		QUEBEC:	
Boily vs Vir <i>et al.</i>	2022	Boily vs Vir <i>et al.</i>	2022
Gaudry vs Birmingham.	2021	Gaudry vs Birmingham.	2021
ROBERVAL:		ROBERVAL:	
Gagnon & Frères de Roberval Ltée vs Chalifour.	2022	Gagnon & Frères de Roberval Ltée vs Chalifour.	2022
SAINT-FRANÇOIS:		SAINT FRANCIS:	
L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Bergeron.	2022	The Quebec Farm Loan Board vs Bergeron.	2022
TERREBONNE:		TERREBONNE:	
Bigras vs Dumoulin <i>et al.</i>	2024	Bigras vs Dumoulin <i>et al.</i>	2024
La Banque Provinciale du Canada vs Gauthier.	2024	The Provincial Bank of Canada vs Gauthier.	2024
34991-o		34991-o	